



BOURSE

JEUDI 25 AVRIL 1991

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14384 - 6 F.

## L'hypothèque slovaque

Le coup de force du Parlement de Bratislava contre le premier ministre slovaque M. Vladimír Mečiar, destitué mardi 23 avril de ses fonctions avec une bonne partie de son gouvernement par le président du conseil national slovaque, a sans doute fait passer la République slovaque à l'état de nation. Le nationalisme triomphant de M. Mečiar y inquiétait beaucoup et ses tendances « populistes » y faisaient tout simplement horreur.

Nul doute, donc, que l'arrivée de M. Jan Čarnogurský à la tête du gouvernement slovaque soit de nature à rassurer le président Václav Havel. Chef du parti démocrate-chrétien de Slovaquie, M. Čarnogurský professe un nationalisme plus modéré que celui de M. Mečiar et s'est montré jusqu'ici partisan du maintien du lien fédéral entre Tchéquie et Slovaquie. Son passé de dissident catholique et son expérience des géralles communistes en font un autre quelconque de plus proche, humainement, de M. Havel que M. Mečiar, ancien communiste du « printemps de Prague » exclu du parti à l'heure de la normalisation, en 1970.

POURTANT, le soulagement risque fort d'être de courte durée. Les manières de M. Mečiar ont beau exaspérer les intellectuels de Prague, le premier ministre évincé reste l'homme politique le plus populaire de Slovaquie : dans un sondage rendu public à Prague le jour même de sa destitution, Vladimir Mečiar devançait amplement l'autre Slovaque célèbre, M. Alexandre Dubček, et le président Havel. M. Čarnogurský, lui, est loin derrière.

En outre, le départ de M. Mečiar ne résout aucun des problèmes qui contribuent à maintenir une température sociale explosive en Slovaquie. Les effets de la réforme économique radicale de M. Václav Klaus, ministre des finances, y sont ressentis beaucoup plus durement qu'en pays tchèque : le taux de chômage y atteint déjà 4,5 % de la population active, contre 2,5 % en Bohême et Moravie ; le marché y est gravement désorganisé. L'ambition des dirigeants praguois de reconstruire l'industrie de l'armement, essentiellement implantée en Slovaquie et qui tournait à plein régime sous les communistes, s'est heurtée à de gros obstacles sociaux... et des chars tout neufs continuent donc de sortir des usines slovaques. La dégradation du niveau de vie est un terreau fertile pour le nationalisme, et M. Čarnogurský ne saurait l'ignorer.

LES jeunes manifestants qui s'étaient permis de malmenier M. Havel - le président bien-aimé des Tchèques - lors de sa visite à Bratislava le 14 mars dernier n'ont aucune raison de baisser les bras. La question de la place de la Slovaquie et de ses cinq millions d'habitants dans la Fédération tchécoslovaque (qui totalise quinze) reste entière. Prague a trop longtemps sous-estimé l'authenticité des revendications nationalistes slovaques en les considérant comme un complot communiste, et a laissé le débat nationaliste se développer dans une ambiance passionnée et excessive.

Un référendum sur l'avenir de la Slovaquie dégrègerait vraisemblablement une majorité en faveur de la Fédération, mais encore faudrait-il régler la question de la répartition des compétences : le problème slovaque, restera, quelque temps encore, l'un des plus graves handicaps de la jeune démocratie tchécoslovaque.

## A la veille du plénum du Parti communiste M. Eltsine se rallie au plan anti-crise de M. Gorbatchev

Quelques heures avant l'ouverture de la réunion du comité central du PCUS, consacré notamment à la crise économique, MM. Gorbatchev, Eltsine ainsi que les dirigeants de huit autres Républiques - sur quinze - ont signé, mercredi 24 avril, une « déclaration commune » visant à calmer les tensions politiques. Le document appelle à l'arrêt des grèves, prévoit des mesures d'urgence et l'adoption du plan anticrise du président soviétique.

## Les inquiétudes de Washington

par Daniel Vernet

« Une politique incertaine dans une situation incertaine. » La formule lapidaire d'un universitaire américain spécialiste des questions soviétiques résume parfaitement l'attitude de l'administration et des experts face à l'aggravation de la crise en URSS.

Cette perplexité est illustrée par la valse-hésitation du président George Bush à l'égard du sommet avec M. Mikhaïl Gorbatchev, d'abord prévu pour la mi-février, puis ajourné sous prétexte de crise du Golfe, mais en réalité à cause des interrogations américaines sur la politique soviétique après l'intervention musclée en Lituanie.

La Maison Blanche, on considère officiellement que la « nouvelle pensée » guide toujours la diplomatie soviétique malgré le virage à droite effectué à la fin de l'été dernier par le chef du Kremlin et la démission de M. Chevardnadze ; les Soviétiques, dit-on, traînent un peu les pieds, mais ne sont pas revenus sur ce qu'ils avaient accepté, sauf dans le cas de l'accord CFE sur le désarmement classique en Europe qui touche directement les intérêts des militaires.

Lire la suite et l'article de SOPHIE SHIHAR, page 3 Lire également notre page Débats page 2

## Le gouvernement publie son Livre blanc M. Rocard propose d'allonger la durée des cotisations de retraite

M. Michel Rocard et M. Claude Evvin, ministre des affaires sociales, devaient présenter au conseil des ministres du mercredi 24 avril le Livre blanc sur l'avenir des retraites. Ce document, préfacé par le premier ministre, suggère notamment d'augmenter la durée de cotisation nécessaire pour obtenir des droits à taux plein, en la faisant passer de trente-sept ans et demi à quarante et un ou quarante-deux ans. Défendant le système de retraite par répartition, il propose de créer des fonds de pension par capitalisation de créer des entreprises et les branches. Quatre personnalités sont chargées d'animer le débat avec les partenaires sociaux.

## Quitte ou double

par Jean-Michel Normand

M. Michel Rocard peut retrousser ses manches. En affirmant haut et fort la nécessité de freiner l'évolution des retraites et en détaillant les avantages acquis sur lesquels il conviendrait de revenir, il tente de mettre un peu d'incapacité chronique de la société française à regarder en face l'avenir de ses régimes d'assurance-veilles. Le catalogue de mesures proposées par le Livre blanc, préfacé par le premier ministre, présenté devant le conseil des ministres du 24 avril, ne passera pas inaperçu. Les propositions visent à porter la durée de cotisation de trente-sept ans et demi à quarante et un ou quarante-deux ans, à calculer la pension non plus sur les dix mais sur les vingt-cinq meilleures années, à constituer des réserves au sein des régimes de retraite et à créer des fonds de pension par capitalisation au sein des entreprises ou des branches professionnelles.

Lire la suite et nos informations page 27



## Le printemps de Managua

Un an après l'accession au pouvoir de M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, la paix civile règne au Nicaragua, mais la crise économique persiste

MANAGUA de notre correspondant en Amérique centrale

« Il y a un an, nous avions deux problèmes : la guerre civile et l'économie. Aujourd'hui, nous n'en avons plus qu'un : la crise économique. » Ce constat est parétagé par l'immense majorité des quatre millions de Nicaraguayens qui, malgré un taux d'inflation qui dégringole (plus de 12 000 % en 1990), ne regrettent pas d'avoir porté M<sup>me</sup> Violeta Chamorro au pouvoir - elle a pris ses fonctions le 25 avril 1990 - et d'avoir mis fin à dix ans de révolution sandiniste.

Après cette étape difficile en Syrie, le secrétaire d'Etat américain doit se rendre jeudi dans le Caucase pour y rencontrer son homologue soviétique, M. Alexandre Bassmannykh.

Dans les quartiers populaires de la capitale, où les bidonvilles se sont multipliés depuis un an, la même réflexion revient comme un leitmotiv dans toutes les conversations : « Dieu merci, mes enfants n'ont plus à la guerre. Violeta a respecté sa promesse d'abolir le service militaire. » En d'autre part, la plupart des Nicaraguayens reconnaissent qu'ils sont disposés à accepter de nouveaux sacrifices pour permettre au gouvernement de mener à bien le plan anti-inflation adopté le 3 mars - les prix ont progressé de près de 300 % pour le seul mois de mars, mais l'inflation pourrait être ramenée à un rythme mensuel de moins de 20 % à partir d'avril.

« Je suis prête à ne manger que des haricots noirs et du riz tous les jours pour garder mes enfants près de moi », soutient Nidia Morales, une ouvrière dont la petite maison domine l'immense terrain vague où se trouvait le centre-ville de Managua jusqu'au séisme dévastateur de 1972.

Les jeunes vivent de nouveau dans la rue où ils n'osaient plus s'aventurer jusqu'à l'année dernière, de peur d'être détenus par les unités spécialisées, qui patrouillaient dans les quartiers à la recherche des innombrables déserteurs.

Beaucoup avaient trouvé refuge au Costa-Rica, au Honduras ou même aux États-Unis. D'autres s'étaient joints à la guérilla anti-sandiniste de la Contra. Un demi-million de Nicaraguayens avaient fui la révolution guayanaise avant que la guerre ne se termine. Beaucoup sont revenus au cours des derniers mois - environ cent mille, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies - mais plus nombreux encore sont ceux qui attendent de voir la suite des événements avant de refaire leur vie au Nicaragua.

Ils ont entre seize et vingt-cinq ans. Ils se sont battus avec les rebelles ou avec l'armée sandiniste, quand ils n'ont pas réussi à échapper aux recruteurs. Aujourd'hui, ils se retrouvent sur le trottoir, écoutant de la musique à tue-tête ou jouant au base-ball en pleine rue avec des équipements rudimentaires.

BERTRAND DE LA GRANGE Lire la suite ainsi que notre entretien avec M<sup>me</sup> CHAMORRO page 8

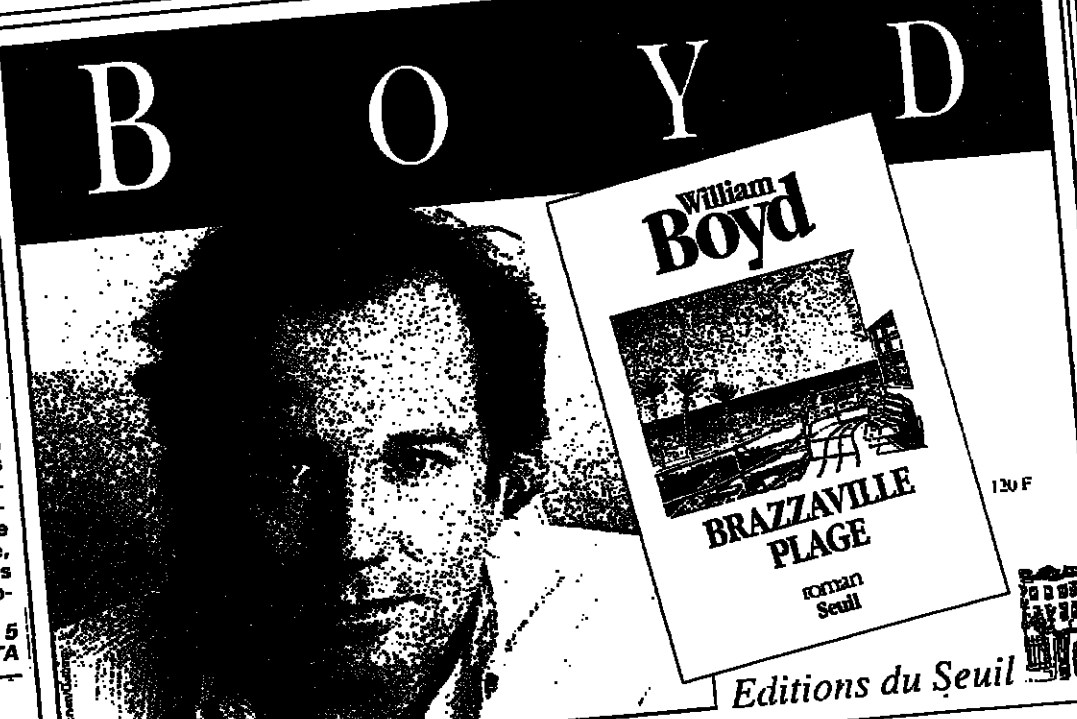
## Echec des entretiens de M. Baker à Damas

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Chera, ont annoncé mercredi 24 avril l'échec des entretiens sur le projet de conférence de paix au Proche-Orient.

Prié de dire s'il était parvenu à un accord sur ce projet de conférence au cours de ses dix heures de conversations avec le président syrien, M. James Baker a répondu au cours d'une conférence de presse à Damas qu'il n'avait « pas encore obtenu cela » et qu'il restait du chemin à parcourir.

Après cette étape difficile en Syrie, le secrétaire d'Etat américain doit se rendre jeudi dans le Caucase pour y rencontrer son homologue soviétique, M. Alexandre Bassmannykh.

Lire nos informations page 7



Editions du Seuil

## L'Union syndicale des magistrats critique le juge Jean-Pierre

Dans un entretien au Monde, M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM), critique vivement l'attitude du juge Jean-Pierre, à propos de l'affaire Urba, déclarant notamment : « Le juge partisan n'est pas la réponse à l'Etat partisan. » Lire l'entretien réalisé par ANNE CHEMIN page 11

## L'opposition prend l'offensive

Le groupe UDF de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 23 avril, des élections législatives anticipées. Tout en appuyant son appui à cette démarche, le groupe RPR a choisi de rester en retrait. Les députés contristes ne s'y sont pas associés.

Lire les articles d'ANDRÉ PASSERON, PASCALE ROBERT-DIARD, JEAN-LOUIS SAUX et PIERRE SERVANT, pages 9 et 10

## EDUCATION • CAMPUS

■ Les lendemains amers des universitaires de l'Est. ■ Universités-entreprises : le déphasage. pages 15 et 16

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 38

M0147 - 0425 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Arabie, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 55 p. ; Italie, 1,10 L. ; Japon, 2,200 ¥ ; Luxembourg, 42 F. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 YRS ; Suisse, 1,30 FS ; USA (hors), 2,50 \$.

سكزا انا الاصل

# DÉBATS

URSS

# Triste Géorgie

par Thamaz Naskidachvili

## Ambiguïtés de l'Occident

par André Louis

La destruction de l'Union soviétique n'est pas et n'a jamais été un objectif de l'Internationale chrétienne. Beaucoup

► André Louis est secrétaire général de l'International démocrate-chrétienne.

Si, pour guérir du mal communiste, la thérapie doit être douloureuse, cruelle, mutilante et humiliante, qu'on le dise. S'il faut connaître le pire pour atteindre le mieux, qu'on le dise. Mais que l'on cesse de se cacher derrière la

J'aime la Géorgie. Ma  
n'importe quelle Géorgie. H  
néo-bolchévisme!

► **Thamaz Naskidachvili**, ancien président de l'Association géorgienne en France, ancien marguillier de la P. géorgienne orthodoxe de

**LE FORMIDABLE  
ROMAN VRAI  
DE L'EDUCATION  
NATIONALE**

Le Figaro Magazine



JEAN-PIERRE BERLAND

**LYCÉES,  
L'ÉTAT  
D'URGENCE**

Témoignage et commentaires  
d'un proviseur  
à l'usage des lycéens et de leurs parents

Un livre efficace et plein d'humour (...) dans lequel Jean-Pierre Berland explique les raisons de sa colère. *Le Figaro*

Le proviseur raconte sans fioritures ses états d'âme de patron d'un bahut de banlieue.

99 F

252 p.

252 p.

TRAIT LIBRE



Dessin publié dans le *Herald Tribune* du 19 avril

# Une Église en renouveau

**par Anita Davidenkoff**

L'Eglise orthodoxe russe saura-t-elle utiliser ces nouveaux atouts ou, au contraire, sera-t-elle victime de ses querelles intestines qui peuvent la conduire à un nouveau schisme ? Sera-t-elle en mesure de juguler une crise révélée aujour-

► Anita Davidenkoff est ma-  
de conférences à l'univer-

**C O U R R I E R**

## Une révolution dans l'aide humanitaire

A l'égard des agences américaines, telles que l'USAID, qui financent des travaux de recherche sur la prévention des famines avec de gros supports informatiques, les systèmes d'alerte et de suivi des catastrophes, la France pourrait doter de structures efficaces le site d'Agropolis, à Montpellier, tourné vers les pays du Sud, plutôt bien. La masse critique de chercheurs disponibles, les relations qu'ils ont tissées avec le monde en développement, l'état de technologies de pointe à Montpellier, sont des atouts pour

Thierry A. B.  
professeur invité à l'Ins-  
agronomique méditerranéenne  
de Montpellier



Géorgie

# ÉTRANGER

URSS : pour tenter de surmonter la crise

## MM. Gorbatchev et Eltsine signent une déclaration commune appelant à l'arrêt des grèves

M. Mikhaïl Gorbatchev a signé, dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 avril, avec les dirigeants de neuf Républiques soviétiques, dont le président russe M. Boris Eltsine, une « déclaration commune sur les mesures indispensables pour stabiliser la situation ». Le document reconnaît d'autre part aux six Républiques indépendantes « le droit de ne pas signer le nouveau traité de l'Union ».

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

M. Mikhaïl Gorbatchev a obtenu, à l'achèvement des concessions de M. Boris Eltsine et des autres dirigeants de républiques qui envisagent de signer le Traité d'union. Le jour où s'ouvre à Moscou un plénum du Parti communiste au cours duquel les conservateurs devraient une nouvelle fois donner de la voix, la Pravda publie mercredi 24 avril une « déclaration commune » signée par M. Gorbatchev et les dirigeants des neuf républiques, exposant

les principes d'une trêve politique et appelant « les mineurs et tous les travailleurs à cesser les grèves à motivation économique et politique ». « La crise qui s'approfondit toujours dans le pays, oblige à engager sans délai des actions coordonnées », indique en préambule la déclaration qui comporte cinq points principaux :

- Faire respecter dans l'immédiat « l'ordre constitutionnel » ;  
- Signer en priorité le Traité d'union, adopter six mois plus tard une nouvelle Constitution et procéder à des élections. Les six républiques

refusant d'y participer ne jouiront pas des avantages de la nouvelle union et de son « espace économique unique » ;

- Appliquer des mesures « anti-crise » coordonnées mais restant largement de la responsabilité des républiques ;

- Définir dans des délais allant d'une semaine à un mois plusieurs mesures visant à alléger les effets des récentes hausses de prix. Ce point comprend l'appel à l'arrêt de la grève ;

- Exclure, en raison de « l'extrême gravité de la situation », tous les appels à la désobéissance civile ou au renversement des organes élus du pouvoir, tout en reconnaissant la nécessité d'une coopération de l'ensemble des forces politiques, de la poursuite des « transformations démocratiques », et de la « radicalisation des réformes économiques accompagnées de mesures assurant un soutien social à la population ». Le dernier paragraphe souligne que

« toutes ces mesures visant à stabiliser la situation et sortir de la crise » sont « inébranlables sans une promotion radicale du rôle des républiques » ;

Ce texte de compromis, vague et subtil sur les points cruciaux, laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles, mais il tombe bien à propos pour M. Gorbatchev. Les signataires confirment en effet leur volonté de maintenir un « espace économique commun » sur une portion, même réduite, de l'Union soviétique. Ils reconnaissent aussi le « droit de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Arménie à décider de leur attitude envers le Traité d'union ».

Pour la première fois, indiquent-on de source balte, les dirigeants des six Républiques indépendantes, n'ont pas été conviés à la réunion qui s'est tenue mardi à Novo-Ogariovo dans la

grande banlieue de Moscou. Outre M. Eltsine, y ont participé les premiers ministres de Biélorussie et d'Ukraine et les présidents des six républiques « musulmanes » de l'URSS.

Les principes de cette déclaration ont été fortement critiqués. Lors du plénum qui pourrait se poursuivre jeudi, les conservateurs crieraient à l'abandon de l'intégrité de l'URSS et des minorités des républiques périphériques. Ceux qui réclamaient, ce week-end encore, un état d'urgence dans tout le pays trouveront bien vague l'engagement de M. Boris Eltsine et des autres à accepter « l'introduction d'un régime de travail spécial dans les industries de base, celles produisant de biens de consommation et dans les chaînes de fer ».

Ceux qui, en revanche, faisaient grève depuis près de deux mois en croyant qu'ils faisaient la révolution,

qu'ils obtiendraient la chute de Gorbatchev et du pouvoir communiste se sentent trahis. Mais dimanche déjà, un dirigeant des mineurs du Kouzbas demandait aux députés démocrates de trouver « un mécanisme pour le changement de pouvoir, car les grévistes ne pourraient pas tenir plus de dix jours encore ».

L'appel à l'arrêt de la grève intervient aussi au moment où celle-ci reprendrait en Biélorussie, avec des dizaines de milliers d'ouvriers rassemblés, mardi, dans le centre de Minsk. Mais le cas biélorusse est particulier. Les ouvriers y réclament avant tout une convocation du Soviet suprême de la République pour y entamer enfin les réformes déjà engagées ailleurs. L'issue du plénum, et donc le sort de la direction « bréjnévienne » de Biélorussie, pourrait être ici déterminante.

SOPHIE SHIHAB

## Les inquiétudes de Washington

Suite de la première page

Après la visite du secrétaire d'Etat M. James Baker à Moscou en mars dernier, les Américains avaient clairement dit qu'il n'y aurait pas de sommet si le texte sur la limitation des armements stratégiques START ne pouvait pas être signé à cette occasion. Or, en dehors de quelques problèmes spécifiques qui ne paraissent pas insurmontables, l'accord START dépend largement de la ratification du traité CFE, signé par Moscou mais remis en cause dans ses modalités d'application (1).

Dans une récente conférence de presse, M. Bush a été moins affirmatif, laissant entendre qu'il pourrait rencontrer M. Gorbatchev pour discuter avec lui, en dehors de la signature de tout document...

Ce changement de position, que l'on explique au département d'Etat par la volonté du président américain de ne pas « pousser le président soviétique dans ses derniers retranchements », est un exemple de l'ambiguïté qui règne à Washington par rapport à M. Gorbatchev.

La « gorbimanie » qui avait marqué les premières années de la perestroïka est bel et bien terminée, mais les Américains ne savent pas trop comment se comporter vis-à-vis des autorités soviétiques en cette période de crise. Sur le constat, tout le monde à Washington est d'accord : l'URSS est en train de s'effondrer, l'Union se désintègre, le pouvoir se délite, le « centre » manifeste une impuissance croissante face aux revendications des Républiques, l'économie court à la hâte, le président s'est fait donner des pleins pouvoirs dont il est incapable de faire usage...

Dans ces conditions, la sagesse voudrait qu'on ne bâtit pas toute la politique sur une seule personne, « fût-elle aussi remarquable que M. Gorbatchev », comme le dit l'ancien président Nixon. Plus on s'éloigne de la Maison Blanche,

plus cette idée est reçue comme une évidence. Certes, on a encore besoin de Gorbatchev, explique-t-on dans l'entourage de M. Bush ; sans lui, il n'y aurait eu ni la libération de l'Europe de l'Est, ni l'unification allemande ; on n'aurait pas pu mener une politique concertée dans le Golfe et on ne pourrait obtenir ni la ratification de l'accord CFE et ni la signature de START. Si quelque'un est en mesure d'arracher un accord aux militaires, c'est bien lui, mais les diplomates restent sceptiques sur sa capacité à s'imposer.

Gorbatchev, quand même...

Même sur le plan intérieur, les derniers supporters de M. Gorbatchev à Washington lui accordent quelque crédit : il serait encore le mieux placé pour garantir l'unité de l'URSS ; son successeur éventuel n'aurait pas la même dimension internationale indispensable pour attirer une aide vitale pour le pays. La Maison Blanche ne partage pas l'enthousiasme un peu naïf de la droite du Congrès pour les Républiques aux vertus idéalisées ni a fortiori ne souhaite, à l'inverse de certains parlementaires, l'éclatement de l'Union.

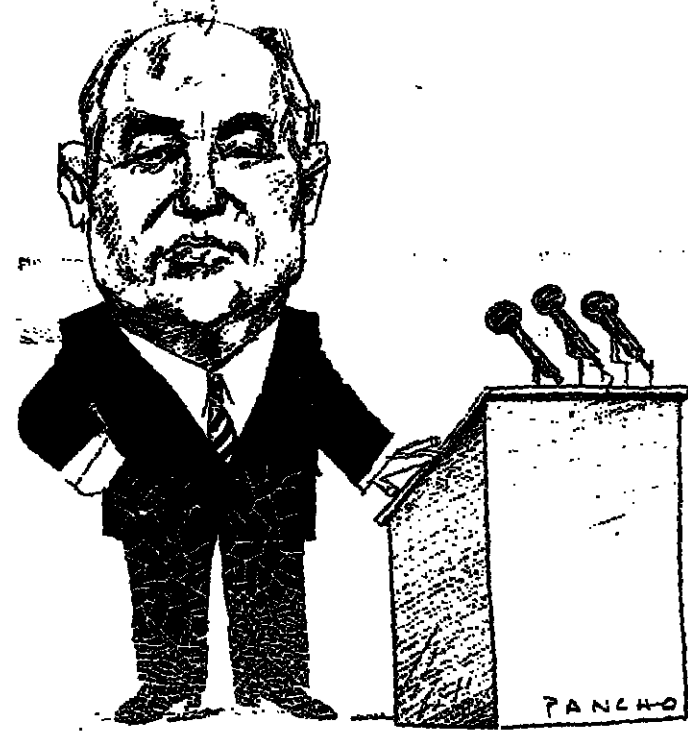
Comme l'a écrit encore M. Nixon au retour de son séjour en URSS (2), « la sécurité d'une super-puissance nucléaire ne peut être basée sur l'insécurité de l'autre. Nous avons besoin de l'URSS en tant que partenaire international fiable pour la construction d'un nouvel ordre mondial ». Mais une chose est de traiter avec M. Gorbatchev aussi longtemps qu'il représente l'autorité centrale, autre chose est de tout faire pour le conforter dans cette position. « Alder Gorbatchev ? se demande un expert, mais lequel ? Celui de la démocratisation ou celui de l'intervention à Vilnius ? » et de citer Herzen à propos d'Alexandre II, « le tsar réformateur » : « Je suis pour le libérateur, pour autant qu'il

libère ». Les Américains sont d'ailleurs bien conscients que le délabrement politique et économique a atteint un degré tel en URSS que leur « influence ne peut être que marginale », selon l'expression de M. Zoellick, conseiller de M. Baker.

Qu'ils le veuillent ou non - et les conceptions diplomatiques traditionnelles les amèneraient plutôt à le regretter - ils constatent un déplacement du pouvoir du « centre » vers la périphérie, c'est-à-dire du Kremlin vers les Républiques fédérées, déplacement dont ils veu-

protektorat sur l'Asie centrale, avec un Caucase déchiré et des Baltes indépendants ? Raison de plus, dit M. Zoellick, pour « essayer de gérer l'incertitude en multipliant les canaux d'information et en augmentant nos points d'accès à une société soviétique en changement rapide ».

Dans ce but, les autorités américaines développent les contacts avec les dirigeants des Républiques soviétiques fédérées qui ont été reçus à Washington, mais pas par le président, sauf dans le cas des Baltes (3). Elles vont également



lent tenir compte dans leur politique. Rien ne servirait, dit-on au département d'Etat, de se voiler la face et de faire comme si le seul interlocuteur devait toujours, et dans tous les domaines, être le gouvernement central soviétique. Personne ne sait ce qu'il adviendra dans quelques années des peuples et des Républiques qui s'appellent aujourd'hui l'URSS (une confédération des quatre « grands » - Russie, Biélorussie, Ukraine, Kazakhstan - exerçant une sorte de

diversifier en direction des Républiques et des municipalités les aides et l'assistance technique, afin que les crédits ne se perdent pas dans les sables de la bureaucratie centrale. Enfin, elles vont créer, dans chaque République, des « antennes » qui ne seront pas des représentations diplomatiques mais seront chargées, sous la responsabilité de l'ambassade américaine à Moscou, d'établir des contacts avec les dirigeants locaux et de rassembler des informations.

Le cas des pays baltes

Dans cette « gestion de l'incertitude », un point au moins paraît acquis : à Washington, on considère que les Républiques baltes seront indépendantes à plus ou moins court terme et qu'elles constitueront un cas particulier. Lors de la visite de M. Baker à Moscou, les Américains étaient prêts à aller assez loin dans les concessions à M. Gorbatchev, puisqu'ils étaient disposés à lui faire comprendre que beaucoup lui serait pardonné - même une opération de police en Géorgie - s'il accordait l'indépendance aux trois Républiques baltes.

Un expert relève un « double paradoxe » : « Plus Gorbatchev s'efforce de tout garder de l'empire, plus il risque de tout perdre. Plus l'Occident insiste pour qu'il traite toute la « périphérie » de la même manière, plus il pousse Moscou à tout refuser ». La distinction entre les Baltes et les autres s'appuie sur une argumentation juridique : d'une part la Géorgie, par exemple, et contrairement à la Lettonie, à la Lituanie et à l'Estonie, n'a été indépendante que pendant trois ans, de 1918 à 1921 ; elle n'a pas été reconnue par les Etats-Unis, ni par beaucoup d'autres Etats, et elle n'a pas appartenu à la Société des Nations. D'autre part, quand les Etats-Unis ont reconnu l'Union soviétique en 1933, la Géorgie en faisait partie intégrante.

Autrement dit, Washington estime que les Baltes, dont l'Occident n'a jamais reconnu officiellement l'intégration dans l'URSS, peuvent, en droit international, faire sécession, même s'il est de leur intérêt de ne pas tourner le dos à la Realpolitik, alors que les Géorgiens doivent accepter les règles de la Constitution soviétique pour réclamer leur indépendance.

Les Américains sont convaincus que les protestations occidentales après les événements de Vilnius et de Riga, où l'intervention de l'armée soviétique contre les indépendantistes a fait plusieurs morts, ne sont pas étrangères à l'ouverture

des négociations entre Moscou et les Baltes. La Maison Blanche entend maintenir ses pressions pour que ces négociations ne soient pas de purs et simples trompe-l'œil.

Officiellement, Washington ne désespère pas de faire entendre à M. Gorbatchev que la seule voie permettant une modernisation de l'URSS et le maintien de bonnes relations avec l'Occident réside dans la poursuite de la démocratisation, donc dans un compromis avec ses opposants. Toutefois, les Américains admettent, en privé, que cette solution dite « polonaise », impliquant un compromis entre les démocrates et les communistes réformateurs et susceptible d'assurer un soutien populaire à des mesures de redressement nécessairement impopulaires, est dans l'immédiat la moins probable.

Ils ne croient pas beaucoup à la « solution chilienne », un militaire soviétique émule de Pinochet prenant le pouvoir et imposant par la force le silence à l'opposition et l'économie de marché à la bureaucratie. Reste l'hypothèse d'une dégradation continue de la situation, dont on ne sait pas très bien combien de temps elle peut encore durer, ou une combinaison des trois : un effondrement, une « solution Pinochet », suivie d'un compromis à la polonaise.

Un sociologue de la John Hopkins University a trouvé une métaphore : « C'est comme une catastrophe naturelle, dit-il, on peut seulement espérer que ce ne sera pas trop grave et se préparer à aider les survivants ».

DANIEL VERNET

(1) Les Soviétiques ont transféré trois divisions avec tout leur équipement dans la défense côtière pour les soustraire au domaine couvert par le traité de Paris.

(2) Time du 23 avril.

(3) Les Américains ne font pas toujours preuve d'un très grand tact. Quand M. Ponomarev, ancien premier ministre de Lituanie, a été reçu à la Maison Blanche par M. Bush en 1990, il a dû se soumettre à la fouille imposée aux visiteurs ordinaires. Quant à M. Eltsine, il avait eu droit, en 1989, à une poignée de main de M. Bush dans le bureau du conseiller spécial du président. Un précédent qui a inspiré M. Mitromand...

Selon le porte-parole de la Maison Blanche

## Il n'y a toujours pas d'accord sur un sommet américano-soviétique

Les Etats-Unis et l'URSS continuent de discuter de la tenue du prochain sommet américano-soviétique et la question n'est pas encore résolue, a déclaré mardi 23 avril le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, après que le gouvernement soviétique eut affirmé qu'une telle rencontre aurait lieu début juin.

Le porte-parole a précisé que le secrétaire d'Etat, M. James Baker, discuterait probablement de cette question avec son homologue soviétique Alexandre Bessmertnykh lors de leur rencontre jeudi à Kislovodsk (Caucase).

Le porte-parole de la présidence soviétique, M. Vitaly Ignatenko, avait déclaré qu'il y avait « un accord pour que le sommet se tienne au début du mois de juin ». Son collègue du ministère des Affaires étrangères, Vitaly Tchoukine, confirmant cette information, avait précisé que les contacts se poursuivraient à Kislovodsk, mais que la date du sommet ne serait

pas annoncée à cette occasion. Le cinquième sommet Bush-Gorbatchev, initialement prévu pour février, avait été repoussé, officiellement à cause de la guerre du Golfe et d'un manque de progrès sur les dossiers du désarmement. Ce report était intervenu à un moment de tension dans les pays baltes.

M. Fitzwater a répété mardi que les Etats-Unis voulaient résoudre la question du respect par l'URSS du traité sur la limitation des armes conventionnelles en Europe (CFE), signé en novembre dernier et que tous les pays signataires accusent Moscou de violer. Le porte-parole a également répété que les Etats-Unis voulaient signer un accord sur la limitation des arsenaux stratégiques (START). « Mais d'autre part, nous pourrions tenir un sommet pour toutes sortes de raisons et nous continuons d'évaluer la situation », a ajouté M. Fitzwater. (AFP)

JAMES LORD  
UN PORTRAIT PAR  
GIACOMETTI

OU ÉTAIENT LES TABLEAUX  
REPRODUITS EN 1977

BONNARD/MATISSE  
CORRESPONDANCE

PRÉSENTATION DE JEAN CLAPP  
ET ANTOINETTE THERIAULT

**POUR FORMER LE REGARD,  
RIEN NE VAUT UN BON TEXTE.**

ART ET ARTISTES  
GALLIMARD

Ecrits, correspondances, monographies ou souvenirs sur des artistes, textes théoriques concernant un sujet ou une période, art ancien ou contemporain, la collection Art et Artistes veut aborder tout ce qui concerne l'art et ceux qui le font.

سكنا ان الاجل

مركز الامم

4 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991 •

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# CRÉDIT AGRICOLE PREMIÈRE BANQUE FRANÇAISE

## Par ses résultats :

le résultat net en 1990, part du groupe, s'élève à 4,7 milliards de francs, en progression de 4% sur 1989.

## Par ses fonds propres :

les fonds propres et assimilés atteignent 73 milliards de francs, en progression de 13,8% sur 1989.

## Par son bilan :

le total du bilan au 31 décembre 1990 est de 1554 milliards de francs, en augmentation de 11% par rapport à 1989.

## Par ses parts de marchés :

les encours des prêts au 31 décembre 1990 s'élèvent à 937 milliards de francs, en progression de 12%.

premier ministre

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...

Le premier ministre, Michel Rocard, a annoncé hier, à l'Assemblée nationale, la mise en œuvre de la loi de décentralisation...





## PROCHE-ORIENT

IRAK : la situation au Kurdistan et dans le sud du pays

## La présence de policiers irakiens fait obstacle au retour des réfugiés dans les zones sous contrôle des forces alliées

Alors que cent soixante-dix militaires français installent trois « relais humanitaires » entre la montagne turque et la vallée irakienne de Zakho, le retour des réfugiés kurdes dans les zones irakiennes placées sous le contrôle des forces alliées est contrarié par la présence de policiers irakiens à l'intérieur de la ville de Zakho.

ZAKHO

de notre envoyé spécial

Mardi 23 avril, les derniers habitants de Zakho se sont claquemurés dans leurs habitations. La veille, la foule s'était rassemblée autour de la station d'épuration d'eau que les marines avaient installée au bord du Nahal Khabour, dans le centre de la ville. Les femmes entraient chez elles, portant leur seau à bout de bras et les enfants sautillaient pour tenter de chiper quelques caramels aux Américains.

Désormais, malgré la pénurie d'eau qui subsiste dans la cité, l'installation des marines est déserte : « Les gens ont pris peur, explique un officier américain : ils ne veulent plus se montrer en notre compagnie devant les policiers irakiens. » S'agit-il de membres de la police

secrète ou simplement de soldats irakiens déguisés ? Arrivés dimanche dans des cars immatriculés à Dohouk, ces hommes - entre deux et trois cents - portant un uniforme vert et un béret noir, pourraient être le grain de sable susceptible de stopper le « bulldozer humanitaire » mis en place par les forces alliées. La nouvelle a couru sur les forêts des montagnes où sont répandus les réfugiés, perchés à plus de 2 000 mètres d'altitude au-dessus du camp d'Isikveren.

Isra, professeur d'anglais au collège de Zakho, a applaudi mardi lorsqu'on lui a annoncé l'arrivée des militaires occidentaux dans la zone irakienne. Son visage s'est aussitôt assombri quand elle a appris que les policiers de Saddam étaient là aussi : « Mais alors, il va falloir attendre encore ! » Plus bas, dans la vallée irakienne, Rajab, trente-quatre ans, un peshmerga du Parti démocratique kurde, s'énervait : « Ces policiers, nous les connaissons, ce sont des criminels. Si nous revenons à Zakho, les Américains nous protégeront. Ils peuvent partir à tout moment, ils l'ont déjà fait dans le sud et les Irakiens nous attaqueront peut-être. Les Occidentaux ont eu une bonne idée, mais aujourd'hui nous voulons des garanties des Nations-unies. Nous sommes en train de mourir dans les montagnes.

Mais au moins ne serons-nous pas assassinés ou gazés par les bombes de Saddam. »

Plus loin, dans le camp de Yekmal, on racontait que des soldats irakiens pillaient encore le village de Batoufa, situé sur le chemin du retour. « C'est vrai, notre travail d'explication sera plus compliqué », reconnaît le colonel James Jones. « Nous devons leur faire comprendre que leur sécurité sera tout de même assurée. Les forces alliées disposent au total de plus de deux mille cinq cents hommes en territoire irakien. L'armée irakienne bat en retraite vers le sud, elle a une attitude pacifique : lorsque nous survolons ses chars, les canons s'abaissent. »

Plusieurs hypothèses à l'étude

Des négociations se sont poursuivies entre les Américains et les forces de Saddam Hussein afin de résoudre le problème de la présence des policiers à Zakho. « Des entretiens très brefs, très corrects, précise un officier américain. Les Irakiens estiment que la souveraineté nationale ne doit pas être mise en cause. Ils expliquent qu'après le départ de leurs soldats les policiers sont là uniquement pour faire respecter les lois du pays. » Côté américain, plusieurs scénarios sont désormais envisagés :

convaincre malgré tout les Kurdes de descendre dans la vallée ; neutraliser les policiers irakiens avec de nombreuses patrouilles de marines à l'intérieur de Zakho ; voire même expulser ces derniers par la force.

« Nous en avons les moyens, explique un officier, tout dépend de l'attitude des chefs d'Etat de la coalition. C'est un problème difficile : les Kurdes reviendraient immédiatement dans leur pays s'ils étaient certains que leur sécurité sera tout de même assurée. Mais dans ce cas de figure, nous ne serions pas très éloignés de la création d'un nouvel Etat... » conclut l'officier.

En attendant de surmonter les contradictions de cette « ingérence humanitaire », les autorités américaines ont invité mardi une cinquantaine de chefs de famille kurdes à visiter leur camp de Tel Kaber, établi à 3 kilomètres de Zakho. Les patriarches ont vu ce village de toile qui devrait comporter mille cinq cents tentes dimanche 28 avril. « Ils ont été intéressés, confirme le colonel Jones, mais ils nous ont aussi parlé des policiers... »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Selon les indications de la Croix-Rouge

## Plusieurs milliers de prisonniers de guerre irakiens ne souhaiteraient pas rentrer dans leur pays

GENÈVE

de notre correspondante

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) basés en Arabie Saoudite ont recensé plus de 76 000 prisonniers de guerre aux mains des coalisés entre le 6 mars et le 13 avril, ont annoncé lundi 22 avril des responsables des opérations. Ils en ont rapatriés 62 116, ce qui pourrait signifier que plusieurs milliers de prisonniers irakiens ne souhaitent pas rentrer dans leur pays. Ceux qui s'y refusent poseraient à l'organisation des problèmes complexes dès lors qu'ils ne seraient plus sous la protection des alliés.

La situation demeure passablement trouble au Koweït où le CICR visite tous les jours 700 internés civils de diverses nationalités, en majorité des Palestiniens, en majorité des collaborateurs pour avoir soutenu Saddam Hussein. Les délégués ont accès à la prison militaire de Koweït Ville et, depuis le 6 avril, aux postes de police et aux lieux de détention dépendant de l'armée. Ayant pour règle de faire connaître ce qu'il fait et non ce qu'il constate, le comité n'a fourni aucune indication sur les interrogatoires et leurs séquences.

Les populations civiles éprouvées en Irak sont, depuis le début de la crise, l'objet des préoccupations de la Croix-Rouge Internationale, qui compte sur place 354 spé-

cialistes des opérations de secours. Ils disposent de 400 véhicules motorisés et d'une flotte aérienne qui leur permet d'effectuer plus de 75 vols quotidiens. L'aide ainsi fournie, plus modeste et moins spectaculaire que celle des alliés, n'en représente pas moins en volume et en coût sur quelques semaines, davantage que tout ce que le CICR dispense aux points chauds du globe sur toute une année, à l'exception des vivres qui sont régulièrement distribués en Afrique.

Le CICR avait, dès le 2 août 1990, constitué, principalement en Iran et en Jordanie, ainsi qu'à Chypre et à Genève, des stocks considérables de vivres, de médicaments et de matériel médical, de savons, de couvertures, de tentes, et de produits et dispositifs de purification de l'eau. Fort d'une longue expérience, il sait distribuer les secours en évitant bousculades et bagarres. Si, dans le nord, il est toujours en butte aux difficultés que lui oppose Ankara, ses opérations de secours dans le sud sont grandement facilitées par la coopération de Téhéran et du Croissant rouge iranien.

Le CICR avait lancé le 9 avril un appel de fonds pour les civils irakiens s'élevant à 138 millions de francs suisses. Il n'a reçu jusqu'à présent que 50 millions en espèces et 50 autres en nature.

ISABELLE VICHNIAC

Les négociations de Bagdad

## Les représentants kurdes exigent des garanties internationales

Les autorités irakiennes et les représentants de l'opposition kurde, réunis à Bagdad, étudient la question des « garanties internationales » à un accord sur le statut futur du Kurdistan irakien, a-t-on appris, mardi 23 avril, de sources bien informées à Bagdad. « Les négociations [irakiennes et kurdes] pour parvenir à un accord sur le statut futur du Kurdistan irakien, a-t-on appris, mardi 23 avril, de sources bien informées à Bagdad. « Les négociations [irakiennes et kurdes] pour parvenir à un accord sur le statut futur du Kurdistan irakien, a-t-on appris, mardi 23 avril, de sources bien informées à Bagdad. »

M. Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK), a réaffirmé lundi à Piranshahr, en Iran, que le Front du Kurdistan, qui regroupe les principales formations de l'opposition kurde irakienne, ne signerait « aucun accord avec les autorités de Bagdad, s'il n'est pas assorti de garanties internationales ». Des représentants du PDK et de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), de M. Jalal Talabani, négocient depuis une dizaine de jours à Bagdad, l'avenir du Kurdistan irakien avec une délégation gouvernementale irakienne, dirigée par le numéro deux du régime, le premier vice-président du Conseil de commandement de la révolution, M. Ezzat Ibrahim.

Ces négociations se déroulent sur la base des accords de mars 1970 qui promettaient l'autonomie au Kurdistan d'Irak, tout en le consi-

dérant comme partie intégrante de la République irakienne. La mise en vigueur de cet accord, en 1974, avait donné lieu à une entente reprise des hostilités entre Kurdes et Irakiens, les deux parties divergeant sur la délimitation de la « zone autonome kurde » ainsi que sur la répartition des richesses de la région - notamment du pétrole. (A.F.P.)

M. Saddam Hussein

aurait cédé une partie de ses pouvoirs au gouvernement

Le président Saddam Hussein a cédé une partie de ses pouvoirs au nouveau gouvernement irakien, a rapporté, mardi 23 avril, l'agence officielle INA. Celle-ci affirme notamment que le Conseil de commandement de la révolution - la plus haute instance politique en Irak, dirigée par M. Saddam Hussein - a décidé que le conseil des ministres serait à nouveau investi de pouvoirs constitutionnels - que l'agence ne précise pas - délégués précédemment au président. Premier ministre depuis son accession à la présidence, en 1979, M. Saddam Hussein a abandonné ce poste le 23 mars, après la défaite irakienne dans la guerre du Golfe. Il y a nommé une personnalité du parti Baas, M. Saadoun Hammadi. (Reuters.)

EGYPTE : le procès des assassins de l'ancien président du Parlement

## Le procureur a demandé la peine de mort pour dix-neuf accusés

LE CAIRE

de notre correspondant

Le procureur général égyptien a réclamé la peine de mort pour dix-neuf des vingt-cinq maximalistes musulmans accusés de l'assassinat, en octobre dernier, de Kefau El Mahgoub, l'ancien président du Parlement. Selon lui, les accusés, qui avaient reçu de l'argent d'un pays étranger - non précisé - venaient en fait la personne du ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa. Le cortège du président du Parlement, qui empruntait par hasard l'itinéraire que devait suivre quelques minutes plus tard le ministre de l'Intérieur, a été attaqué par erreur, a indiqué le procureur. Il a toutefois ajouté que les accusés se sont déclarés satisfaits de l'assassinat de M. El Mahgoub « qui figurait sur la liste des personnalités à abattre »

qu'ils avaient établie. Cinq policiers et gardes du corps avaient été tués lors de l'attentat perpétré en pleine crise du Golfe.

Douze des vingt-cinq accusés sont toujours recherchés par la police. Quant à l'un des deux principaux accusés, Safout Abdel Ghani, chef de la branche armée Al Jihad, il s'est évadé de la prison de la capitale, à cent cinquante kilomètres au sud du Caire. Une évasion qui a déjà provoqué la suspension de plusieurs hauts responsables de la police pour négligence. Plusieurs questions se posent en effet.

Qui a donné son accord pour que l'ennemi public numéro un ait pu passer ses examens à l'université de Minieh ? Pourquoi les gardes étaient-ils en nombre insuffisant alors que l'accusé, qui avait déjà été arrêté par

le passé, avait déjà une évasion à son actif (le commandant du détachement s'était même absenté pour regarder un match de football) ? Comment enfin Abdel Ghani a-t-il pu se débarrasser de ses menottes et pourquoi se trouvait-il en compagnie d'une douzaine de criminels de droit commun ?

Cette évasion coïncide avec un regain d'activité de la part des maximalistes musulmans. Ces derniers ont récemment incendié une voiture de police dans la banlieue populaire d'Ain-Chams au nord-est du Caire, et sont soupçonnés d'être les auteurs d'un hold-up sanglant contre une bijouterie dans le quartier de Zeytoun (nord-est du Caire), au cours duquel une personne a été tuée et plusieurs autres ont été blessées. L'opération avait été réalisée par un commando d'hommes masqués et armés de fusils d'assaut.

ALEXANDRE BUCCIANI

## Le chef des chiites irakiens en exil juge la politique américaine « contradictoire et versatile »

TEHERAN

de notre envoyé spécial

Le chef religieux des chiites irakiens en exil, l'ayatollah Sayed Mohamed Bakr Hakim, est entouré, à Téhéran, de militants parmi lesquels plusieurs Kurdes de confession chiite, qui le saluent d'un baise-main. Pour souligner de dix-sept des vingt-trois membres de la famille Hakim tués en Irak ces derniers lustrés (le Monde du 6 mars).

La parole du principal dirigeant chiite irakien - aujourd'hui âgé de cinquante-deux ans - est tout en douceur, mais le propos est net : « Au nom de Dieu le tout-puissant, le miséricordieux, je vous dis que le sort de la population du sud de l'Irak n'a pas encore cessé d'être dramatique. D'après les informations sûres que j'ai reçues récemment de la-bas, plus de 100 000 personnes sont privées d'éléments de foyer, soit à la suite des destructions provoquées par la répression de Saddam (Hussein), soit parce qu'elles se sont enfuyées, craignant pour leur vie. Le régime continue d'arrêter des jeunes et d'en tuer, publiquement, pour l'exemple. Bassorah, Nadjaf, Kerbala, Babylone, Dimaia, etc. Ce qui est nouveau, c'est que la peur est maintenant réciproque : divers témoignages montrent que les agents de la répression sont effrayés par la haine que leurs tueries ont suscité au sein de la population. La nervosité des sadamistes est extrême : dans telle localité, une querelle entre femmes autour d'un puits a provoqué une panique parmi les forces gouvernementales qui ont cru à une reprise de l'insurrection... »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Des destructions sévères

Ce chef politico-religieux estime à plusieurs dizaines de milliers les victimes chiites de la répression : « On a même achevé des blessés dans les hôpitaux, à Nadjaf notamment. A Kerbala il y a eu environ 5 000 tués, autant à Amara et 10 000 morts à Bassorah où les prisonniers sont à la suite des destructions. Le choix des cibles est très sévère : l'entourage même de mon ancien maître, l'imam Aboul Kassem Khoy, lequel était présent à Nadjaf lors des moments les plus cruciaux de la révolte. »

Les lieux saints chiites de Nadjaf et Kerbala ont subi beaucoup de dommages ? Des bombardements américains ont été enregistrés sur Nadjaf et sur les environs de Kerbala mais, déclare l'ayatollah, les dégâts ont été relativement limités. En revanche, le régime de Saddam a causé de plus sévères destructions notamment au mausolée sacré de l'imam Ali (1). Des roquettes, de l'artillerie lourde, des chars, des hélicoptères se sont acharnés durant cinq jours contre Nadjaf, n'épargnant pas certains édifices saints.

Comment juge-t-il la relative inertie internationale face à l'écrasement des insurgés chiites ? Seule cette question fera un peu monter le ton des propos de l'ayatollah qui, d'emblée, dénonce « les contradictions, l'insécurité, la versatilité de la politique américaine ». « Les Etats-Unis, dit-il, ont lancé la guerre avec un seul slogan : « Libérons le Koweït ! ». Pour tant ils ont détruit l'infrastructure de mon pays et ainsi châté moi-même Saddam que le peuple irakien. Le président Bush a traité Saddam de « criminel de guerre » mais il n'en a pas tiré de conséquences et c'est la nation irakienne qui a subi le sort réservé aux criminels de guerre ! M. Bush a également incité le peuple irakien à se soulever et puis il a regardé les révoltes et les forces de répression se combattre comme s'il s'agissait de deux ennemis de même nature... »

Les relations avec les bêtes irakiennes

Téhéran n'a-t-il pas freiné le soutien aux insurgés d'Irak, notamment l'engagement de la légion chiite stationnée en Iran ? « D'abord, répond-il, la division Badr (2) n'est pas composée seulement de chiites mais d'Irakiens musulmans de diverses origines : Arabes, Turcomans, Kurdes etc. A la faveur du soulèvement populaire nous aurions effectivement voulu entrer en Irak mais la situation politique générale ne l'a malheureusement pas permis. Certains de nos militants se sont toutefois battus en Irak et une cinquantaine d'entre eux ont été tués. » Matériellement dépendant, surtout de

l'Iran (et dans une moindre mesure de la Syrie) où il est installé depuis 1980, l'ayatollah Hakim (3) n'a, de toute évidence, eu ni l'initiative, ni surtout les coudees franches lors du sursaut chiite du mois dernier ; Téhéran, en effet, ne souhaite pas, pour le moment, compliquer sa position internationale en favorisant l'émergence à Bagdad d'une équipe à dominante chiite.

S'agissant du manque criant de coordination entre le soulèvement des Kurdes dans le nord de l'Irak et celui des chiites dans le sud, l'ayatollah insiste sur le fait que, dans les deux cas, « il s'est agi d'une intifada (soulèvement) populaire, spontanée, échappant par définition en grande partie aux organisations politiques établies ». A propos des réactions occidentales à la révolte en Irak, il souligne avec une sorte de satisfaction l'absence d'un mouvement « n'a reçu aucun appui des Américains ». En revanche, il apprécie « l'aide humanitaire de la France à l'égard des Irakiens réfugiés du Kurdistan » et ajoute : « Les Français nous comprennent. Le premier représentant européen à Téhéran à venir me visiter fut l'ambassadeur de France. Naturellement, nous aimerions que M. Kouchner pense également aux réfugiés du Sud. »

« Le choix des électeurs »

Ceux-ci sont infiniment moins nombreux que les Kurdes mais l'ayatollah pense aussi aux centaines de milliers de chiites irakiens d'origine iranienne que Bagdad « par sectarisme, a forcés à quitter leur sol natal durant la guerre Iran-Irak » (1980-1988). L'avenir de ces personnes déplacées tient particulièrement à cœur au religieux : « Ce sont des fils de l'Irak ! Ils devront y être rapatriés ! »

L'ayatollah-Hakim a-t-il renoncé à son idéal de République islamique en Irak ? « Le gouvernement idéal pour mon pays, affirme-t-il, sera celui que nous fonderons sur l'opinion musulmane irakienne. Le mot de démocratie ne me fait pas peur. Le choix des électeurs devra être libre et je souhaite qu'il débouche sur un Etat garantissant les libertés intellectuelles, les droits humains, l'égalité des sexes, des ethnies et des religions, les droits des minorités religieuses, sans parler du bon voisinage avec tout le monde. » Y compris l'Arabie saoudite ? « J'ai eu des contacts, il y a deux mois, avec les autorités saoudiennes, à travers un de mes envoyés, et je souhaite développer ces relations dans l'intérêt de l'Irak et de l'unité des musulmans. »

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Cousin et gendre de Mahomet, il est considéré comme le fondateur de l'islam chiite.

(2) Du nom d'une victoire musulmane au début de l'islam.

(3) Si ses fidèles appellent M. Hakim « ayatollah », l'agence de presse étatique iranienne continue, avec peut-être un brin de malice, à l'appeler « hodjatolislam » qui est le grade théologique en desous d'ayatollah.

## Les Iraniens auraient repeint des avions irakiens à leurs couleurs

Les Iraniens auraient entrepris de repeindre aux couleurs de leur pays des avions irakiens réfugiés en Iran lors de la guerre du Golfe, ont affirmé, mardi 23 avril, des diplomates à Téhéran. Citant le témoignage de deux responsables iraniens, ces diplomates assurent que quinze appareils au moins - dont des Mig-29 et des Sukhoi-24 - situés sur l'aéroport de Tabriz (nord-ouest du pays) ont été repeints aux couleurs iraniennes.

Pendant la guerre du Golfe, l'Irak a fait atterrir de nombreux avions en Iran. Ceux-ci sont devenus l'enjeu d'une bataille de chiffres. Téhéran affirmant n'en avoir « recueilli » que 22, tandis que Bagdad assure en avoir fait atterrir 148, dont 115 appareils militaires. Les Américains estiment de leur côté qu'il y a 137 appareils irakiens en Iran. (A.P.)

L'Egypte comme puissance

James Baker a neuf heures de président

Le Monde EDUCATI

ENCO

COLLÈGES, COLLÈGES LA SANTI

Egalement

LES PALMARES 11

LES BTS. MODE

CREDIT-FORMAT

RADIOGRAPHIE

DE COLLÈGE

REVETE CHEZ VOUS





سكنا الان

XX Le Monde • Mercredi 24 avril 1991

8 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991

## AFRIQUE

**NIGÉRIA** : instauration du couvre-feu dans le Nord

### Les émeutes religieuses auraient fait plusieurs dizaines de morts en trois jours

Le couvre-feu a été imposé, mardi 23 avril, du crépuscule à l'aube, dans l'Etat de Bauchi, dans le nord du pays, où des émeutes d'inspiration religieuse, auraient fait, selon des correspondants de presse locaux, au moins quarante morts en trois jours.

Selon ces mêmes sources, une douzaine d'églises chrétiennes auraient été incendiées. L'agence de presse du Nigéria (NAN), évoquant les troubles qui ont eu lieu dans la capitale régionale, Bauchi, et à Tafawa Balewa, 80 km plus au sud, fait état, sans autres précisions, de pertes humaines et de destructions.

#### Affrontements à Katsina

L'Etat de Bauchi, l'un des plus grands du nord du Nigéria, est une région où dominent les musulmans sunnites. Le sud du Nigéria est au contraire en majorité chrétien et animiste. Vendredi, des affrontements avaient opposé policiers et musulmans chittes dans l'Etat septentrional de Katsina, où plusieurs bâtiments publics ont été incendiés. Les chittes demandent l'instauration de la loi islamique

**RWANDA** : en visite à Paris

### Le président Habyarimana a confirmé l'instauration prochaine du multipartisme

Le président Juvénal Habyarimana, en visite à Paris où il a été reçu, mardi 23 avril, par M. Mitterrand, a confirmé devant les journalistes que le multipartisme serait instauré au Rwanda. « Ici un mois ou deux, le temps que l'Assemblée nationale revise la Constitution en ce sens ». Un calendrier électoral devrait ensuite être élaboré, « en concertation avec les partis

politiques », a expliqué le chef de l'Etat, qui a reconnu que « les problèmes de sécurité » risquent de « peser dans l'établissement de ce calendrier ».

Malgré l'accord de cessez-le-feu, signé le 29 mars avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), le retour à la paix dans les zones frontalières avec l'Ouganda n'est pas encore totalement acquis. Le Rwanda espère une « aide logistique » des pays occidentaux « amis » : la France et la Belgique, notamment, « a précisé le président Habyarimana, afin de faciliter la tâche des cinquante-cinq observateurs militaires » africains chargés de surveiller l'application du cessez-le-feu.

Interrogé sur le sort du journaliste Vincent Kwabukwisi, condamné à quinze ans de prison à la suite d'un entretien avec l'ancien roi Kigeli V, le président Habyarimana a répondu : « Je ne pas être au courant de toutes les décisions de la justice rwandaise. Il a en revanche défendu, au nom de la « liberté d'expression », les articles, pourtant ouvertement racistes, de l'hebdomadaire *Kangura* (le Monde du 7 février). Le président Habyarimana, dans une interview, mercredi, à Bruxelles, où il sera reçu par le premier ministre, M. Wilfried Martens.

C. S.

**AFRIQUE DU SUD** : en voyage à Londres

### Le président De Klerk rejette l'idée d'un gouvernement intérimaire

Le président Frederik De Klerk a fermement rejeté, mardi 23 avril à Londres, la demande du Congrès national africain (ANC) de constituer un gouvernement intérimaire avant l'ouverture de négociations multipartites. « Nous sommes, par principe, opposés à l'idée d'une suspension de la Constitution actuelle. Notre pays est reconnu depuis longtemps par l'ensemble de la communauté internationale. Nous ne sommes ni la Namibie ni le Zimbabwe », a souligné M. De Klerk.

Selon lui, la conférence multipartite, « attendue avec une impatience

grandissante », pourra se tenir cette année. Le chef de l'Etat a néanmoins reconnu la nécessité de mettre en place des « aménagements transitoires, aussi bien au niveau gouvernemental que parlementaire, pour donner aux dirigeants des différents partis la possibilité d'intervenir dans la formulation de certaines décisions politiques ». M. De Klerk a en outre indiqué que son gouvernement respecterait son engagement de libérer, avant le 30 avril, les « prisonniers dits politiques » qu'il estime à « moins de 200 ». — (AFP)

## AMÉRIQUES

**NICARAGUA**

### Le printemps de Managua

Suite de la première page

Beaucoup sont au chômage — plus de 40 % de la population active n'ont pas d'emploi régulier et vivent dans le cadre de l'économie informelle — mais trouvent le moyen de s'acheter une bouteille de mauvais rhum blanc et quelques cigarettes de marijuana pour passer le temps. « On n'a pas grand-chose à faire, lâche un petit frisé qui arbore une boucle d'oreille. Mais on est contents d'être là, chez nous ! »

#### Les Cubains sont partis

Signe des temps : leur quartier a retrouvé son ancien nom de Loma Linda, après avoir été baptisé « Sierra Maestra » pour faire plaisir aux Cubains, les médecins démuselés sur les dirigeants nicaraguayens de l'époque à beaucoup lui à la révolution sandiniste. Le gouvernement a réduit ses relations au strict minimum avec La Havane et n'y a toujours pas d'ambassadeur.

Les signes de l'influence cubaine ont totalement disparu et les nombreux « conseillers », incrustés dans tous les secteurs de l'administration, de l'armée et de la sûreté de l'Etat, sont rentrés chez eux. Après un repli temporaire, les médecins cubains sont finalement revenus, à la demande de M<sup>me</sup> Chamorro, pour faire face à une grave pénurie de personnel dans le secteur hospitalier (la plupart des médecins nicaraguayens, ainsi que les ingénieurs et des universitaires, ne sont pas encore rentrés d'exil).

Sous l'influence d'un maire très combatif, Arnoldo Aleman, le visage de Managua a changé. La ville n'affiche plus les immenses sigles du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) qui avaient été sculptés sur une colline. La place de la Révolution est redevenue la place de la République et les camions militaires ont été mis au service de la population pour décongestionner les transports en commun.

Les ministères ont pris des dispositions similaires dans le cadre d'un processus de « désandinisation », non déclaré mais largement appuyé par une population lassée des slogans révolutionnaires. Les réunions du FSLN — les seules autorisées à l'époque — sont désormais interdites dans les ministères, tout comme le port de l'uniforme militaire. D'un coup de peinture, la phrase la plus célèbre de la révolution a disparu du fronton du ministère de l'Intérieur, qui clamaient en grandes lettres rouges qu'il était « la sentinelle de l'allégresse du peuple ».

Pourtant, derrière cette « normalisation » qui est le résultat de la très nette victoire de la coalition de M<sup>me</sup> Chamorro aux élections du 25 février 1990 (l'Union nationale d'opposition, l'UNO, avait obtenu 54 % des suffrages contre 41 % au

FSLN), les sandinistes continuent de contrôler une grande partie de l'appareil d'Etat. Le général Humberto Ortega, frère de l'ancien président, a conservé ses fonctions à la tête de l'Armée populaire sandiniste, dont le nom ne peut être modifié que par un amendement à la Constitution. Or l'UNO ne dispose pas à l'Assemblée nationale de la majorité des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution (la coalition a cinquante et un députés sur quatre-vingt-douze).

De plus, la majorité est confrontée à de graves divisions internes provoquées, précisément, par la politique de cohabitation avec les sandinistes menée par M<sup>me</sup> Chamorro au nom de la « réconciliation nationale ». Le vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, qui appartient au Parti libéral indépendant (PLI) et fut ministre du travail dans le gouvernement sandiniste de 1979 à 1984, estime, en revanche, qu'il faut écarter ses anciens alliés du pouvoir car « ils continuent de saboter le programme du gouvernement en paralysant l'économie par des grèves incessantes et en refusant de remettre à leurs propriétaires les entreprises illégalement confisquées ».

M. Godoy peut compter sur l'appui de plus de vingt députés et, surtout, sur une grande partie des

élus locaux du pays, ainsi que sur la hiérarchie catholique, les syndicats non sandinistes, le Conseil du patronat et les anciens « contras », qui menacent de reprendre les hostilités. Cette coalition hétéroclite reflète les sentiments d'une population qui a voté davantage contre les sandinistes que pour M<sup>me</sup> Chamorro et ne s'estime pas représentée par le gouvernement de technocrates nommés par la présidence.

Beaucoup voient dans l'homme fort du gouvernement, le ministre de la présidence, M. Antonio Lacayo, marié à une des deux filles de M<sup>me</sup> Chamorro, le principal artisan de l'alliance avec les sandinistes. C'est lui qui a négocié, après les élections, le « protocole de transition » imposé par le FSLN en échange de la reconnaissance de la victoire de l'UNO.

#### Le butin des sandinistes

Traumatisés par leur défaite électorale, qu'ils croyaient totalement impossible, les sandinistes avaient finalement accepté de remettre le pouvoir sous la pression des observateurs internationaux invités à surveiller le déroulement du scrutin, en particulier les Nations unies, l'Organisation des Etats américains et l'ancien président américain Jimmy Carter. En contrepartie, ils obtinrent le contrôle de l'armée et de la police, la stabilité de l'emploi dans la fonction publique et des « compensations » matérielles qui allaient faire scandale, car cela revenait à un véritable pillage des biens de

l'Etat et des exilés, connu désormais sous le nom de *pinia* (le butin).

« En deux mois, raconte le président du PLI, M. Wilfredo Navarro, les sandinistes s'emparèrent de biens de toutes sortes — voitures, maisons, terrains agricoles, meubles, etc. Ils ont pillé tous les ministères, les maires, les entreprises nationales et même certains musées. En 1979, les sandinistes sortaient de la jungle et n'avaient rien, si ce n'est des bottes trouées. Dix ans plus tard, ils ont des voitures de luxe, des maisons avec antenne parabolique, des entreprises, des comptes secrets à l'étranger et s'approprient même à ouvrir une banque ! D'où ont-ils sorti l'argent ? »

M<sup>me</sup> Chamorro confirme : « Quand je suis arrivée à la présidence, il ne restait plus rien dans les bureaux. Ils avaient tout emporté, même le drapeau du Nicaragua. J'ai dû en faire venir un d'urgence de Miami car il n'y en avait plus dans le pays. »

L'ancien président, M. Daniel Ortega, qui a lui-même « pillé » d'une maison confisquée à un banquier, justifie ce qu'il appelle le « butin des pauvres », par opposition à la « richesse mal acquise des anciens partisans de Somoza », renversé en 1979 : « Nos militants se sont sacrifiés pendant des années, dit-il, et recevaient un salaire misérable. Ils avaient donc droit à une compensation. Et puis, il n'y a aucune raison que les capitalistes et les pro-impérialistes soient les seuls à avoir droit à des antennes paraboliques. »

#### La stratégie de M<sup>me</sup> Chamorro

Alors, pourquoi le gouvernement de M<sup>me</sup> Chamorro les ménage-t-il tant et a-t-il cru bon de maintenir le général Ortega à la tête de l'armée ? Oscar Vargas, sociologue sandiniste très critique à l'égard des dirigeants de son parti, a une explication : « Je crois, dit-il, que la stratégie du gouvernement s'inspire de ce qu'a fait le général de Gaulle après la guerre, lorsqu'il avait invité les communistes à participer au pouvoir pour les neutraliser et démonter leurs structures armées créées dans le cadre de la Résistance. »

M. Alfredo Cesar, le président de l'Assemblée nationale, qui est le troisième homme de la troïka au pouvoir, avec M. Antonio Lacayo et le général Ortega, préfère la comparaison avec la transition menée en douceur en Espagne par le roi Juan Carlos. Il parle de « coexistence pacifique avec les sandinistes pour régler les problèmes les plus importants, en commençant par l'économie ». Et il ajoute : « Au début, nous n'avions qu'un tiers du pouvoir réel. Aujourd'hui, nous contrôlons les deux tiers du pouvoir. »

B. de la G.

## A TRAVERS LE MONDE

**BULGARIE**

La presse publie des listes d'anciens collaborateurs des services secrets

Le scandale qui a éclaté en Bulgarie à la suite de la publication par la presse des noms de plusieurs députés, diplomates et journalistes bulgares soupçonnés d'avoir travaillé pour les services secrets sous le régime communiste risque d'avoir des conséquences politiques sérieuses. Une instruction judiciaire a été ouverte, lundi 22 avril, pour révélation de secrets d'Etat contre le quotidien *Fax*, proche du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), la revue parlementaire « Débats » et l'hebdomadaire « Reporter 7 » qui ont publié les noms des anciens collaborateurs présumés des services secrets communistes, a annoncé M. Christo Danov, ministre de l'intérieur.

Les partis politiques représentés au parlement étaient convenus, lorsque la Commission parlementaire chargée de l'étude des dossiers des anciens collaborateurs avait entamé ses travaux il y a huit mois, de ne pas publier ces listes. Plus de 15 000 manifestants réunis comme tous les lundis sur la place principale de Sofia ont demandé des élections anticipées en juin et ont exprimé leur soutien à l'UDF, la principale formation de l'opposition. — (AFP)

**ETATS-UNIS**

Le dernier fugitif dans l'affaire Letelier arrêté

Le Cubano-Américain Virgilio Paz, recherché depuis quatorze ans pour l'assassinat de l'ancien ministre chilien des affaires étrangères Orlando Letelier, a été arrêté mardi 23 avril à Lake Worth près de West Palm Beach en Floride. Avec son compatriote José Dionisio Suarez, arrêté l'année dernière également en Floride, il avait placé et actionné la bombe à retardement dissimulée dans la voiture de Letelier, le tuant ainsi que sa secrétaire américaine, le 21 septembre 1976, à Washington.

L'arrestation du dernier fugitif dans l'affaire Letelier a été rendue possible grâce à des informations reçues depuis la diffusion, vendredi dernier, de l'émission de télévision « America's Most Wanted » (« Les plus recherchés d'Amérique ») qui était consacrée à l'assassinat d'Orlando Letelier. L'émission avait reconstitué les faits, en utilisant des acteurs professionnels, et à la fin du programme, plusieurs photographies de Paz avaient été montrées aux téléspectateurs.

La justice américaine a attribué la responsabilité de l'assassinat de l'ancien ministre de Salvador Allende aux services secrets du général Pinochet, et demandé en vain l'extradition de leur ancien directeur, le général Manuel Contreras. — (AFP)

**EN BREF**

□ **BANGLADESH** : une épidémie de diarrhée a fait plus de cinq cents morts. — Le bilan de l'épidémie de diarrhée qui s'est déclarée au Bangladesh en janvier a franchi le seuil des cinq cents morts, avec plus de cent décès au cours des deux derniers jours, a-t-on appris mardi 23 avril auprès des services de santé. La maladie, provoquée par des eaux polluées, touche environ trente mille personnes. — (Reuters)

□ **CHINE** : près de cent cinquante arrestations en Tibet. — Les policiers chinois ont procédé à 144 arrestations au Tibet, dans le cadre d'une vaste mobilisation des forces de sécurité à l'approche du quarantième anniversaire de la « libération pacifique » par l'armée communiste chinoise — officialisée le 23 mai 1951, — a annoncé le *Quotidien du Tibet* reçu mardi 23 avril à Pékin.

Le quotidien officiel, à direction communiste, daté du 13 avril, a précisé que les 144 « criminels ou délinquants » avaient été arrêtés entre le 17 mars et le 4 avril et qu'un grand nombre d'entre eux avaient été envoyés dans des camps de réforme.

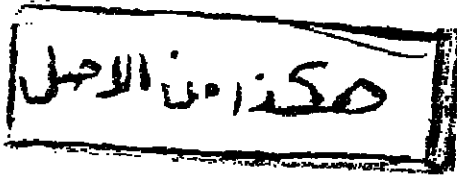
□ **ETATS-UNIS** : la Maison Blanche tente de mettre un terme à la controverse sur les voyages de M. Sumner. — La Maison Blanche a pris mardi 23 avril l'inaattendue décision de publier la liste des déplacements en avion de son secrétaire général John Sununu, tentant de faire taire les critiques accusant ce dernier d'avoir abusé de voyages à bord d'appareils militaires aux frais du contribuable. Selon le document publié, M. Sununu s'est déplacé 77 fois en avion militaire au cours des deux dernières années, dont 24 fois à des fins politiques et 4 fois à des fins personnelles (y compris pour aller chez son dentiste à Boston en avril 1990). Il a en outre remboursé ses voyages non officiels au prix d'un vol commercial plus un dollar (pour un total de 47 044 dollars), conformément à une directive de la Maison Blanche remontant à 1987 et que la présidence a également publiée mardi. — (AFP)

□ **INDE** : un rédacteur en chef assassiné au Cachemire. — Des séparatistes musulmans ont assassiné le propriétaire et rédacteur en chef du quotidien régional *Al-Safar News*, M. Mohammad Shaban Vakil, mardi 23 avril, à Srinagar, dans le Cachemire, a annoncé la police. M. Vakil avait reçu des menaces de groupes séparatistes l'accusant de ne pas couvrir correctement leurs activités, tandis que le gouvernement lui reprochait la publication d'articles favorables aux militants. — (UPI)

□ **ZAÏRE** : afflux de plus de 50 000 réfugiés soudanais. — Au moins 50 000 Soudanais, qui ont fui les combats dans le sud de leur pays, se sont réfugiés au Zaïre où ils risquent de connaître la famine, a indiqué, mardi 23 avril, à Kampala (Ouganda), un porte-parole de l'Organisation Médicale sans frontières (MSF). Ce brusque afflux de civils fuyant la prise de la ville de Mariut, il y a trois semaines, par les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), en lutte contre l'armée gouvernementale de Khartoum. — (AFP)



Rapide, elle prend tout de même le temps de s'entretenir et dure ainsi de nombreuses années. Silencieuse, elle ne peut empêcher ses performances de parler pour elle: résolution de 300.x 300 points au pouce carré, capacité de traitement simultanée de 700 feuilles.



## POLITIQUE

### L'offensive de l'opposition à l'Assemblée nationale

## La marge de manœuvre des centristes s'amenuise

Le groupe centriste ne s'est pas associé à la demande de dissolution de l'Assemblée nationale formulée, mardi 23 avril, par le président du groupe UDF et par celui du groupe RPR. Les députés de l'UDC, cependant, jugent sévèrement le gouvernement, auquel ils reprochent ses réactions maladroites sur les « affaires » et la médiocrité des réformes qu'il propose. Ils constatent que leur marge de manœuvre se réduit.

« Non, nous n'avons pas changé », c'est ce que les députés centristes répondent quand on leur demande les raisons du durcissement de leur attitude, ces dernières semaines, face aux projets du gouvernement. Ils rappellent, au passage, qu'ils se sont abstenus, il y a peu, sur le projet Debarre de solidarité entre villes riches et villes pauvres et qu'ils ont même convaincu l'UDF de faire comme eux. « Nous ne sommes aucunement libérés par nos partenaires de l'opposition », affirme M. Jacques Barrot, tandis que le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, s'en tient à son credo sur la spécificité centriste : « Il y a certes une seule opposition, mais il y a deux sensibilités en son sein ».

Pour preuve de leur volonté de garder la tête froide, malgré un climat qu'ils jugent pour le moins « tendu et dégradé », M. Méhaignerie et ses amis se sont désolidarisés, mardi, de la proposition de l'UDF et du RPR de demander d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Le président du groupe UDC, prévenu pendant la réunion de son groupe de l'intention de son homologue du groupe UDF, M. Charles Millon, a rappelé que le droit de dissolution n'appartient qu'au chef de l'Etat et qu'il ne relève « ni du Parlement, ni des groupes politiques ». Il estime que cette idée peut être source de clarification dans la période actuelle, mais il observe que, « de toute façon, qu'on la demande ou pas, cela n'aura pas beaucoup d'impact ».

En fait, nombre de députés centristes jugent plutôt « étrange », voire « irresponsable », le « sadomasochisme » exprimé par leurs collègues de l'opposition. « Non pas que nous ayons peur d'aller

devant les électeurs », insiste M. René Couanau (Ille-et-Vilaine), mais ce n'est pas le rôle du Parlement de demander sa dissolution. « Le RPR et le PR n'ont, d'ailleurs, peut-être pas bien apprécié leur chance de succès dans un scrutin législatif », ajoute-t-il, l'œil ironique. Pour bien marquer son souci de ne pas basculer dans une opposition systématique, M. Barrot nous a déclaré que, dans l'hypothèse du dépôt d'une motion de censure, en riposte à un « 49-3 » du gouvernement sur la réforme hospitalière, les députés centristes ne s'y associeraient pas. « Que le gouvernement utilise le « 49-3 » sur ce projet, estime-t-il, ce n'est pas infamant et le gouvernement, comme les enfants, ne doit pas être mis au piquet toutes les semaines ».

#### Le « silence » de Matignon

Pour autant, si les centristes, leur chef en tête, rejettent l'idée d'un durcissement artificiel, les signes d'une crispation sont évidents. Les raisons qui l'expliquent, combinées dans une alchimie subtile, des motifs politiques et psychologiques. Des députés de l'UDC, très impliqués dans le travail législatif, tels MM. Jacques Barrot, Jean-Jacques Hystot ou René Couanau, reconnaissent que certains textes (comme ceux sur les saïsses d'épargne ou la réforme hospitalière) auraient certainement connu moins de déboires en une autre époque. Ce qui a changé, aujourd'hui, c'est, tout à la fois, le climat, perturbé par les « affaires », la trop longue continuité de l'opposition durant la guerre du Golfe, le récent accord électoral entre l'UDF et le RPR, à ce qu'ils ajoutent le sentiment que le premier ministre est en bout de course et que le PS est égaré par le neud serré de son écheveau de courants.

M. Barrot déplore « le silence actuel de Matignon » et, sur la forme, « la maladresse insigne du gouvernement » dans sa gestion des « affaires ». Même si la personne du premier ministre est relativement épargnée, M. Hystot convient que « l'heure n'est plus au soutien ». « Le gouvernement est affaibli, la période est orageuse, et tout devient occasion de manifester son opposition », constate-t-il avec une pointe de regret. Comme M. Couanau, il note que

la situation est peu propice à un travail parlementaire sérieux et de fond, qui ne soit pas altéré par le climat politique général. Ce travail peut encore se faire — cela a été le cas, par exemple, lors de l'examen du texte sur l'administration territoriale de la République — mais il est plus difficilement perceptible.

M. Couanau est frappé par le « décalage » qu'il ressent, chaque mardi, en arrivant de sa circonscription, entre « l'agitation factice » qui règne au Palais-Bourbon et « la réalité du terrain ». Des élus centristes expriment une semblable gêne, augmentée par le fait de voir le RPR se parer des plumes de la vertu. Ils ont encore en mémoire leurs accusations d'hier contre « l'Etat RPR ». D'autres, en revanche, partisans depuis longtemps d'une plus grande pugnacité et d'un lien étroit avec l'UDF et le RPR, se félicitent de l'attitude intransigente que l'UDC semble avoir adoptée ces derniers temps. « Pour faire entendre notre différence, il faut être insupportables », relève M. François Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques), qui estime que son groupe a tiré les leçons de certaines « ambiguïtés » provoquées par son attitude ces dernières années. « En politique, ce que l'on est crie plus fort que ce que l'on dit », ajoute-t-il. Quant à M. Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne), il se dit « heureux » de voir son groupe plus « homogène ». « Cela nous donne plus de force ».

#### L'incident Gerrer

Pour M. Barrot, c'est le climat actuel qui ne facilite pas le positionnement de l'UDC sur la voie étroite, empruntée depuis trois ans, de « l'opposition constructive ». « Dans un pays manichéen, cette position est difficile à vendre, observe-t-il. Les risques que nous prenons en suivant cette voie doivent être gérés par des avancées significatives » que nous pouvons obtenir sur les projets du gouvernement, mais quand on nous présente des textes médiocres dans un mauvais climat il faudrait ne pas avoir de sens politique pour les cautionner. M. Barrot juge, par exemple, que la réforme hospitalière est un projet « bien plat ». « Comment voulez-vous, demandait-il, que nous puissions expliquer

aux Français que nous avons obtenu quelque chose de significatif dans cette discussion qui a tourné à la bataille de nègres dans un tunnel ? »

« C'est le bordel ! On ne sait plus où est le gouvernement », lâche M. Méhaignerie, d'ordinaire plus poli. Il est vrai que le président du groupe UDC a pris pour un affront personnel grave le fait que, il y a quelques semaines, des députés socialistes soient venus dans les travées centristes pour tourner, dans la nuit, la clef d'un élu, M. Edmond Gerrer (Haut-Rhin), afin de permettre l'adoption, en première lecture, du projet sur l'administration territoriale (le Monde du 11 avril). Cet incident, qui avait provoqué alors une brusque montée de tension dans l'hémicycle, a heurté M. Méhaignerie parce qu'il donnait corps, d'une façon particulière, à ce que certains au RPR, comme au PS, murmurent depuis longtemps : le centre serait un ventre mou, où l'on pourrait puiser des voix d'appoint.

M. Méhaignerie s'indigne de cette accusation. Ses proches l'ont constaté : il s'est raidi depuis ce jour, adoptant une attitude plus tranchante et plus directive dans sa façon d'animer son groupe parlementaire. « La vie politique, c'est un combat, dit-il, et il faut une rigueur de venir dans nos rangs ». Plus profondément, le président du CDS mesure parfaitement que la récolte des dividendes d'une attitude constructive à l'Assemblée, « pour cause d'intérêt général », n'est pas aussi abondante que ce qu'il espérait. Il en fait reproche aux médias. « Dès que, dit-il, au nom de l'intérêt du pays, nous acceptons certaines avancées, nous lions le lendemain dans la presse : « Succès de Rocard, l'opposition divisée... » Ce n'est pas du travail sérieux. Comment voulez-vous que les choses avancent ? »

PIERRE SERVANT

M. Le Pen s'écartera pas l'hypothèse d'élections anticipées. — M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, mardi 23 avril, à Nîmes, qu'« actuellement aucun projet de gouvernement ne passe plus devant le Parlement » et qu'il est « possible qu'on aboutisse à des élections législatives anticipées ». « M. Mitterrand peut, aussi, donner lui-même sa démission, ce que je lui demande », a-t-il ajouté en riant.

Une proposition de réforme de la Constitution. — Cinq députés RPR, MM. Robert Faudou (Seine-Saint-Denis), Jacques Toubon (Paris), Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), Pierre Mazaud (Haute-Savoie) et Jean-Louis Debré (Eure) ont déposé une proposition de loi constitutionnelle tendant à interdire toute modification d'un mode de scrutin à moins d'un an de la date d'une élection. « Il en va d'une meilleure confiance entre le pouvoir et les citoyens », souligne l'exposé des motifs. De telles dispositions entraîneraient une modification des articles 24 et 72 de la Constitution.

#### EN BREF

Démission officielle de M. Marin-Moskowitz. — La suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement, Mme Gilberte Marin-Moskowitz, a officiellement fait part, mardi 23 avril, dans une lettre au président de l'Assemblée nationale, de sa démission du mandat de député qu'elle exerçait depuis la nomination, en 1988, du maire de Belfort au poste de ministre de la défense. Cette démission, annoncée la veille à Belfort, devrait permettre à l'ancien ministre de la défense de se présenter devant les électeurs. Selon l'entourage de M. Chevènement, l'élection législative partielle pourrait avoir lieu les 2 et 9 juin. La démission de Mme Marin-Moskowitz fait passer les effectifs du groupe socialiste de 274 à 273 membres.

Deux nouveaux chefs de cabinet pour M. Michel Noir. — M. Pascal Parent, trente ans, a été nommé chef de cabinet de M. Michel Noir à la mairie de Lyon. M. Jean-Jacques Roquette, quarante ans, occupera ces mêmes fonctions à la Communauté urbaine de Lyon. (Corresp.)

Visite en Libye de M. Gremetz. — M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste et chargé des relations extérieures au bureau politique du PCF, est arrivé, mardi 23 avril, à Tripoli, pour une visite dont la durée et le programme n'ont pas été précisés.

## A chacun sa façon de protéger le consommateur...

Les députés ont commencé, mardi 23 avril, l'examen du projet de loi renforçant la protection des consommateurs (le Monde du 14 février). Ce texte présenté par M. Véronique Nérietz, secrétaire d'Etat à la consommation, est essentiellement destiné à renforcer la défense des consommateurs les plus vulnérables en étendant notamment le champ de la notion « d'abus de faiblesse » réservé dans la loi de 1972 au seul cas du démarchage à domicile. Ce projet prévoit également la publicité comparative (le Monde des 19 et 27 mars). Le groupe communiste ayant annoncé son intention de s'abstenir, ce projet devrait être adopté mercredi 24 avril.

S'attendant aux critiques des députés de l'opposition, M. Véronique Nérietz leur a demandé d'être cohérents avec eux-mêmes en leur rappelant le courrier parlementaire qui arrive sur son bureau pour attirer son attention, de plus en plus souvent, sur « des déséquilibres entre professionnels et consommateurs ». « Vous êtes de plus en plus nombreux à me demander d'intervenir dans les meilleurs délais », a-t-elle précisé pour mieux souligner la vide juridique que ces démarches révèlent.

Tout au long des débats, deux philosophies se sont pourtant affrontées : celle du ministre défendant l'idée qu'une meilleure protection du consommateur, bien loin de constituer une sorte de concurrence déloyale aux professionnels de la vente, introduit un élément supplémentaire de concurrence parfaitement accepté par les professionnels sérieux ; celle du RPR, de l'UDF et de l'UDC dénonçant « le manichéisme » du projet qui ferait courir aux consommateurs le risque d'être transformés en « assistés ». Bref, tout le monde s'est déclaré « libéral », mais chacun à sa façon...

Vos préoccupations rejoignent celles des associations de consommateurs, des associations caritatives et des professionnels sérieux qui inquiètent le développement de certaines pratiques et qui nous demandent d'intervenir pour « faire le ménage », a précisé M. Nérietz pour qui la protection des consommateurs les plus vulnérables sera d'autant mieux assurée qu'est ouverte la possibilité d'un acte collectif à la justice. « Rares sont en effet les personnes qui osent et savent intenter une action individuelle ».

#### Les « bons » et les « méchants » ?

Le rapporteur du projet, M. Alain Brune (PS, Jura), s'est félicité de cette « protection judiciaire renforcée ». Le rapport précise qu'il s'agit d'assurer une meilleure protection des personnes vulnérables, comme cette mère de six enfants à laquelle plusieurs démarcheurs, à l'issue de visites répétées, avaient fait souscrire des engagements d'un montant cumulé de 95 000 francs de commande de lingerie et de petit ameublement, créant un endettement de 131 000 francs sur vingt-cinq mois (tribunal correctionnel de Bayeux, 14 décembre 1989).

Tout en admettant la portée positive de certaines mesures, l'opposition de droite et du centre a globalement repoussé ce texte qu'elle a jugé vicié par un « manichéisme », qui mettrait d'un côté les « bons », de l'autre les « méchants », d'un côté « les consommateurs présumés immatures » et de l'autre « les professionnels systématiquement soupçonnés d'être de mauvaise foi », a expliqué M. Francis Geng (UDC, Orne). « Arguant de quelques cas particuliers, certes malheureux et même scandaleux, vous allez alourdir les charges des entreprises et désavantager les consommateurs... » A votre

approche centralisatrice et jacobine, nous opposons nos solutions décentralisées et libérales », a-t-il affirmé. « Oui, le risque de la concurrence, cela fait aussi partie de l'économie de marché. Plus libérale que moi, vous trouvez difficilement », a répliqué M. Nérietz avec une pointe d'ironie.

Le secrétaire d'Etat n'est pourtant pas parvenu à réduire le scepticisme ambiant, en dehors des rangs socialistes et communistes. Pour M. Jacques Farran (UDF, Pyrénées-Orientales) le caractère trop général de certains aspects du texte « constitue une prime aux mauvais consommateurs ». Quant à M. Jean-Paul Charné (RPR, Loiret), il a estimé que « s'il est légitime qu'une règle du jeu de la concurrence protège le consommateur (...), en revanche [il] couvrir et ériger un droit autonome dérogatoire pour le protéger, c'est en définitive mettre en place des réglementations étouffantes, nuisibles et finalement humiliantes ».

#### La publicité comparative

Le dossier de la publicité comparative a également été ouvert. Le rapporteur, M. Brune, a précisé que la commission de la production et des échanges avait manifesté le souhait de la voir interdire si elle devait s'appuyer sur des opinions ou des appréciations individuelles ou collectives : « Nous nous sommes également efforcés de formaliser la détermination des campagnes comparatives en imposant à l'annonceur de communiquer préalablement son message au concurrent visé ». Le secrétaire d'Etat a rappelé que cette mesure accompagnait la préparation d'une directive européenne « approuvée par la totalité des associations européennes de consommateurs ».

M. Farran a mis en garde le gouvernement contre les risques de développement de la contrefaçon en expliquant que ce type de publicité la favorisait. Quant à M. Roger Gauthier (PC, Seine-Saint-Denis), à l'égalité émis des réserves, estimant que plutôt que d'introduire ces publicités, le gouvernement ferait mieux « d'aider sérieusement les associations et de faire en sorte que les essais comparatifs de l'Institut national de la consommation parviennent dans la presse et soient diffusés à la télévision ». M. Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) a craint « une perturbation du marché de la publicité de presse » : « Il faut éviter qu'une information partielle ou partielle ne soit encouragée, admettre que le support de presse puisse refuser une publicité informationnelle qui contournerait son éthique et mettrait la charge de la répartition à celui qui a attaqué ».

Les députés ont examiné et adopté les deux premiers articles : le premier, amendé, étend le champ de l'abus de faiblesse en prenant en compte, par exemple, le démarchage téléphonique ou par télécopie ou les transactions négociées dans une situation d'urgence (télépanneaux).

Le deuxième article de la loi adopté par les députés impose aux professionnels d'informer le consommateur, avant l'achat, sur les caractéristiques du bien ou du service et de lui indiquer la période pendant laquelle seront disponibles sur le marché les pièces indispensables à l'usage du bien acquis.

P. S.

Adaptation du code des assurances. — L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mardi 23 avril, une proposition de loi visant à introduire dans le code des assurances des dispositions particulières aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Ce texte, déjà adopté à l'unanimité par le Sénat, permet aux assurés de bénéficier des acquis du droit local, hérité du droit allemand.

## La droite sénatoriale souligne les insuffisances du projet de M. Kiejman

Les sénateurs ont commencé, mardi 23 avril, l'examen du projet de loi réformant les dispositions du livre II du code pénal relatives à la répression des crimes et délits contre les personnes, présenté par M. Georges Kiejman, ministre délégué à la justice.

L'affluence dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, mardi après-midi, était digne d'une séance télévisée de questions d'actualité. La noblesse du débat prévu à l'ordre du jour n'y était cependant pour rien. Le tir groupé de rappels au règlement, émanant de la majorité sénatoriale et du groupe communiste, à propos des « affaires », a rapidement montré que la majorité des sénateurs avait l'esprit ailleurs. Après la longue et méticuleuse réponse du ministre de la justice, les débats se sont d'ailleurs installés devant des travées nettement moins fournies.

Après l'exposé du projet de loi par le ministre, qui a rappelé que le texte prend en compte une vingtaine d'incriminations nouvelles (dont celle de crime contre l'humanité), la discussion générale a tout d'abord buté sur une motion tendant à opposer la question préalable (qui dispose qu'il n'y a pas lieu de débattre) présentée par M. Charles Lederman (Val-de-Marne), au nom du groupe communiste. La motion était repoussée par les seuls sénateurs socialistes, la discussion a pu se poursuivre autour de la question essentielle pour les sénateurs : le projet de code pénal est-il moins répressif que le texte actuellement en vigueur ?

M. Kiejman a assuré que le projet proposé à l'examen des sénateurs

est « ni insuffisant ni excessif, mais modéré et modifié ». M. Charles Jolibois (apparenté RPR et ind., Maine-et-Loire), rapporteur au nom de la commission des lois, n'a pas semblé convaincu. Il a indiqué qu'un des objectifs principaux de la commission, outre le renforcement de la protection « des faibles et de la famille », sera d'aboutir à un code « qui ne soit pas moins sévère ».

M. Michel Rufin (app. RPR, Meuse) a été plus catégorique. « Le texte que vous nous présentez est le reflet de l'idéologie qui prédominait dans la période où il fut élaboré (en 1986) : un laxisme certain et généralisé, un relâchement excessif des mœurs », a assuré le porte-parole du groupe RPR. M. Rufin a ensuite plaidé pour « le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus odieux », seul moyen, selon lui, de mettre un terme « au déchaînement de violence qui frappe la société ».

#### Un code « Pétain » ?

M. Robert Pagès (PC, Seine-Maritime), comme M. Lederman à l'occasion de la question préalable, a contesté au contraire « la démarche sécuritaire du texte, rétrograde et passiste, qui s'appuie toujours plus sur l'emprisonnement ou la réclusion pour résoudre la grave question de la délinquance ». M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) a tout d'abord regretté l'accord survenu en commission mixte partielle sur le livre I du code et qui porte à dix ans d'emprisonnement le maximum de la peine correctionnelle et à quinze ans de réclusion le minimum de la peine criminelle. Il s'en est ensuite pris vigoureusement aux

propositions de la commission des lois. « Il n'y a pas urgence à élaborer un nouveau code pénal si au code Napoléon doit succéder un code Pétain ! », s'est exclamé M. Dreyfus-Schmidt. « Les modifications qu'on nous propose peuvent être regroupées en trois rubriques que nous pourrions intituler respectivement Travail, Famille, Patrie ».

M. Dreyfus-Schmidt, tout comme M. Lederman, s'est ensuite ému de la suppression des peines planchers. Il a proposé que soit précisée à chaque article que la peine zéro constitue un maximum. M. Marcel Rudloff (Union cent., Bas-Rhin) a jugé un peu « superfétatoire » l'inquiétude manifestée sur ce chapitre par ses collègues. Il a estimé que la légalité des peines avait pour objet principal « de mettre le prévenu à l'abri de l'arbitraire des juges ».

Au terme de la discussion générale, M. Kiejman a estimé « injuste » l'accusation de laxisme portée par certains sénateurs. Le ministre a cependant fait plusieurs ouvertures en direction de la majorité sénatoriale. En réponse à M. Rufin qui trouvait le texte « dépassé parce qu'il était en 1986 et que depuis notre droit a évolué », M. Kiejman a indiqué que le gouvernement était tout disposé à intégrer, au cours de l'examen des articles, certains éléments de lois promulgués depuis la rédaction du projet. Le ministre a d'ailleurs déposé une série d'amendements qui prennent en compte les textes votés à propos du suicide, du proxénétisme, de la bioéthique et de la discrimination liée aux handicaps.

GILLES PARIS





صحة الإنسان

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Quatre ans après l'assassinat à Paris de l'opposant algérien

L'affaire Mécili paralysée par l'Algérie

Quatre ans après l'assassinat à Paris de l'avocat André Mécili, opposant au régime d'Alger, la justice algérienne a finalement répondu, mais par une fin de non-recevoir, à la commission rogatoire internationale délivrée par un juge d'instruction français.

Le 7 avril 1987, l'avocat André Mécili était assassiné devant son domicile parisien. L'enquête policière désignait les services spéciaux algériens comme les commanditaires probables de l'assassinat de cet opposant au régime d'Alger.

Le 28 mars 1988, M<sup>me</sup> Canivet-Beuzit, juge d'instruction parisière chargée du dossier, délivrait une commission rogatoire internationale demandant aux autorités algériennes de procéder aux auditions des principaux suspects dans cette affaire. Dans un acte de procédure daté du 9 décembre 1990, et transmis ultérieurement à la justice française, les autorités algériennes viennent d'exécuter cette commission rogatoire.

L'assassinat d'André Mécili à l'assassinat d'André Mécili a probablement été commandité par la sécurité militaire algérienne. S'il en fallait un indice supplémentaire, les réponses dilatoires des autorités algériennes aux questions de M<sup>me</sup> Canivet-Beuzit en apporteraient confirmation. S'appuyant sur l'enquête policière, M<sup>me</sup> Canivet-Beuzit avait ainsi demandé de procéder à l'audition du principal suspect dans cette affaire, M. Abdelmalik Amellou.

Ce petit truand de nationalité algérienne est fortement soupçonné par les policiers français, qui ont recueilli les confidences d'un « informateur », d'avoir exécuté l'avocat en échange de 800 000 F remis par les services spéciaux d'Alger. Or, la justice algérienne déclare aujourd'hui que la « filiation incomplète » de M. Amellou « n'a pas rendu possible son identification ».

Pourtant, M. Amellou avait été interpellé en France, le 10 juin 1987, alors qu'il s'appuyait à regagner l'Algérie. Dans l'une de ses poches, les policiers français

avaient alors découvert un ordre de mission rédigé à son nom, daté du 10 mai et signé du « capitaine Hassani » de la direction centrale de la sécurité militaire algérienne. Aussi M<sup>me</sup> Canivet-Beuzit avait-elle demandé à la justice algérienne d'identifier et d'entendre le capitaine Rachid Hassani - en précisant son numéro de téléphone au bureau et à domicile - ainsi que le « commandant Kader » de la sécurité militaire algérienne, commanditaire présumé de l'assassinat. Une fin de non-recevoir a également été opposée au juge français : « l'imprécision de l'identité » des personnes concernées interdit toute identification.

« Une personne protégée »

Toutes les recherches entreprises sur la base de la commission rogatoire internationale se sont, d'ailleurs, révélées « vaines et infructueuses », affirme la justice algérienne, à cause du caractère imprécis des éléments fournis basés sur des suppositions et allégations très vagues impossibles à vérifier faute d'éléments concrets. Parmi la dizaine de personnes citées par M<sup>me</sup> Canivet-Beuzit, aucune n'a donc pu être auditionnée.

« Ces réponses pour le moins évasives font la preuve qu'Amellou est une personne protégée par l'Etat algérien », estime M<sup>me</sup> Antoine Conte principal avocat de M<sup>me</sup> Annie Mécili, la veuve de l'avocat assassiné. « On s'imagine pas qu'une personne impliquée dans une affaire de cette nature, et expulsée par les services français, puisse passer inaperçue à son arrivée à Alger », poursuit M<sup>me</sup> Conte en rappelant que M. Amellou avait été l'objet d'une expulsion de la France vers l'Algérie, le 14 juin 1987, sur décision du ministre de la Sécurité de l'époque, M. Robert Pandrou.

Depuis mars 1988, la chancellerie avait relancé, à six reprises, la commission rogatoire internationale pour obtenir une coopération judiciaire de l'Algérie. La présente exécution de cette commission par la justice algérienne ressemble fort à une tentative d'ensablement de l'affaire Mécili. ERICH INCIVAN

CATASTROPHES

Après le séisme en Amérique centrale

Des dizaines de victimes au Costa-Rica et au Panama

Le bilan du séisme en Amérique centrale est encore incertain : certaines sources font état de 39 morts et 377 blessés ; d'autres de 74 morts et 900 blessés. Cette différence de chiffres vient du fait que les réseaux de communications et autres équipements publics ont été gravement endommagés par la grande violence du tremblement de terre (magnitude 7,2 ou 7,5) qui a frappé, le 23 avril, les régions du Costa-Rica et du Panama proches de la côte de la mer des Antilles.

En outre, la terre ne cesse de trembler depuis la secousse principale : moins de vingt-quatre heures après le séisme, près de trois cents répliques avaient déjà été ressenties, dont certaines de forte magnitude et qui risquent, à tout moment, de faire s'écrouler d'autres immeubles et maisons.

L'incertitude règne aussi sur les dégâts matériels : des dépêches d'agence avancent le chiffre de

15 000 sans-abris, d'autres celui de 10 000 sinistrés. Quel que soit le bilan exact, les destructions sont importantes, en particulier à Limon, Bataan et Matina (Costa-Rica), et à Changuinola, Almirante et dans l'archipel Bocas del Toro (Panama).

Plusieurs pays ont déjà envoyé ou se préparent à envoyer des secours, notamment les Etats-Unis (depuis leur base de Panama), le Mexique, le Nicaragua, le Venezuela, la Grande-Bretagne et la Suisse.

La visite du président du Venezuela au Costa-Rica, prévue pour le 23 avril, a été annulée. De même, la réunion des chefs des Etats d'Amérique centrale sur la coopération dans le domaine agricole, qui devait se tenir à Panama les 26 et 27 avril, a été ajournée sine die. - (AFP, Reuters, UPI.)

HISTOIRE

A propos du général Koenig

Deux députés RPR veulent engager une action judiciaire contre M. Jean-Jacques Servan-Schreiber

M. Robert-André Vivien et Pierre Pasquini, députés RPR et anciens engagés volontaires de la 1<sup>re</sup> division française libre (DFL), ont décidé d'intenter une action judiciaire contre le dernier livre de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Passions*, pour « obtenir réparation morale du préjudice subi ».

Ils démentent en effet que pendant la dernière guerre mondiale,

avant la bataille de Bir-Hakeim, en 1942, le commandant de Bollardière ait giflé le général Koenig et l'ait traité de « lâche » pour « l'obliger à une sortie de vive force ». Ils indiquent que le commandant de Bollardière « ne s'est jamais trouvé à Bir-Hakeim ».

Le général Saint-Hillier, président de l'amicale de la 1<sup>re</sup> DFL, dément également M. Servan-

Schreiber et rappelle, dans une lettre publiée par le *Figaro* du 23 avril, « qu'à aucun moment le commandant de Bollardière n'a été l'adjoint du général Koenig », comme l'écrit l'auteur de l'ouvrage « et n'a jamais été à moins de 100 kilomètres de la garnison assiégée » par l'Afrika Korps de Rommel à Bir-Hakeim, dans le désert libyen.

MÉDECINE

Nouvelle extension du choléra en Amérique latine

Les guérisseurs débarquent au Pérou

L'épidémie de choléra, qui avait débuté au Pérou fin janvier, est en passe d'atteindre l'ensemble du continent latino-américain. Plus de 1 100 personnes sont déjà mortes au Pérou, 85 en Equateur et 3 en Colombie. Mardi 23 avril, un premier cas mortel a été enregistré au Chili. En Argentine, l'« alerte rouge » contre le choléra a été décrétée dans la province de Salta, au nord-ouest du pays. Les autorités sanitaires du pays qualifient la situation de « pré-épidémique ».

LIMA

de notre correspondante

Théâtre obligé de toutes les manifestations, le cœur de Lima est pris d'assaut jour après jour, depuis plus d'un mois, par les infirmières et les employés en grève du ministère de la Santé. La répression musclée de la police, le drame des patients atteints de choléra, qui sont entassés dans les services d'urgence, n'ont pas entamé la combativité des grévistes. « Nous ne reprendrons le

travail que lorsque nous aurons obtenu gain de cause », explique l'une des militantes. Nos salaires (moins de 300 F par mois) sont dérisoires. »

Tandis que les policiers essayaient, mardi 23 avril, de disperser à l'aide de gaz lacrymogènes et de puissants jets d'eau le personnel du ministère de la Santé, un autre peloton d'agents tentait, matraque à la main, devant le stade de Matute, de rétablir l'ordre face à des centaines de personnes qui essayaient d'obtenir une place pour assister à la représentation du Brésilien Joao Teixeira. Celui-ci n'est ni acteur ni chanteur, mais guérisseur. Il arrivera le 27 avril à Lima, en compagnie de deux médecins, trois médiums et deux avocats. Il espère pouvoir guérir, en dix jours, 15 000 malades.

Dans le contexte actuel du Pérou, le succès du guérisseur n'a pas de quoi surprendre. Pour ne pas céder au désespoir, la population le plus démunie se raccroche au miracle ou aux promesses de paradis faites par des centaines de sectes. Les engagements électoraux du futur président Fujimori, assurant aux dés-

hérités, il y a un an, que les premiers seraient les derniers grâce aux trois millions de dollars que lui prêterait les Japonais, ne font plus sourire dans les bidonvilles. En neuf mois de régime, le gros de la population a dû apprendre à manger encore un peu moins et se résigner à la tuberculose et aux épidémies.

Passivité des pouvoirs publics

Le programme d'urgence que les autorités devaient mettre en place pour amortir le « coût social » des ajustements structurels est mort-né, faute de financement, car le chef de l'Etat a dû s'engager à rembourser en priorité les créances du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale ou de la Banque interaméricaine de développement. 700 millions de dollars ont ainsi été détournés de leur objectif premier. Ce n'est que grâce au courage, à l'organisation de la population et aux secours de l'Eglise, des ONG et de la solidarité internationale que les pertes humaines ont été limitées.

Toutes les maladies engendrées par la misère se répandent

à nouveau du fait de l'absence d'hygiène (il n'y a pas d'eau dans les bidonvilles) et de la passivité des pouvoirs publics en matière sanitaire. Dans les bidonvilles de Lima, la prolifération de poux, agents de transmission du typhus exanthématique, préoccupe le personnel des dispensaires.

Dans le département amazonien de San Martín, dévasté par le tremblement de terre du 4 avril, des unités sanitaires lancent un SOS pathétique, à cause de la recrudescence de la lèpre, de la fièvre jaune et de la malaria. Pour enrayer cette dernière épidémie, ils ne disposent même pas de quinine, et pourtant cet alcaloïde est extrait du quinquina, mot quichua désignant cet arbre d'origine péruvienne aux écorces amères.

Les habitants de San Martín, pris sous le feu croisé des guérilleros, des trafiquants de cocaïne et des forces de l'ordre, sont victimes simultanément des fléaux de la nature, de la guerre et des épidémies. Et, malgré toutes ces calamités, il existe encore des habitants qui proclament « Dios es peruanito ».

NICOLE BONNET

SPORTS

VOILE : Tour du monde en solitaire avec escales

Christophe Auguin de la régate à l'aventure

Vainqueur, mardi 23 avril à Newport (Rhode-Island), de la quatrième étape du BOC Challenge, la course autour du monde en solitaire avec escales, le Granvillais Christophe Auguin (groupe Scetia) s'est aussi assuré la victoire au classement général en 120 jours 22 heures 36 minutes 35 secondes. Alain Gauthier (General Concorde), qui le précédait de 21 heures 26 minutes au départ de l'ultime étape à Punta-del-Este (Uruguay), n'était pas attendu pour la deuxième place avant mercredi en fin de journée.

A son arrivée à Newport, où il devait prendre la troisième place de l'étape et de la course, Philippe Jeantot (Cribit-Agricole), vainqueur des deux premières éditions du BOC Challenge, posera définitivement à terre son sac de marin. La grande aventure de 27 000 milles (50 000 kilomètres) sur les mers les plus sauvages de la planète est devenue une affaire de régatiers. Plongeur professionnel à la COMEX, il s'était engagé dans le premier BOC Challenge en 1982 pour revivre la « longue route » de Bernard Moithey.

Habitué à préparer ses expéditions dans le moindre détail, Philippe Jeantot avait joué les pionniers en concevant avec l'architecte Guy Ribadeau-Dumas le premier monocoque vraiment adapté à une course autour du monde en solitaire. Vainqueur des quatre étapes en 159 jours, il avait devancé son second, le Sud-Africain Bertie Reed, de onze jours. Quatre ans plus tard, il avait dû se contenter d'un succès d'étape et de trois jours d'avance sur

Titouan Lamazou. Cette fois, la victoire s'est jouée à quelques heures avec un temps final encore amélioré de deux semaines. Contrairement à Philippe Jeantot, Christophe Auguin, un Granvillais âgé de trente et un ans, et Alain Gauthier, un Lorientais de vingt-neuf ans, disputent des régates depuis leur adolescence. Tous deux avaient obtenu une première consécration en s'imposant dans la Course en solitaire du *Figaro*, respectivement en 1986 et 1989.

Alain Gauthier pouvait paraître mieux préparé après avoir bouclé l'an dernier le Vendée Globe Challenge, la course autour du monde en solitaire sans escale, alors que Christophe Auguin n'avait jamais navigué dans les mers du Sud. Pour tenter de compenser ce handicap, le Granvillais avait choisi de partir avec le même bateau, dessiné par le cabinet Finot, mais, afin de gagner du poids (11,3 tonnes au lieu de 13), il avait opté pour une coque en verre-polyester plutôt qu'en aluminium et un mât de 27 mètres entièrement en carbone.

Une guerre ouverte depuis Punta-del-Este

Depuis le naufrage du Sud-Africain John Martin dans l'étape du cap Horn (le *Monde* du 26 février), la victoire finale ne pouvait plus échapper à l'un des deux Français. « La guerre entre nous a été ouverte au départ de Punta del Este, raconte Christophe Auguin à son arrivée à Newport. Contrairement aux autres étapes, je n'ai eu aucun échange radio avec Alain ou avec un autre concurrent afin de garder un maximum de motivation et d'agressivité. »

Parti d'Uruguay avec un handicap de 21 heures 26 minutes, Christophe Auguin a joué son va-tout à l'approche de l'anticyclone des Bermudes en coupant au plus court, tandis qu'Alain Gauthier le contourait par l'ouest. Rien n'était pourtant joué à moins de douze heures de l'arrivée, où l'avance du Granvillais ne dépassait pas 170 milles, soit une vingtaine d'heures. « Depuis trois jours, j'étais vidé, avouait-il. Avant d'envoyer une voile, je devais manger un morceau de chocolat. Parfois, je m'étonne de voir dans quel état physique je peux me mettre pour gagner une course. C'est au-delà du raisonnable. »

Si les deux navigateurs ont bien résisté à cette fin de régate infernale, ce n'est pas le cas de la grand-voile d'Alain Gauthier, qui s'est alors déchirée. Une déchirure qui aivera un peu plus les regrets du Lorientais, pénalisé de 16 heures 30 minutes au départ de Newport parce que le convoyeur de son bateau n'était pas arrivé à la date fixée pour les formalités d'inspection.

GERARD ALBOUY

POLLUTION

Alerte à la marée noire sur la Côte d'Azur

Une nappe de pétrole de 5 kilomètres de long environ et de 50 à 100 mètres de large a fait, mardi 23 avril, une apparition menaçante au large de la Côte d'Azur et des résidus épars ont atteint le littoral.

C'est la plus importante nappe signalée au large de la Côte d'Azur depuis le naufrage du *Haven*, près de Gênes (Italie). Elle dérive au gré des courants. Des débris imprégnés de pétrole et des plaques de bitume sont déjà arrivés sur le littoral du cap d'Ail, près de Monaco, et du cap Ferrat, à l'est de Nice. Une unité de la sécurité civile de Brignoles (Var) a commencé à ramasser les déchets pollués, et trois navires spécialisés ont attaqué la nappe.

Cette nouvelle alerte à la pollution survient alors que le préfet maritime de Toulon (Var), le vice-

REPÈRES

amiral Marcel Tripler, vient de dresser un « bilan positif » de la lutte contre la marée noire provoquée par l'explosion et le naufrage du *Haven*.

URBANISME

Copie à refaire pour la porte Maillot

Par un jugement du 8 avril rendu public le 23 avril, le tribunal administratif de Paris vient d'annuler l'arrêté du maire de la capitale portant création de la zone d'aménagement concerté de la porte Maillot, dans le dix-septième arrondissement, en se fondant sur son incompatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Paris. Ce projet (le *Monde* du 17 mars 1990) prévoyait, notamment, de construire 10 000 mètres carrés de logement pour 100 000 mètres carrés de bureaux, en contradiction complète avec la nouvelle philosophie de l'aménagement de l'île-de-France.

EN BREF

■ Une réunion d'extrême droite attaquée par un commando à Paris. - Plusieurs personnes assistant à un colloque d'hommage posthume à l'écrivain d'extrême droite Marc Augier, connu sous le pseudonyme de Saint-Loup et ancien journaliste de *Gringoire* et de *la Gerbe*, ont été blessées au cours d'une attaque de la réunion par un commando samedi 20 avril à Paris. Une sexagénaire, blessée à cette occasion, est tombée dans le coma. Aucun des agresseurs n'a été interpellé et l'attaque n'a pas été revendiquée. Il semble cependant que le Groupe d'action juive (GAJ), qui réunit des militants sionistes, soit à l'origine de cette opération.

■ Autorisation américaine d'un pesticide présent dans des vins européens. - L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a autorisé, mardi 23 avril, la présence - à un niveau limité (sept parts pour un million) - d'un pesticide, le procymidone, dans les vins européens. Cette décision fait suite à la découverte par la FDA (Food and Drug Administration), en février 1990, de traces de ce pesticide dans du vin importé d'Europe dont l'entrée sur le marché américain avait été interdite. - (AFP.)

■ Une information judiciaire ouverte sur l'assassinat d'un opposant iranien à Paris. - Le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière a été chargé de l'information judiciaire sur l'assassinat de l'opposant iranien Abdel Rahman Boroumand (le *Monde* du 20 avril) ouverte, mardi 23 avril, par la section antiterroriste du parquet du tribunal de Paris.

■ Un monôme de lycéens dégringolé à Cagnes-sur-Mer. - Un monôme de quatre cents élèves du lycée Renoir de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) s'est mal terminé, mardi 23 avril. Outre d'importants dégâts dans leur lycée et dans deux collèges dont ils ont forcé les portes, les élèves ont sérieusement blessé le principal adjoint de l'un des collèges, qui a reçu un jet d'extincteur sur le visage. Ils ont également provoqué un jeune cycloniste qui a eu la jambe fracturée. Il y a deux ans, déjà, le maire de Cagnes-sur-Mer avait interdit les monômes à la suite d'incidents.

■ TENNIS : Borg retour à Monte Carlo. - Pour son retour à la compétition après huit années d'interdiction, Björn Borg a été battu, mardi 23 avril, au premier tour du tournoi de Monte Carlo par l'Espagnol Jordi Arrese 6-2, 6-3 (lire la chronique de Pierre Georges en page 37). Deux Français se sont qualifiés pour le troisième tour : Guy Forget en battant le Néerlandais Paul Haarhuis 7-5, 6-4, et Fabrice Santoro en éliminant son compatriote Thierry Guardiola 6-3, 6-1.

■ Mises au point. - M. Pierre Harmel, ministre d'Etat belge, nous indique qu'il n'a pas signé de manifeste hostile au nouvel évêque de Namur, Mgr André Léonard (le *Monde* du 16 avril), à propos des rumeurs suscitées par cette nomination. M. Harmel s'est seulement associé à un hommage au prédécesseur de Mgr Léonard et « forme la mission du nouvel évêque ».

CUL

La mort de









# Le Monde

## EDUCATION • CAMPUS

### Les lendemains amers des universitaires de l'Est

M. Jospin, qui se rend à Prague cette semaine, va rencontrer une communauté souvent inquiète de son avenir

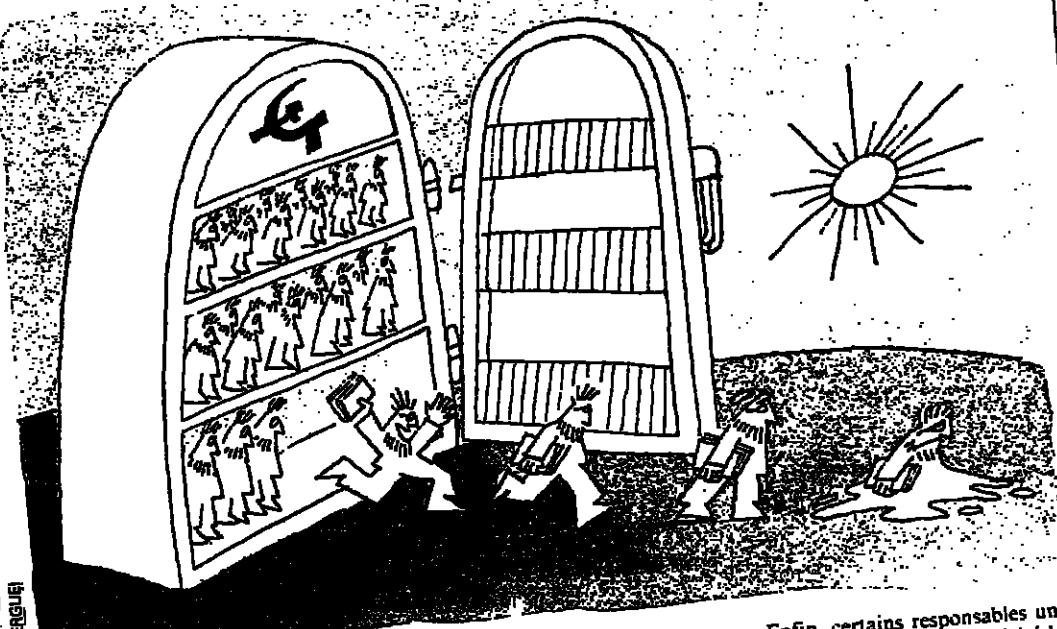
**P**LUS d'un an après la chute des gouvernements communistes, les universitaires d'Europe de l'Est se plaignent. Leur vie, expliquent-ils en substance, est indéniablement devenue plus libre, mais aussi plus difficile. Certes, la mainmise des partis communistes sur l'enseignement supérieur a disparu, tout comme la censure qui pesait sur les cours et la chasse aux sorcières dont étaient victimes les enseignants indépendants. Envoyés aussi les carcans qui interdisaient aux professeurs tout contact avec leurs confrères étrangers. Les intellectuels, naguère obligés de gagner leur vie comme métallurgistes ou laveurs de carreaux, ont aujourd'hui rejoint les gouvernements ou les universités.

Pourtant, de nouveaux sujets de préoccupation sont apparus. La sécurité de l'emploi n'est plus garantie, le niveau de vie s'est effondré, et les intellectuels éprouvent plus de difficultés qu'avant à se faire publier. Par-dessus tout, le grand chambardement suscité par les changements de régime a laissé des traces d'épuisement dans beaucoup d'esprits. « En un sens, je me sens beaucoup plus épuisé maintenant », explique M. Martin Hilsky, directeur du département d'anglais de l'université Charles de Prague. M. Hilsky a longtemps fait partie de la minorité des chefs de département qui se battaient en faveur d'une plus grande liberté au sein de l'université. « Paradoxalement, observe-t-il, j'ai beaucoup plus de mal aujourd'hui à obtenir que mes traductions soient publiées. La dictature politique a disparu, mais celle du marché a pris le relais et, elle aussi, est impitoyable. »

#### La fin du somnambulisme

Des auteurs autrefois interdits, comme Milan Kundera ou Josef Skvorecky, sont maintenant publiés librement, mais de nombreuses maisons d'édition tchèques ont tendance à restreindre leurs catalogues. Elles ne s'intéressent plus qu'aux titres qui ne leur paraissent pas susceptibles de devenir des best-sellers. En outre, les lecteurs potentiels semblent trop occupés à suivre les mutations internes de leurs pays pour ressentir le même besoin de lire.

« Avant, tout le monde lisait des



livres dans le métro », se souvient M. Eda Kriscova, ancien écrivain dissident, devenue conseiller culturel du président Vaclav Havel. « Maintenant, ce n'est plus le cas. Les gens sont plongés dans les journaux. » Et M. Hilsky d'ajouter : « L'atmosphère n'est pas propice aux travaux académiques de longue haleine. » Cela ne signifie pas pour autant que les universitaires se montrent nostalgiques du système communiste. Bien que les dictatures d'hier aient fait leur possible pour expulser leurs opposants de l'université, les enseignants et les étudiants qui y sont restés ont accueilli à bras ouverts les changements politiques.

« Quarante ans durant, la population polonaise a été atteinte de somnambulisme », affirme M. Henryk Samsonowicz, un spécialiste respecté d'histoire médiévale, qui a retrouvé sa place à l'université après avoir été le premier ministre de l'éducation désigné par le mouvement Solidarnosc. « Aujourd'hui, ils se sont réveillés, ajoute-t-il. Le moment est venu de créer, oui, mais dans des conditions qui ne sont pas toujours idéales. Vladimir Slapeta, doyen de l'école d'architecture de l'université technique tchèque de Prague,

estime ainsi que l'héritage de l'ancien système est lourd à porter : son département n'est-il pas installé, et probablement pour longtemps, dans « le plus vilain bâtiment du campus » ? Mais les mutations politiques ont aussi fait disparaître « l'isolement total par rapport aux nouveaux styles architecturaux venus de l'étranger ». Selon M. Slapeta, l'école formait auparavant des architectes « d'une banalité internationale ».

#### Manque de pugnacité

Pour d'autres, l'heure est à une pénible réévaluation des objectifs à long terme. Dans l'ex-RDA, plus qu'ailleurs dans ce qui fut le bloc communiste, beaucoup d'universitaires se sont compromis avec l'ancien régime par conviction et non seulement par nécessité. « Je croyais que, en dépit de nos erreurs, la société communiste que nous construisions était fondamentalement bonne », souligne Andreas Kressler, assistant du recteur de l'université Humboldt de Berlin. Mais plus le temps passe, plus je vois qu'il n'en était rien. Maintenant, j'en viens à me demander quelle est l'utilité d'enseigner. »

Enfin, certains responsables universitaires jugent avec sévérité les réponses que leurs institutions apportent aux nouveaux défis qui les attendent. Ainsi Tamas Lajos, vice-recteur de l'université technique de Budapest, estime que son que de Budapest, estime que son établissement devrait jouer un rôle plus important dans la transition vers l'économie de marché qu'afronte la Hongrie. Selon lui, l'université devrait se montrer plus pugnace dans le développement de contrats de recherche avec les entreprises privées, participer plus activement à la lutte contre le chômage et se lancer dans l'enseignement à distance.

Des objectifs apparemment peu suivis. « Lorsque les budgets sont ampoules, notre réaction n'est pas de devenir plus efficaces et plus soucieux de protéger, regrette-t-il. Dans mon université comme dans d'autres, on assiste à un retour aux réflexes conservateurs et défensifs. » Spécialiste du développement des échanges entre universités hongroises et étrangères, M. Lajos explique cependant qu'il ne sous-estime pas les problèmes qui accompagnent cette période de transition.

BURTON BOLLAG  
Lire la suite page 16

### Frontières brouillées

Passer de la dissidence à la tête d'un département universitaire semble, à première vue, une évolution plutôt satisfaisante. Pourtant, Mme Jirina Siklova, une enseignante en sociologie qui fut bannie de l'enseignement supérieur durant dix-neuf ans, ne cache pas son malaise. Exclue de la prestigieuse université Charles de Prague par les autorités communistes, elle a récemment renoué avec son milieu d'origine, non sans éprouver quelques désillusions.

A l'époque de son expulsion, les responsables politiques l'avaient accusée d'exercer une mauvaise « influence indirecte » sur les étudiants. C'était en 1970, deux ans après l'invasion soviétique et le printemps de Prague. Jan Palach, qui devint une figure mythique en s'immolant par le feu pour protester contre le coup de force soviétique, avait été l'un des étudiants de Mme Siklova. Après son renvoi, l'enseignement travailla comme d'habitude, mais dans l'établissement où elle avait donné des cours, puis comme véritable activité, jusqu'à la chute du régime communiste, consista surtout à faire sortir clandestinement des manuscrits du pays et à y importer des ouvrages prohibés. Parmi les dissidents qui l'aidèrent, l'un est aujourd'hui vice-ministre de l'intérieur, l'autre à la direction de la télévision nationale et plusieurs sont devenus membres du Parlement.

Revenue à la tête du département de sociologie et de travail social de l'université Charles, Mme Siklova ne cache pas son amertume. « Je suis déçagée », explique-t-elle. « Durant ces vingt dernières années, je me suis sentie parfaitement satisfaite par tous ces manuscrits qui passaient la frontière en partie grâce à moi. »

Comme de nombreux anciens dissidents, elle a l'impression que l'horizon moral s'est obscurci dans son pays. Du temps où il fallait darder le pion à la police secrète, l'ennemi était clairement défini, le bien clairement séparé du mal. Aujourd'hui, les frontières sont brouillées. « Mes contacts avec les étudiants sont excellents, mais je ne supporte plus d'entendre les confessions de mes collègues », affirme-t-elle, en parlant de tous ceux qui, s'étant pliés à l'ancien système, avaient pu continuer de travailler à l'université.

Selon M. Siklova, de nombreux enseignants se sentent actuellement coupables de l'attitude adoptée sous le régime communiste. Ils tentent donc de se disculper et s'accusent les uns les autres d'avoir manqué de jugement moral. « Je ne les déteste pas, conclut M. Siklova. Simplement, je ne pense pas avoir gâché ma vie, contrairement à eux. Ils se sont appauvris et moi pas. Il s'aperçoivent après coup qu'ils ont coopéré avec un régime qui a dévasté le pays. »

B.B.

### Université-entreprise : le déphasage

L'enseignement supérieur placé devant ses responsabilités

**D**ESTINÉES à éclairer l'action du ministère de l'éducation nationale et à adapter les formations supérieures aux besoins des entreprises, les rencontres de la Sorbonne des 16, 17 et 18 avril ont surtout démontré l'extrême complexité de l'entreprise. Non plus pour des raisons d'ignorance mutuelle. Certes, toute méfiance n'est pas levée entre universitaires et patrons. Mais chacun mesure aujourd'hui qu'il ne peut plus ignorer l'autre : les universités, confrontées au décalage souvent profond entre les débouchés potentiels et les diplômés qu'elles produisent, ne peuvent plus guère esquiver la réflexion sur l'adéquation formation-emploi. Quant aux chefs d'entreprise, ils constatent l'étroitesse de leur vivier traditionnel de recrutement de cadres – les grandes écoles – et doivent aujourd'hui puiser dans le potentiel universitaire. Cette double prise de conscience était sensible, à la Sorbonne, malgré quelques susceptibilités diplomatiques persistantes.

Ces rencontres, en réalité, ont surtout permis de mesurer le chemin qui reste à parcourir. Université et entreprise obéissent à des durées différentes, ont des rythmes différents, ne sont pas toujours faciles à accorder. On le savait. On a pu le vérifier de façon minutieuse. Ainsi, les rapports détaillés établis, pour la circonstance, par dix-huit branches économiques sur leur situation, leurs perspectives d'em-

ploi et leurs besoins de formation ont confirmé, à peu d'exceptions près, leur difficulté à évaluer, ne serait-ce qu'à moyen terme, le volume et le profil précis de cadres ou techniciens dont elles auront besoin demain.

Si le secteur du bâtiment et des travaux publics affiche carrément son appétit pour les formations de techniciens supérieurs ou d'ingénieurs, dont la production devrait être amplifiée, voire doublée, si les secteurs des banques et des assurances annoncent clairement que le « cœur de leur recrutement » se situera désormais entre le niveau bac et le niveau bac + 2, si les industries électriques et électroniques plaident pour le maintien de la croissance des formations de techniciens supérieurs, la plupart des grandes branches hésitent, à l'évidence, à évaluer trop précisément leurs besoins quantitatifs, niveau par niveau.

Quand elles s'y risquent, au contraire, c'est pour mettre en garde les pouvoirs publics contre les espoirs démesurés qu'ils pourraient placer dans des débouchés incertains. Ainsi, la chimie s'alarme des « prévisions irréalistes » sur ses perspectives de recrutement d'ingénieurs. De façon encore plus nette, la plasturgie se plaint d'être « victime de sectionnements excessifs » dans les recrutements d'ouvriers et d'ouvrières. Si aujourd'hui, précise-t-elle, les entreprises du sec-

teur ont encore beaucoup de difficultés à recruter des cadres techniques et d'ingénieurs de formation, la loi de l'offre et de la demande devrait rapidement s'inverser dans les cinq années à venir.

Ces difficultés de prévision fine et fiable et ces décalages entre le temps de formation et le temps de recrutement ne sont pas tout cependant. L'adéquation formation-emploi est aléatoire pour une autre raison, tout aussi difficile à maîtriser, comme l'a bien démontré, lors des rencontres de la Sorbonne, M. Bernard Decomps.

#### « Zéro défaut » dans le supérieur

S'appuyant sur la dernière analyse prospective du BIPE (Bureau d'Informations et de Prévisions économiques), le président du haut-comité éducation-économie a souligné l'importance, encore mal prise en compte, d'un paramètre essentiel pour mesurer les besoins de formation : la « mobilité professionnelle » dans les entreprises françaises, c'est-à-dire le pourcentage annuel d'accès, pour une catégorie professionnelle donnée, à une fonction supérieure de qualification (par exemple, le passage de technicien à ingénieur). Or, selon les trois scénarios retenus – maintien, réduction ou augmentation de cette mobilité – les exigences pesant sur les performances du système éducatif varient dans des proportions non négligeables. Elles

présentent aussi fortement, mais de façon inverse, sur les performances des diplômés de la formation continue.

Les calculs réalisés par le BIPE dans chacun des trois scénarios conduisant à quelques conclusions décapantes. Ils renforcent l'intérêt des sorties au niveau Bac + 2, c'est-à-dire des filières universitaires courtes, « qui pourraient même dépasser numériquement les sorties des filières longues, contrairement aux prévisions de 1987 ». En cas de maintien ou de diminution de la mobilité professionnelle, les besoins en diplômés Bac + 2 pourraient être de l'ordre de 30 % en l'an 2000 au lieu de 20 %.

Deuxième conclusion : l'enseignement supérieur va être contraint, s'il veut répondre aux besoins prévisibles de diplômés universitaires, de réduire considérablement ses taux d'échec et de « se rapprocher sensiblement du « zéro défaut » vis-à-vis de la frimense majorité de ceux qui le fréquentent ». Le défi lancé à l'université est clair : dans les trois scénarios examinés par le BIPE, « près de trois bacheliers sur quatre devraient obtenir un diplôme de niveau supérieur au baccalauréat. Cela implique un accroissement très significatif de la productivité de l'enseignement supérieur ». Redoutable perspective au moment où l'université est également confrontée à l'explosion de ses effectifs et à son manque de moyens.

GÉRARD COURTOIS

#### MBA

L'école de troisième cycle de Commerce de Strathclyde est internationalement renommée et respectée comme une des écoles innovatrices en Europe. Nous acceptons des candidatures pour l'inscription à notre programme MBA.

Nous offrons un programme souple en contrôle continu aboutissant à une licence pouvant être achevée à plein temps ou temps partiel ou même en candidat libre.

Le programme MBA est fait sur mesure pour le besoin des entreprises et un diplôme en commerce est aussi disponible.

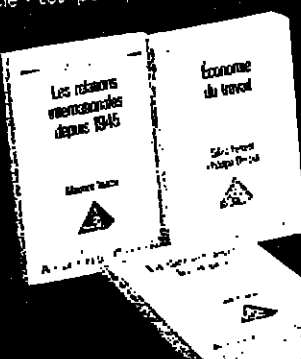
Profitez du MBA pour améliorer votre carrière et réaliser votre plein potentiel en management.

Pour les admissions contactez : Le Secrétariat MBA  
130 Rottenrow, Glasgow G4 0GE, Scotland  
Téléphone : 0141 41 552 7141  
Une école de l'université de Strathclyde.

### CURSUS

L'ESSENTIEL EN HISTOIRE

• La religion grecque • La méditerranée antique (IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C. - III<sup>e</sup> siècle après J.-C.) • Société et mentalités dans la France moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) • Le Consulat et l'Empire (1799-1815) • La croissance économique de la France (1815-1914) • Histoire des techniques aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles • Le monde du travail en France (1880-1950) • Les relations internationales de 1871 à 1914 • La France de la Belle Époque (1880-1914) • La France des années 30 • La France dans la seconde guerre mondiale • Histoire politique de la France depuis 1945 • Histoire de l'économie française depuis 1945 • Histoire de la société française depuis 1945 • Les États-Unis de Truman à Bush • Histoire de la République Fédérale d'Allemagne • Les relations internationales depuis 1945 • Les crises économiques du XX<sup>e</sup> siècle • Les politiques économiques du XX<sup>e</sup> siècle



38 TITRES

DE 59 A 69 F

ARMAND COLIN

سكزا ابن الاصل

صكزا من الاجل

## EDUCATION • CAMPUS

### REPÈRES

**BOURSES.** La date limite de dépôt des demandes de bourses d'enseignement supérieur pour l'année 1991-1992 approche, mais elle peut varier selon les académies. A Paris, les dossiers complets devront être remis avant le 15 mai au service des bourses du rectorat de l'académie (1, rue Victor-Cousin, 75005). Ces dossiers peuvent être retirés auprès des établissements où sont scolarisés les demandeurs. Ceux qui ne sont pas scolarisés ou bien inscrits dans des établissements non habilités à recevoir des boursiers peuvent s'adresser au service des bourses du rectorat.

**FERMETURE DE CLASSES.** Le rectorat de Paris, après consultation du Conseil académique de l'éducation nationale, vient de confirmer la fermeture à Paris, à la rentrée prochaine, de cinquante-neuf classes du premier degré (treize maternelles et quarante-six primaires), ainsi que le maintien en « blocage » de quarante-quatre classes, qui seront définitivement fermées à la fin de l'année scolaire (le Monde du 4 avril). Dans un communiqué, la mairie de Paris s'élève contre ce qui apparaît comme une véritable taxation de la capitale.

**MAGHREB-EUROPE.** L'université Paris-VIII-Saint-Denis vient d'inaugurer un centre d'études et de recherches interdisciplinaires consacré aux sociétés du Maghreb, à la diaspora maghrébine et à leurs relations avec l'Europe. Créé à l'initiative des historiens Benjamin Stora et René Galissot, qui en assurent la direction, cet institut Maghreb-Europe devra favoriser la création de plusieurs diplômes d'études approfondies (DEA). Ouvert sur le monde et les universités arabes, il coopérera également avec l'institut de recherches et d'études des mondes arabo-musulmans d'Aix-en-Provence.

**NON-INGÉRENCE.** C'est en présence du Tout-Bordaux universitaire et politique que M. Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général de l'Or-

ganisation des Nations unies, a reçu, lundi 22 avril, les insignes de docteur honoris causa de l'université de Bordeaux-I (droit et sciences). La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et de M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. M. Pérez de Cuellar est revenu longuement sur les « leçons » de la guerre du Golfe et en particulier sur la « conception du devoir de non-ingérence » en affirmant : « On pourrait - je dirais même on devrait - se demander si certains autres textes adoptés ensuite par les Nations unies, et en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'ont pas implicitement remis en question cette notion sacrée de souveraineté... » (Corresp.)

**RAVEL.** La préinscription par voie télématique des bacheliers candidats à l'enseignement supérieur se poursuivra en Ile-de-France jusqu'au 12 mai. Après avoir composé le 36-15 code « Ravel » sur leur Minitel, les candidats à l'Université, mais aussi aux classes préparatoires, IUT ou STS, devront inscrire leurs vœux par ordre de préférence. Ils auront à déterminer une liste de dix-huit souhaits (dont seulement trois pour l'Université), contre vingt-quatre en 1990-1991. Cette préinscription est obligatoire et le rectorat de Paris espère un taux de « ravalisation » supérieur à celui de l'année précédente. Au cours de la première vague de préinscriptions, qui s'est déroulée du 9 janvier au 17 février, 62 % des élèves de terminale se sont connectés, contre 40 % l'année dernière à la même époque.

**SCIENCES PO.** Le premier concours d'entrée à l'institut d'études politiques de Lille aura lieu le 6 septembre. Le nouvel IEP, rattaché à l'université Lille-II (droit et santé), doit ouvrir ses portes en octobre prochain. La formation en trois ans sera dispensée au sein de trois sections : service public, droit et société, économie et finances. Les dossiers d'inscription doivent être retournés à l'université Lille-II et retournés avant le 3 juillet. Cet IEP est le septième en France, un huitième étant prévu pour la rentrée 1992 à Rennes.

## Lendemain amers à l'Est

Suite de la page 15

« Nous avons vécu dans une société paternaliste, avec peu de liberté et des besoins pris en charge par l'Etat, déclare M. Lajos. Alors, aujourd'hui, les gens ont du mal à comprendre qu'on ne peut avoir les avantages de l'économie de marché en vivant sur les principes du socialisme. » Le beurre et l'argent du beurre, en quelque sorte...

Ces traces n'empêchent pas les universitaires, et tout particulièrement les centaines de dissidents qui avaient été chassés de l'enseignement supérieur, de constater que la capitulation du communisme a nettement amélioré leur situation. Ainsi en est-il de M. Radim Palous, un professeur de philosophie qui avait été expulsé de l'université Charles de Prague pour avoir signé la Charte 77, le célèbre manifeste en faveur des droits de l'homme. A cinquante-deux ans, il avait été obligé de se reconverter pour trois ans dans la métallurgie, le seul métier que les autorités communistes l'autorisent à exercer.

Puis vint une période de chômage fort actif, durant laquelle il organisa, dans son appartement, des séminaires clandestins de philosophie tout en devenant, pendant un an, l'un des porte-parole de la Charte 77. Arrêté à plusieurs reprises, il peut aujourd'hui se vanter de connaître « tous les commissariats de police de Prague ». A l'issue de la « révolution de velours », il a été élu recteur de l'université Charles et s'attache actuellement à en refaire une institution autonome. Mais la situation d'administrateur surchargé de travail a des inconvénients : « La chose la plus triste, affirme-t-il, c'est que je n'ai plus de temps pour le travail universitaire auquel je me suis intensément consacré toute ma vie. »

« Une certaine panique »

Les étudiants, de leur côté, éprouvent moins de difficulté à s'adapter aux changements. Elève ingénieur en deuxième année à l'université technique de Budapest,

Tamas Szel sait bien qu'il aura plus de mal que son frère aîné à trouver du travail. « Mais je suis prêt à partir à l'étranger pour trouver une situation, affirme-t-il. Peut-être au Moyen-Orient ou en Afrique. J'aimerais mieux rester ici, mais il n'y a plus de travail assuré. »

Anna Gulyas, inscrite en quatrième année d'espagnol à l'université Eotvos de Budapest, remarque pour sa part que les étudiants ont actuellement un plus grand choix de cursus et de carrières. Elle reconnaît toutefois que cette situation nouvelle a suscité « une certaine panique » chez ses camarades, habitués depuis toujours à se déterminer en fonction d'un éventail très restreint.

Même lorsqu'ils voient le bon côté des choses, étudiants et enseignants savent que l'avenir ne sera pas forcément rose. « Pour la première fois de ma vie, je peux mener une vie professionnelle normale », note M. Gyorgy Bence, responsable du département de philosophie morale et sociale de l'université Eotvos. Avec un salaire petit, bien sûr, mais régulier. « Tout à l'écart de son université durant dix-sept ans, M. Bence a vécu de traductions et d'une activité de journaliste indépendante. Maintenant réhabilité, il avoue néanmoins que la baisse du pouvoir d'achat des enseignants reste un problème majeur.

Seuls peuvent s'en tirer correctement ceux qui ont accumulé quel-

ques biens (automobiles ou appartements) en des temps meilleurs. « Pour les jeunes assistants, les choses vont vraiment mal, affirme-t-il. A un point que l'on ne peut imaginer. Sans ressources personnelles, nul ne peut envisager de démarrer une vie de famille. » Selon lui, le loyer d'un studio au marché noir s'élève à environ 300 dollars, soit le double du salaire mensuel d'un jeune enseignant. Les exemples ne manquent pas de cette misère universitaire. Pour la première fois de sa vie, Mihaly Benkes, membre du département d'histoire de l'université Eotvos, a récemment été contraint de trouver un second emploi afin de pouvoir joindre les deux bouts. Ce spécialiste de l'histoire coloniale et du tiers-monde consacre actuellement soixante heures par mois à une maison d'édition universitaire.

« C'est un travail d'esclave et non une vocation », se plaint M. Benkes, qui s'était toujours contenté d'écrire des articles relatifs à sa propre discipline. Le danger de cette situation ? « Beaucoup d'enseignants qui ont des compétences monnayables risquent de quitter l'université », prophétise M. Bence. Car, en mettant leur énergie au service d'une entreprise privée, ils peuvent gagner cinq fois plus que dans l'enseignement supérieur. Un écart qui peut, il est vrai, donner à réfléchir.

BURTON BOLLAG

### COURRIER

#### Universitaires « intraitables »

Comment ne pas souscrire à la juste des propos de M. Gutsatz sur « Les sept plaies de l'université » (le Monde du 4 avril), notamment en ce qui concerne l'adéquation de la demande du ministre d'ouvrir l'université à l'entreprise et l'évaluation des universitaires qui s'y consacrent ? Je n'en veux pour preuve que l'exemple de l'accession à la catégorie « hors classe ».

Faites-vous de la recherche ? Vous êtes « examinable » avec « avis très favorable ». Combien de publications ? Votre valeur devient « quantifiable ». Avez-vous un contrat pédagogique ? C'est-à-dire en plus de vos « heures statutaires » assurez-vous un nombre d'heures « comptables » dans un cadre bien « définissable » ? Vous êtes « traitable ». Exercez-vous un pouvoir « contrôlable » ? Président d'université, d'UFR... Vous êtes encore « évaluable ».

Avec les universitaires dont les disciplines ne sont pas encore « répertoriées » dans les sections « normales » (le design industriel, l'innovation, la qualité...), seriez-vous un universitaire « intraitable » ?

MARIE-M. MARCIACQ, maître de conférences, université P.-et-M.-Curie, Paris-VI.

### SOURCES

#### Péchés capitaux

Notre collaborateur Bernard Maris vient de publier un livre sur les universitaires. Nous avons demandé à Michel Zink, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, d'en rendre compte.

DES « sept péchés capitaux des universitaires », Bernard Maris parle de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur parce qu'il est universitaire. De l'extérieur parce qu'il ne pourrait dénoncer les péchés de sa liste s'il n'en était partiellement exempt. Exempt tout au moins des péchés n° 6 (la fatuité) et n° 7 (la complaisance). De l'extérieur encore puisqu'il est aussi journaliste et écrivain (péché n° 4 l'absence).

Mais d'où parler l'universitaire qui rend compte de son livre ? Courra-t-il se placer de son côté, le côté du rieur, et s'avouer-t-il lasif (n° 1), paresseux (n° 2), ignorant (n° 3), envieux (n° 5) ? Ce serait se montrer complaisant (n° 7). S'indignerait-il au contraire et protestera-t-il des vertus de la profession ? La voilà fat (n° 6). Et démentir sa lascivité à quelque chose d'embarrassant.

L'auteur a surtout à l'esprit les universitaires des disciplines juridiques et économiques. Du coup, et comme pour illustrer le péché n° 5, voilà les autres dévorés par l'envie : ces occasions presque quotidiennes de revêtir tige et mortier, ces hussiers, ces vestiaires, ces cours que l'on peut répéter d'année en année, ces traitements multipliés par cinq grâce aux consultations ! Comme nous sommes loin de ce faste, de cette opulence et de ces facilités, nous autres littéraires ! Notre paresse même me paraît différente (voilà bien la fatuité), l'espace qui nous menace le plus étant probablement celle que Maris appelle « les faux savants ».

Cela dit, croquis, caricatures, sketches et dénonciations sont souvent justes et frappent toujours fort. Les règles de « proportionnalité entre fatuité et ignorance », énoncées pp. 166 et 167, devraient être affichées dans toutes les universités. Pour parler comme à un jury de thèse, Bernard Maris a le mérite de connaître l'histoire de l'université, l'écriture et les Pères, les théologiens et les scolastiques (mais la formule « la foi en quête d'intelligence » est de saint Anselme avant d'être de saint Thomas. Et toi l'université de province qui se profile dans les premières pages pourrait bien être celle de Toulouse, et y a-t-il

au monde ville plus délicate pour y pratiquer les vices universitaires ?

Toutefois, l'auteur pourrait certainement être plus sévère, et il devrait peut-être l'être moins. Il pourrait être plus sévère, car, partant du principe que toutes les turpitudes sont concentrées dans l'université entendue au sens strict, il a des turpitudes mansuétues pour ce qui se passe ailleurs, par exemple au CNRS ou à l'Ecole des hautes études, dont les péchés ont pourtant été fustigés par Philippe Dagen dans son roman *Le Jugement dernier* avec une férocité qui égale au moins la sienne.

Ambiguïté du ton

Il devrait peut-être être moins sévère, car une certaine ambiguïté du ton et du propos pourraient fausser l'effet de son livre. Celui-ci apparaît, selon les moments, comme une charge que son énormité même interdit de prendre tout à fait au sérieux ou comme une dénonciation absolument sérieuse, au contraire d'une Université qui serait marquée depuis toujours par la nullité (mot habituellement réservé au cher collègue) et par la lâcheté. Si l'intention de Maris est de démontrer ce second point, il lui faudrait argumenter davantage. Si son intention est d'amuser, il risque de jeter le discrédit sur les universitaires au-delà de ce qu'il souhaiterait.

Il serait trop facile, trop naïf aussi dans de telles circonstances, de les défendre. Mais tout de même, sont-ils à ce point condamnés à la poussière et au néant ? Nous est-il interdit d'espérer au moins qu'un mot parfois, même s'il est mort dans notre bouche (et l'est-il toujours ?), vive dans l'esprit d'un de nos auditeurs et que, stérile dans le nôtre (mais l'est-il toujours ?), il féconde le sien ? Brichot, c'est entendu, est bien, comme le dit Maris, un cuisinier grossier, lamentable, méprisable, un fat vulgaire doublé d'un pousse-au-crime. Et pourtant le narrateur fait son miel des étymologies dont se présente érudition fait étalage dans le petit train de Balbec, en allant à la Raspellière. « Votre curé, continue Brichot, en voyant qu'il m'intéressait... » Si Brichot peut intéresser même le narrateur, est-il exclu qu'une fois ou l'autre nous intéressions nos étudiants ?

MICHEL ZINK

Les Sept Péchés capitaux des universitaires, de Bernard Maris, Albin Michel, 1991, 201 p., 39 F.

AVRIL 1991

Le Monde

Numéro hors série

EUROPE :  
L'ENGRENAGE  
DU MARCHÉ UNIQUE.

116 pages - 45 F

Le Monde  
L'EDUCATION

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS,  
LYCÉENS.  
LA SANTÉ, ÇA VA ?

ÉVALUATION

LE PALMARÈS DES IUT.  
LES BTS, MODE D'EMPLOI.

Le Monde  
DOSSIERS  
& DOCUMENTS

Premier dossier  
LA SIDÉRURGIE  
Second dossier  
LE BRÉSIL

Le Monde  
PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

- Thématique : la franco-maçonnerie.
- Classique : les timbres coupés de Djibouti.
- Histoire postale : les pils des services en régime international.
- Comment faire éditer une télécarte ?

En vente chez votre marchand de journaux

**ETUDES EN SUISSE**

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maîtrise suisse
- Informaticiens
- de l'enseignement
- Diplômes de commerce, secrétaire, de l'enseignement
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en internet
- Cours de vacances juillet - septembre
- Cours de vacances juillet - septembre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne  
Tel 021 20 15 01 - Fax 021 312 67 00 - Téléc 430 620

alternatives  
ÉCONOMIQUES

Hors-série  
avril 91

LES FORMATIONS ÉCONOMIQUES  
À L'UNIVERSITÉ

Filières, enseignement, débouchés  
Un guide pratique indispensable

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - 12 RUE DU CHAIGNOT  
21000 DIJON - TEL : 80 30 97 76





صكزا من الاصل

## GROUPE DE LA BANQUE WORMS

### BON EXERCICE 1990 MALGRÉ UNE IMPORTANTE AUGMENTATION DES PROVISIONS

Le Conseil d'Administration de la Banque Worms, réuni le 28 mars 1991, sous la Présidence de Jean-Michel Bloch-Lainé, a arrêté les comptes de l'exercice 1990. La bonne progression des activités de la banque et l'évolution modérée des frais généraux ont permis une croissance de 58 % du résultat brut d'exploitation et de 35 % du bénéfice avant impôt et provisions.

Malgré un important renforcement des provisions, + 47 %, liées à la conjoncture économique et boursière en fin d'année, le bénéfice net de la BANQUE WORMS progresse de 12 % à 112,6 millions de francs.

Les chiffres significatifs de l'exercice ressortent ainsi :

Banque Worms	1989	1990	89/90 %
En millions de francs			
Produit net bancaire	1 237	1 454	+ 17,5 %
Frais généraux	996	1 069	+ 7,3 %
Résultat brut d'exploitation	213	336	+ 57,7 %
Bénéfice avant impôt et provisions	293	396	+ 35,1 %
Provisions nettes	192	283	+ 47,4 %
Bénéfice net	101	113	+ 11,9 %

Les résultats des activités commerciales du groupe de la Banque Worms et les plus-values réalisées par ses filiales d'investissement Acmer, Sopromec, UFI, Sofinad, ont progressé de façon soutenue. Les crédits à la clientèle du Groupe de la Banque Worms ont ainsi augmenté de 21 % et représentent 51 % du total du bilan consolidé qui s'élève à 71,8 milliards de francs.

Le bénéfice net consolidé part du groupe s'élève à 192 millions de francs contre 209 millions l'exercice précédent et traduit une augmentation importante des provisions sur titres.

Données consolidées

En millions de francs	1989	1990	89/90 %
Produit net bancaire	1 554	1 793	+ 15,4 %
Résultat brut d'exploitation	378	482	+ 27,5 %
Plus-values	183	260	+ 42,1 %
Bénéfice avant impôt et provisions	572	748	+ 30,8 %
Provisions nettes	185	403	+ 118 %
Bénéfice net part du groupe	209	192	- 8,1 %

Le ratio Cooke de la Banque Worms dépasse, avec 8,36 %, le seul réglementaire de 8 % prévu pour 1992. Les fonds propres et quasi-fonds propres s'élèvent à 4 milliards de francs. Les capitaux permanents progressent de 33 % et représentent 9 % du total du bilan consolidé.

EUROFI



BANQUE WORMS

## B.C.E.N.-EUROBANK

Le Conseil d'Administration de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord - Eurobank s'est réuni le 18 avril 1991, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, et en présence de MM. V.V. Gueraschenko, Président de la Banque d'Etat de l'URSS-Moscou, et I. Poletaev, Vice-Président de la Banque des Affaires extérieures économiques de l'URSS-Moscou.

A l'ordre du jour figuraient notamment l'arrêté des comptes 1990 et la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire pour le 21 mai 1991.

Les résultats de l'exercice écoulé sont assez contrastés par rapport à ceux de 1989.

Le total du bilan s'établit à FRF 20,268 milliards au 31-12-1990 contre FRF 36,510 milliards au 31-12-1989. Cette importante diminution provient de trois facteurs principaux :

- baisse des opérations interbancaires,
- ralentissement de l'activité générale, en particulier sur l'Europe de l'Est,
- variations de cours de change.

En revanche, les capitaux permanents de la Banque (fonds propres et emprunts subordonnés) se sont fortement accrus. Après répartition des résultats de l'exercice 1990, ils s'élèveront à FRF 2,960 milliards contre FRF 1,330 milliard au 31-12-1989.

Les provisions sur risques pays atteignent environ 60 %. Elles ne concernent plus qu'un nombre limité de pays après une première opération de titrisation réalisée en 1990. Une seconde tranche de titrisation est prévue en 1991 et concernera d'autres pays.

Le produit net d'exploitation bancaire s'établit à FRF 352 millions contre FRF 432 millions au 31-12-1989. Comme pour le total de bilan, cette baisse reflète l'importante réduction de l'activité de la Banque en 1990.

Toutefois, le bénéfice net s'inscrit lui en forte hausse, à FRF 260 millions contre FRF 19 millions, à la suite d'une opération de cession bail immobilière.

Ce bénéfice net sera intégralement porté en compte de réserves et participera pour une part à l'augmentation des capitaux permanents.

Prenant en considération les importantes mutations en cours en Europe centrale et orientale, la Banque a été amenée à définir ses nouvelles orientations stratégiques. Après avoir mené une politique de grande prudence dans l'octroi des concours, réduit fortement ses engagements interbancaires et procédé en 1990 à plusieurs mesures d'assainissement du bilan, tout en renforçant ses fonds propres, la politique de notre établissement s'appuiera sur deux axes principaux :

- développement des opérations de financement de commerce international,
- études de projets et conseils financiers aux entreprises en Union soviétique et, en Occident, aux entreprises qui souhaitent s'implanter en URSS par l'intermédiaire notamment de notre nouvelle filiale à Moscou : Compagnie financière pour l'Europe du Nord (Eurofinance).

L'ampleur des transformations à réaliser en Europe de l'Est nécessitera une grande présence bancaire. Les établissements capables de concilier une adaptation efficace à ces énormes besoins, avec une bonne maîtrise de leurs risques, verront s'ouvrir de vastes marchés.

Notre Banque, qui a toujours été très présente dans cette zone, souhaite y conserver toute sa place, en offrant à sa clientèle une intervention rapide et compétente.

Ces orientations seront bien entendu adaptées et complétées, selon les opportunités qui pourront apparaître progressivement.

Les principaux actionnaires de la B.C.E.N.-EUROBANK, la Banque d'Etat de l'URSS et la Banque des Affaires extérieures économiques de l'URSS ont approuvé les nouvelles orientations ainsi définies. En leur nom, MM. V.V. Gueraschenko et I. Poletaev ont assuré le Conseil d'Administration de la B.C.E.N.-EUROBANK de leur confiance et de leur soutien indéfectible.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD  
B.C.E.N.-EUROBANK  
79/81 Bd Haussmann - 75008 Paris

## BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

### Progression du résultat d'exploitation Renforcement de la structure financière

Le Conseil d'Administration de la BFCE, réuni sous la présidence de Michel Freyde, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Deux traits marquent l'importance pour le développement futur de la banque, caractérisant l'évolution marquée au cours de cet exercice : l'amélioration des résultats de l'exploitation et le renforcement de la structure financière.

En 1990, le PNB global de la BFCE a augmenté de 6,7 %, pour s'établir à F 1 792 millions, contre F 1 680 millions en 1989. Cette progression résulte, d'une part, des effets en trésorerie de l'augmentation du capital et des provisions, et, d'autre part, de l'évolution positive, déjà amorcée au cours de l'exercice précédent, de l'ensemble des activités commerciales. L'accroissement de ces dernières fait plus que compenser le fléchissement inéluctable de l'activité institutionnelle et trouve son origine dans la progression des encours de crédits, accompagnée d'un ralentissement de l'érosion des usages, et dans l'augmentation des produits liés aux services.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à F 391 millions, en hausse de 37,7 % sur

1989, les frais généraux et les amortissements ayant été maintenus à un niveau pratiquement constant par rapport à l'année précédente. Après dotation aux provisions pour risques individuels pour un montant net de F 153 millions et aux provisions pour dépréciation du portefeuille de titres pour F 50 millions, la totalité du reliquat disponible a été affectée aux provisions pour risques souverains. Cette dotation supplémentaire s'élève au total à F 1 578 millions sur lesquels F 1 376 correspondent à l'effort exceptionnel permis par l'apport des actionnaires de la banque effectué en juin dernier. En conséquence, le taux de couverture de ces risques est passé de 26 % à 51 %.

De surcroît, le capital de la banque a été augmenté de

F 1,1 milliard, s'établissant à F 2,1 milliards. A fin 1990, le ratio Cooke était de 7,3 %. Au cours de l'exercice 1990, la composition de l'actionariat de la BFCE s'est profondément transformée avec l'entrée des Assurances Générales de France pour 43 % et le renforcement à 24 % de la part du Crédit Lyonnais. Le solde se répartit entre la Banque de France (11,23 %), la Caisse des dépôts et consignations (11,23 %), le Crédit National (10,03 %) et la Caisse Centrale de Coopération Economique (0,51 %). Cette redistribution du capital marque une étape décisive pour l'avenir de la BFCE dont l'ambition est d'être une banque d'entreprises à vocation internationale, capable d'offrir à sa clientèle une gamme éendue de services de haute qualité.

### Comptes de l'exercice 1990

21.04.1991 - 75008 PARIS

## MATRA:

### COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1990 ET PERSPECTIVES 1991.

Réuni le 22 avril 1991, sous la présidence de M. Jean-Luc LAGARDERE, le Conseil d'Administration de MATRA a pris connaissance des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 1990.

Données chiffrées

Les principaux éléments du compte de résultat consolidé sont rappelés ci-dessous :

En millions de francs	1989	1990
Chiffre d'affaires	22.087	24.348
Résultat courant	1.375	1.267
Résultat consolidé total	696	688
Résultat net (part du Groupe)	605	606

Conformément aux informations communiquées en octobre 1990, le résultat net (part du Groupe) est donc stable d'une année sur l'autre.

Perspectives 1991

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des perspectives pour 1991. Du fait du ralentissement de la conjoncture internationale et de la volonté de poursuivre une politique d'investissement et de recherche et développement qui place MATRA parmi les champions mondiaux dans ses domaines de compétence, il paraît difficile aujourd'hui d'espérer des résultats identiques à ceux de 1990, bien que l'on soit certain qu'ils resteront très largement bénéficiaires.

Dividende

Le Conseil a décidé de proposer à la prochaine Assemblée Générale, convoquée pour le 27 juin 1991, la distribution d'un dividende de F 8 par action. Ce dividende sera assorti d'un avoir fiscal de F 4 pour le revenu global à F 12 par action.

MATRA

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - Paris 8<sup>e</sup>. (Tél. : 47 66 03 04) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (3616 MATRA).

## DEVANLAY

Le Conseil d'Administration de la Société DEVANLAY, réuni le 19 avril 1991 sous la présidence de Monsieur Léon CLIGMAN, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1990 ainsi que les comptes consolidés.

### L'ACTIVITÉ

Millions de F	1990	1989	Variation %
Chiffre d'affaires consolidé	2 148,5	2 011,9	+ 6,8

Après un premier semestre en croissance de 8,4 %, la croissance s'est ralentie à 4,8 % sur le second semestre. Au total, les ventes ont été tirées par l'exportation qui a progressé de 14,9 % pour représenter 38,3 % du chiffre d'affaires consolidé.

### LE RÉSULTAT

Le bénéfice de la société mère DEVANLAY S.A. s'est établi à 113,4 millions de F contre 85,1 millions de F en 1989.

Pour sa part, le bénéfice net consolidé a évolué comme suit :

Millions de F	1990	1989	Variation %
Avant mise en équivalence	143,0	133,1	+ 7,4
Après mise en équivalence	200,1	176,9	+ 13,1

La marge nette ressort à 9,3 % contre 8,8 % en 1989.

La part du groupe dans le bénéfice s'élève à 184 millions de F contre 158,8 millions de F en 1989, et représente 122,07 F par action contre 105,35 F, soit une augmentation de 15,9 %.

### ATTRIBUTION GRATUITE

Le Conseil d'Administration a décidé d'augmenter le capital social par incorporation d'une somme de 15,1 millions de F et la création de 150.727 actions nouvelles attribuées gratuitement à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. Les actions nouvelles porteront jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1991 et bénéficieront des mêmes droits que les actions anciennes.

### DIVIDENDE 1990

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 23 F par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 11,50 F. Le dividende, attribué aux actions anciennes et nouvelles, progresse de 10 %.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Elle se réunira le 7 juin 1991 à 15 h 30 - 15, rue de Turbigo, 75002 Paris.



٥٥١

هكذا من الاجل

## ÉCONOMIE

Un rapport sur l'espace naturel en France

### La fiscalité française ne favorise pas la défense de l'environnement

Le rapport sur « La fiscalité de l'espace naturel en France », demandé à M. Guillaume Sainteny par la Direction de la protection de la nature du ministère de l'environnement, a été rendu public vendredi 19 avril. Il propose notamment des exonérations pour les propriétaires de zones humides qui s'engagent à ne pas construire ni drainer pour la mise en culture.

Un constat, d'abord : « La fiscalité française ignore l'environnement ». Forte de ses traditions agricoles, la France se retrouve aujourd'hui à la traîne pour la protection de ses espaces naturels par le biais des incitations financières. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont déjà largement utilisé les possibilités du fameux article 19 (1), alors que la France vient seulement de signer les premiers contrats. Déjà, 38 000 hectares sont subventionnés en Grande-Bretagne pour le retour à la jachère ou à une agriculture « douce ».

Des pays comme le Danemark, la Grèce et les Pays-Bas accordent déjà des avantages fiscaux aux acheteurs d'automobiles « propres ». En Grande-Bretagne, la dette sur l'essence sans plomb a donné à ce carburant une place honorable (plus de 30 %), alors que la dette française, insignifiante, a maintenu l'essence « verte » à quelques pour cent.

En Allemagne, des taxes sont imposées aux industriels qui polluent les rivières, avec les exonérations correspondantes pour ceux qui s'équipent d'installations d'épuration. En France, un système semblable a été instauré dès 1964 avec les agences financières de bassin, mais les « redevances » ne sont que des taxes parafiscales et ne relèvent donc pas de l'impôt.

#### Des rendements négatifs

Mais c'est sur le foncier non bâti que la fiscalité française apparaît la plus nuisible à l'environnement, puisqu'elle encourage la transformation d'espaces naturels en terres de culture intensive ou en terrains à bâtir. En effet, l'imposition de capital (impôts fonciers et droits de mutation) pèse deux fois plus en France sur l'immobilier que sur le capital mobilier. Et elle pèse davantage sur les terres agricoles que sur les terrains à bâtir ou les constructions.

Le résultat, c'est qu'un propriétaire foncier d'espaces non productifs (marais, friches, forêts naturelles) a tout intérêt à les mettre en culture. Quant à celui qui loue ses terres à un exploitant agricole, il touche un fermage si ridicule qu'il a intérêt à obtenir le droit de faire construire dessus. « Avant même la prise en compte des effets des impositions du patrimoine, les taux de rendement net d'un patrimoine agricole après imposition des

revenus du capital est négatif dans tous les cas de figure », constate le rapport.

Une comparaison avec nos voisins fait apparaître que « l'immobilier, et notamment l'immobilier non bâti, est d'une manière générale plus imposé en France qu'à l'étranger ». En Grande-Bretagne et en Islande, les terres agricoles et les parcs publics sont exonérés d'impôts. En Allemagne, les espaces verts et les biens appartenant à des personnes morales de droit public sont exonérés. Et les propriétaires de terres agricoles ou forestières paient entre 16 et 18 fois moins d'impôt qu'en France ! En Espagne, les forêts à croissance lente (feuillus ou montagne) sont exonérées.

Pour améliorer à cet égard la fiscalité française, le rapport propose de supprimer certaines exonérations (par exemple les friches remises en culture) et les subventions pour les travaux de drainage — déjà supprimées dans la loi de 1991. Il propose en revanche d'exonérer les zones humides d'intérêt majeur et les espaces naturels protégés, et d'accorder des déductions fiscales aux propriétaires restaurant un espace naturel.

ROGER CANS

(1) Disposition communautaire qui prévoit le versement de subventions aux agriculteurs qui s'engagent à entretenir le paysage au lieu de produire.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Francis Régions

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28 décembre 1990.  
Actif net au 28.12.1990 : F 107.422.666  
Valeur liquidative au 12.04.1991 : F 1192.93  
Performance du 28.12.1990 au 12.04.1991 : + 8,90 %  
Dividende : F 24,48 + F 7,97 d'avoir fiscal pour les personnes physiques mis en paiement le 16 avril 1991.  
Remplir du coupon global sans droit d'entrée jusqu'au 16 juillet 1991.

Le Président Alain VILLEROY DE GALHAU a déclaré :  
Après son excellente performance de 1989, FRANCIS-REGIONS a continué d'enregistrer en 1990 un résultat supérieur aux indices parisiens en raison d'une politique très prudente : augmentation des liquidités et grande sélectivité. Les perspectives restent intéressantes pour les valeurs régionales. Le retard de ces titres par rapport à l'indice des 40 plus grandes sociétés cotées permet d'espérer une revalorisation significative. A.G.O. du 15 avril 1991

GROUPE CIC

### LE GROUPE GAN EN 1990 : RESULTATS DE L'EXERCICE

**Résultat net consolidé : 2,4 milliards de F**  
**Activité et bénéfice élevés pour les Compagnies françaises d'assurance du Groupe**  
**Dividende en forte progression**

Le Conseil d'Administration du GAN, réuni le 18 avril 1991 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 24 juin prochain.

#### CHIFFRES CLES CONSOLIDES

(en milliards de francs)	1988	1989*	1990*
Total bilan	87,5	539,4	595,2
Capitaux propres (part du groupe après répartition)	9,7	13,4	17,4
Actifs gérés	84,5	220,0	243,0
Produits d'exploitation	30,9	86,6	95,6
Résultat net (part du groupe)	1,9	2,5	2,4

\* Intégration globale, pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CIC.

Premier Groupe de bancassurance européen par la taille, le Groupe GAN a poursuivi son développement en 1990, en réalisant 95,6 milliards de francs de produits d'exploitation.

Son total de bilan s'élève à 595,2 milliards de francs. Ses capitaux propres part du groupe après répartition progressent de 29,9 % sur l'exercice précédent : ils ressortent à 17,4 milliards de francs, marquant ainsi la solidité financière de l'ensemble. Le résultat net s'établit à 2,4 milliards de francs.

#### UNE ACTIVITE ASSURANCE EN FORTE CROISSANCE

(en milliards de francs)	1988	1989	1990
Primes émises	23,5	27,5	33,5
en % de progression	+ 11,9	+ 16,8	+ 22,1
Provisions techniques	72,4	86,6	105,9
en % des primes	308,0	315,3	315,9
Contribution au Résultat Net Consolidé	1,5	1,8	1,9

Les primes émises en 1990 s'établissent à 33,5 milliards de francs, en augmentation de 22,1 % sur l'exercice précédent.

Cette évolution très favorable est le résultat d'une forte croissance des sociétés d'assurance Vie et Capitalisation, en dépit d'un ralentissement très sensible du marché, et de l'intégration pour la première fois dans les comptes consolidés, de la compagnie d'assurance vie britannique General Portfolio.

Les sociétés françaises d'assurances réalisent un bénéfice net en forte hausse, tant en assurance vie qu'en assurance dommages. Dans cette dernière branche, le coût élevé des tempêtes de début d'année (431 millions de francs avant réassurance) se trouve compensé par une bonne tenue générale du portefeuille de contrat d'assurance, notamment dans les catégories sensibles du risque automobile et du risque industriel.

Pour les filiales d'assurances à l'étranger, en revanche, l'exercice se traduit par une perte résultant notamment de la dégradation de certains marchés en automobile et de la survenance d'événements exceptionnels qui ont affecté lourdement le marché de Londres.

#### UNE CONSOLIDATION DES ACTIVITES BANCAIRES ET FINANCIERES

(en milliards de francs)	1988	1989	1990
Dépôt de la clientèle	162,4	185,0	220,8
Emplois de la clientèle	156,1	200,3	223,6
Produit net bancaire	13,5	15,2	15,3
% de progression	+ 2,6	+ 12,6	+ 3,5
Contribution au Résultat Net Consolidé	0,4	0,7	0,5

Le Groupe CIC a enregistré une activité satisfaisante en 1990, avec un produit net bancaire, en augmentation de 4,2 % sur celui de 1989.

Grâce à une maîtrise des frais généraux, le Groupe CIC a amélioré son résultat brut d'exploitation de 8,2 % à 4,5 milliards de francs.

Au cours de l'exercice, il a procédé à de très importantes provisions tant en matière de risques souverains, qu'en matière de risques économiques, où il a subi, à l'instar de l'en-

#### AGRICULTURE

**La CEE est décidée à freiner les importations de jeunes veaux des pays de l'Est**

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre envoyé spécial

La Commission européenne est décidée à freiner les importations de jeunes veaux en provenance de Pologne et de Tchécoslovaquie de telle façon qu'elles n'excèdent pas, comme prévu, 425 000 têtes au cours de l'année 1991. Les importations en provenance des pays de l'Est, qui ont vivement progressé au cours des mois passés, pèsent sur les cours. M. Ray Mac Sharry, le commissaire responsable, a indiqué aux ministres de l'Agriculture des Douze, réunis lundi 22 avril à Luxembourg, qu'il s'efforçait de parvenir à un arrangement à l'amiable avec Prague et Varsovie. La gestion d'une telle situation n'est pas évidente et l'on se souvient qu'il y a une semaine les ministres des affaires étrangères des Douze demandaient à la Commission de prévoir, dans les accords en cours de négociation avec les pays de l'Est, des dispositions plus libérales concernant les importations de produits agricoles.

Ph. L.

#### REPÈRES

##### UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

**Projet de compromis du Luxembourg sur la future banque centrale**

Soucieux de rapprocher les conceptions des différents membres de la CEE sur l'union économique et monétaire (UEM), le Luxembourg, qui assure actuellement la présidence de la Communauté, a présenté mardi 23 avril un texte de compromis. Selon ce texte, un système européen de banque centrale serait créé au cours de la deuxième étape (devant théoriquement démarrer en 1994) mais commencerait à opérer en 1996 seulement. Entre la ratification par les membres du traité d'UEM (en 1993 probablement) et le début du fonctionnement de la nouvelle institution, un conseil des gouverneurs des banques centrales des pays membres serait établi. Jusqu'à présent, la France et la Belgique ont fait savoir qu'elles souhaitent la création d'une banque centrale européenne dès 1994, alors que l'Allemagne estime que celle-ci ne peut intervenir avant la mise en commun des politiques monétaires, dont la date n'est pas encore fixée, mais probablement très éloignée.

##### CONJONCTURE

**Les commandes de biens durables ont fortement chuté aux Etats-Unis en mars**

Conséquence de la baisse générale de l'activité enregistrée aux Etats-Unis depuis plusieurs mois, les commandes de biens durables passées aux entreprises ont fortement chuté aux Etats-Unis en mars. Leur diminution par rapport au mois précédent atteint 6,2 %, alors que la baisse avait été limitée à 0,2 % (chiffres corrigés) en février, et 1,5 % en janvier, a annoncé le département du commerce mardi 23 avril. En mars, les commandes de biens durables, qui correspondent à des produits d'une durée de vie supérieure à trois ans, se sont établies à leur plus bas niveau depuis trois ans.

##### PRODUCTION

**Le PNB de l'ancienne RDA représente 8 % de celui de l'ancienne RFA**

Neuf mois après l'union monétaire entre les deux parties de l'Allemagne, les services statistiques de Wiesbaden ont aujourd'hui en mesure de comparer le poids des deux économies désormais réunifiées. Selon des résultats publiés mardi 23 avril, le produit national brut de la partie orientale de l'Allemagne a atteint 105,3 milliards de marks (355 milliards de francs environ), soit 8 % seulement de celui de l'ancienne RFA (1 269,3 milliards de marks), au cours des six derniers mois de 1990. L'office de statistiques indique également que le nombre de salariés en ex-RDA s'élevait à 8,3 millions de personnes au dernier trimestre de 1990, soit un recul de 1,7 million de personnes par rapport au début de 1989. Avec une productivité atteignant un quart seulement de celle de leurs voisins de l'Ouest, les anciens citoyens de RDA ont reçu un salaire mensuel moyen de 1 357 marks, contre 3 712 marks à l'Ouest.

Le nouveau président de NWIB est Sir Geoffrey Litter, administrateur de NWIB depuis 1989.

Accord de collaboration entre la SAE et Oclsa. — Les groupes de bâtiment et de travaux publics français SAE et espagnol Oclsa ont signé le 18 avril à Madrid un accord de collaboration visant à mettre à profit les synergies entre les deux entreprises et à former le « noyau d'un groupe européen d'entreprises de construction ». L'accord prévoit la possibilité pour l'entreprise espagnole d'augmenter sa part actuelle de 15,21 % dans le capital de la SAE et pour le groupe français de prendre une participation croisée dans l'entreprise espagnole.

#### UN DIVIDENDE EN FORTE PROGRESSION

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende net par action de 80,80 F. Compte tenu des dispositions exceptionnelles qui ont dû être prises en 1990 à la suite de modifications réglementaires, ce dividende couvre deux années de rémunération des actionnaires.

1990 : 34,80 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 17,40 F, versés sous forme d'acompte le 8 août 1990.

1991 : 46,00 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 23,00 F qui seront versés en juillet 1991, sous réserve de ratification par l'Assemblée Générale.

Enfin, le Conseil d'Administration a arrêté le projet d'apport par la Société Centrale à GAN SA de 100 % des titres du GAN Capitalisation et 25,36 % des titres du GAN Incendie Accidents qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte de GAN SA le 24 juin prochain. Cette opération de simple reclassement interne de participations au sein du Groupe, présente l'intérêt pour le GAN de parvenir dans les faits à une structure bipolaire (assurance et banque) correspondant mieux à ses deux secteurs d'activité.

GROUPE  
gan









REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

# DES INSTITUTIONS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>75 PARIS</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>30 m², 4<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>3 PIÈCES</b>			<b>75 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>LEVALLOIS</b>		
<b>109 m², 1<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking, balcon</b>			<b>39, rue Rivay</b>		
<b>2, square Trudaine</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>		
<b>GCI - 40-16-28-71</b>			<b>87 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>Honoraires de location</b>		
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>MEUDON</b>		
<b>20 m² sur jardin</b>			<b>28 m², 2<sup>e</sup> étage</b>			<b>2, rue des Capucins</b>		
<b>HOME PLAZZA NATION</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>SAGGEL - 46-08-95-70</b>		
<b>HOME PLAZZA 40-09-40-00</b>			<b>141 m², 7<sup>e</sup> m² chbre</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>HOME PLAZZA BASTILLE</b>			<b>50 m² sur jardin</b>			<b>MEUDON</b>		
<b>HOME PLAZZA 40-21-22-23</b>			<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>68, rue de la République</b>		
<b>4 PIÈCES</b>			<b>66-68, cours de Vincennes</b>			<b>SAGGEL - 46-08-95-70</b>		
<b>99 m², 6<sup>e</sup> étage</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>parking</b>			<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>MEUDON</b>		
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>107 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>41 m², 8<sup>e</sup> étage</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>41 m², 8<sup>e</sup> étage</b>			<b>terrasse</b>			<b>3, bd Julien-Potin</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>50 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>AGIFRANCE - 49-03-43-04</b>		
<b>50 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>			<b>NEUILLY</b>		
<b>36 m², RC</b>			<b>parking</b>			<b>9 bis, bd Richard-Wallace</b>		
<b>2 PIÈCES</b>			<b>48 m², 5<sup>e</sup> étage</b>			<b>AGIFRANCE - 49-03-43-04</b>		
<b>parking</b>			<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>3 PIÈCES</b>			<b>62 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>PUTEAUX</b>		
<b>parking</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>1, rue Volta</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>AGF - 49-24-45-45</b>		
<b>3 PIÈCES</b>			<b>90 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>90 m², 3<sup>e</sup> étage</b>			<b>parking</b>			<b>SURESNES</b>		
<b>17-19, rue Bausset</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>27, av. Georges-Pompidou</b>		
<b>CIGIMO - 48-00-89-89</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>SAGGEL - 47-78-15-85</b>		
<b>Honoraires de location</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>Frais de commission</b>		
<b>45, rue d'Alley</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>94<sup>e</sup> VAL-DE-MARNE</b>		
<b>AGF - 49-24-45-45</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
<b>Frais de commission</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>66 m², 1<sup>e</sup> étage</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>61 m², 5<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>balcon, parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 m², 8<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>87 m², 1<sup>e</sup> ét.</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>parking</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>90 m², RC</b>		
<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>					

## MARCHÉS FINANCIERS

Bénéficiaire au titre des « produits de marché » en 1990

## La Coface a perdu 11,6 milliards de francs dans ses activités pour le compte de l'Etat

La compagnie d'assurances pour le commerce extérieur (Coface) a réalisé un bénéfice net de 158,4 millions de francs en 1990, contre 135,5 millions de francs en 1989 au titre de ses activités « produits de marché » (assurance crédit court terme à caractère commercial), avec 600 millions de francs de primes émises. La gestion de l'assurance crédit moyen terme pour le compte de l'Etat (risque politique sur les grands contrats internationaux) s'est traduite par une perte de 11,4 milliards de francs en 1990, dont 9 à la charge exclusive du Trésor (en fait du budget), la part du Proche-Orient s'élevant à 5 milliards de francs environ.

Ce solde négatif résulte de la balance entre les 19,1 milliards de francs d'indemnités versées aux entreprises ou aux banques et les 1,7 milliard de francs de primes émises, auxquelles s'ajoutent 6,5 milliards de francs de récupérations. Les indemnités s'appliquent à des contrats signés en 1980, 1981 et 1982, essentiellement sur cinq pays (Égypte, Brésil, Nigeria, Irak et Maroc). La procédure de l'assurance-prospection, qui a généré en 1990 un chiffre d'affaires à l'exportation de 16,5 milliards de francs, a coûté au Trésor 403 millions de francs pour 495 millions de francs de primes émises.

Le président de la Coface, M. Henri Baquisset, a indiqué que la liberté de prestation de services dans les États membres de la CEE, effective depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1990 et abolissant les monopoles, notam-

ment celui de l'assurance crédit sur l'étranger dont jouit la Coface, a conduit cette dernière à modifier ses statuts. Le décret du 22 mars 1991 réaffirme, certes, la double vocation de cet établissement, assureur-crédit du secteur commercial et gestionnaire pour le compte de l'Etat du service public de l'assurance crédit. Mais il élargit, aussi, le cadre de ses activités commerciales pour le placer à égalité avec ses concurrents étrangers. Une convention, signée avec l'Etat en 1990, règle la rémunération versée à la Coface pour son activité de gestion des procédures publiques (403 millions de francs en 1990), rémunération qui ne peut subventionner les activités exercées pour son propre compte par ladite Coface. Cette dernière s'est associée, au début de l'année, à la Société française d'assurance crédit (SFAC), axée uniquement sur le marché domestique français, pour proposer des polices d'assurance mixtes (France et étranger) (Le Monde du 23 janvier 1991).

FRANÇOIS RENARD

Accor lance un emprunt obligataire de 2 milliards de francs, à lancer le 25 avril un emprunt obligataire de 2,016 milliards de francs, convertible en actions (à raison d'une action pour une obligation de 960 francs). Une tranche sera réservée en priorité aux actionnaires, à raison d'une obligation pour dix actions détenues.

## MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DE LA MER

Préfecture de l'Indre

## A 20 - Contournement de CHATEAUXROUX

## AVIS D'ENQUÊTE

Une enquête publique préalable :

- au classement et à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction :
- de l'autoroute A 20 (contournement de CHATEAUXROUX) entre les P.R. 27.700 (commune de COINGS) et 46.300 (limites des communes de SAINT-MAUR, LUANT et VELLES),
- de la route express à 2 x 2 voies entre l'échangeur Nord et la R.N. 151 (commune de DEOLS),
- à la déclaration d'utilité publique de la liaison à 2 voies entre l'échangeur Nord et la R.D. 956 et des parties nouvelles des itinéraires de substitution (communes de DEOLS et SAINT-MAUR),
- à la modification du plan d'occupation des sols (P.O.S.) des communes de DEOLS et SAINT-MAUR.

se déroulera du 13 mai 1991 au 18 juin 1991.

La commission d'enquête sera constituée de :

- PRÉSIDENT : M. André VARANE, 61, rue Grande - 36000 CHATEAUXROUX.
- MEMBRES : M. Antoine OLDRATI, 29, avenue de la Forêt - 36330 LE POINÇONNET.
- M. Jean JULIEN, 24, rue Arthur-Rimbaud - 36000 CHATEAUXROUX.
- SUPPLÉANT : M. Germaine GUITTARD, 71, avenue de la Manufacture - 36000 CHATEAUXROUX.

Le siège principal de l'enquête sera situé à la Préfecture de l'Indre, où le dossier sera mis à la disposition du public tous les jours de 9 h 30 à 17 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

En outre, le dossier d'enquête pourra être consulté pendant la même période, sauf les dimanches et jours fériés, dans les mairies de :

- COINGS : les lundis, mardis et vendredis de 14 h à 17 h 30, les mercredis de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30, les samedis de 9 h à 12 h, sauf les jours fériés.
- DEOLS : les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, les samedis de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h.

- SAINT-MAUR : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, sauf les lundis matin et samedis après-midi.

- LUANT : tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf les lundis matin et samedis après-midi.

- VELLES : les mardis et mercredis de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les jeudis, vendredis et samedis de 9 h à 12 h, sauf les lundis.

Les personnes désireuses de faire connaître leurs observations pourront soit les consigner sur les registres déposés dans les lieux susmentionnés, soit les adresser par écrit au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête (Préfecture de l'Indre).

Au besoin, ces personnes pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête :

- à la Préfecture de l'Indre : les jeudi 23 mai 1991 et mardi 11 juin 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

en mairies de :

- COINGS : le samedi 25 mai 1991, de 9 h à 12 h, le mercredi 29 mai 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30, et le lundi 10 juin 1991, de 14 h à 17 h 30.

- DEOLS : le mardi 28 mai 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi 1<sup>er</sup> juin 1991, de 8 h 30 à 12 h, et le lundi 3 juin 1991, de 14 h 30 à 17 h 30.

- SAINT-MAUR : le lundi 27 mai 1991, de 14 h à 16 h 30, le mardi 4 juin 1991, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, et le samedi 8 juin 1991, de 9 h à 12 h.

- LUANT : le mercredi 5 juin 1991, de 14 h à 17 h.

- VELLES : le vendredi 31 mai 1991, de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport relatant son déroulement et rédigera ses conclusions.

Une copie de ce rapport et des conclusions sera déposée à la mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la Préfecture de l'Indre, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

## NEW-YORK, 23 avril ↑

## Une timide reprise

Monters, montera pas ? Durant toute la séance de mardi 23 avril, les boursiers new-yorkais se sont posés la question de savoir si les indices et les recules du marché, pourtant mieux disposés à l'ouverture, allaient à la baisse ou à la hausse. L'indice Dow Jones parvenait à maintenir le titre hors de l'eau pour s'établir à 2 930,45 avec un gain presque insignifiant de 2,73 points (+ 0,09 %). Un instant, il avait culminé dans la journée à la cote 2 957,92. Le bilan général était toutefois meilleur que ce résultat. Sur 2 080 valeurs traitées, 829 ont monté, 777 ont chuté et 474 n'ont pas bougé.

Après trois séances de baisse, dont les deux dernières particulièrement sévères, il était normal que le facteur technique commence à produire ses effets. De nombreuses valeurs étant retombées à des niveaux d'achats, des opérateurs ont commencé à patrouiller dans la recherche de bonnes affaires. De l'avis général, la reprise aurait sans doute été plus marquée, sans l'annonce d'une baisse inattendue des commandes de biens durables pour mars (- 6,2 %). Les investisseurs n'ont pas su trop comment réagir. Fatalement, ils ont réagit devant cette mauvaise nouvelle, qui aggrave très mal du moment de la reprise économique, ou, au contraire, en retirant satisfaction dans l'espoir que cette fois la Réserve fédérale se déciderait enfin à employer l'arme des taux pour faire sortir le pays de la récession, qui, décidément, paraît vouloir ne pas finir. La méfiance était encore grande à la fin de la journée. La séance s'est terminée à 2 930,45, soit à 161,36 points (- 0,81 %) au-dessous de son niveau précédent.

VALEURS	Cours du 22 avril	Cours du 23 avril
Alcoa	67 1/4	68 1/8
AT&T	46 3/8	47 1/2
Chrysler	18 7/8	19 1/4
Du Pont de Nemours	42 1/2	43 1/4
General Motors	30 3/4	31 1/2
IBM	108 3/8	109 3/8
ITT	35 1/2	36 1/4
Johnson & Johnson	55 3/4	56 1/2
Pfizer	35 3/4	36 1/2
Schering-Plough	62 1/2	63 1/4
Union Carbide	18 1/2	19 1/4
Westinghouse	28 1/2	29 1/4
Xerox Corp.	55 1/2	56 1/4

## LONDRES, 23 avril ↑

## Hausse modérée

Les valeurs ont terminé la séance de mardi en hausse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 13 points à 2 503,8, soit un gain de 0,5 %.

L'absence d'une réelle pression à la baisse et surtout une reprise technique après trois séances de recul ont encouragé la tendance. La publication du déficit de la balance des paiements courants pour le premier trimestre, plus important que prévu (432 millions de livres contre 227 millions en février), a toutefois ralenti la progression de l'indice en milieu de journée.

## FAITS ET RÉSULTATS

o Synthelabo : 30 % de profits en plus. - La firme pharmaceutique Synthelabo (groupe L'Oréal) a réalisé un dernier bénéfice net consolidé de 130 millions de francs, en hausse de 30 % sur celui de l'année dernière.

o L'Oréal : le groupe L'Oréal a réalisé un dernier bénéfice net consolidé de 130 millions de francs, en hausse de 30 % sur celui de l'année dernière. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 3,3 milliards de francs, en hausse de 14 % (et de 14 % données comparables). Le groupe a réalisé des ventes de 2,8 milliards dans la pharmacie (+ 8 %) et de 491 millions dans le biomédical (+ 21 %). Ses dépenses de recherche et développement ont atteint 650 millions (+ 17 %).

o Henkel augmente son dividende de 8,3 %. - Le groupe lessivier allemand Henkel va proposer à ses actionnaires de leur verser pour l'exercice 1990 un dividende en hausse de 8,3 %, dont le montant passera de 6 deutschemarks à 6,50 deutschemarks. Pour les actions à dividende prioritaire, le dividende sera porté à 9,50 deutschemarks par titre, contre 9 deutschemarks. Le groupe Henkel a enregistré pour 1990 une hausse de 3 % de son chiffre d'affaires, qui a atteint 13 milliards de deutschemarks. Le résultat net a progressé de 6 % à 429 millions de deutschemarks.

o Solvay : Résultat net consolidé en baisse de 4,8 %. - Solvay, numéro un de la chimie belge, a enregistré en 1990 une baisse de 4,8 % de son résultat net consolidé, à 15,91 milliards de francs belges (2,7 milliards de francs). Solvay a cependant décidé d'augmenter de 6,4 % son dividende. « Ce léger recul du résultat net en 1990 provient à la fois d'une baisse de 13,6 % du résultat d'exploitation courant et d'une diminution de 21,1 % des charges exceptionnelles nettes. La bonne résistance relative du résultat est à attribuer à la politique mise en place ces dernières années, visant à mieux résister aux conjonctures », a indiqué Sol-

## PARIS, 23 avril ↑

## Regain

Après trois séances consécutives de baisse au cours desquelles les valeurs françaises avaient perdu 3,45 %, le marché CAC 40 a apprécié de 0,61 % dès l'ouverture. La progression dépassait 1,4 % en fin de matinée. En clôture, il parvenait à maintenir une avance de 0,83 %. Cette reprise a toutefois eu lieu dans un marché calme où les investisseurs restaient en retrait. En effet, la tenue médiocre de Wall Street depuis mercredi 17 avril, jour où le Dow Jones a dépassé le seuil des 3 000 points pour la première fois de son histoire, n'encourage pas les investisseurs à se lancer sur le marché. De plus, la forte hausse du dollar et l'affaiblissement du mark pèsent aussi faire craindre un durcissement de la politique monétaire de la Bundesbank.

Toutefois, l'claircie française, qui s'apparente plus à une correction après une série de baisses, était aussi européenne puisque en Grande-Bretagne le Footsie s'appréciait de 0,8 % en ouverture et l'Allemagne le DAX gagnait 1,56 %. Du côté des plus fortes hausses, figuraient Nordson, Midland, CICA et Nouvelle Galles. En baisse, on notait Ciments français, Labon, Galeries Lafayette et Pollet. L'action Mirova a décliné après la publication de résultats 1990. Le groupe spécialisé dans les télécommunications, la défense, l'espace et les services a enregistré un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 806 millions de francs l'an dernier, au même niveau qu'en 1989 (806 millions), pour un chiffre d'affaires de 24,35 milliards de francs, en hausse de 10 %.

## TOKYO, 24 avril ↓

## Recherche

L'amélioration n'aura pas duré plus de vingt-quatre heures. Mercredi, la tendance s'est de nouveau tournée au Kaibu-cho. Pas immédiatement. A mi-séance, le marché japonais, encore bien orienté à l'ouverture, avait conservé ses modestes avances (+ 18,54 points). Il devait ensuite le repartir et même très largement au-delà. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait à 26 330,21, soit à 161,36 points (- 0,81 %) au-dessous de son niveau précédent.

Les professionnels se plaignent surtout de ce manque d'affaires, mis sur le compte de la prochaine réunion du groupe des Sept (G7), mais aussi de la proximité de l'échéance mensuelle et de la publication imminente de statistiques économiques, dites « vitales ». Comme la veille, les échanges ont porté sur 350 millions de titres.

VALEURS	Cours du 23 avril	Cours du 24 avril
Alco	1 700	1 701
Canon	1 800	1 800
Fujitsu	2 800	2 800
Hitachi	2 800	2 800
Mitsubishi	1 700	1 700
Nissan	1 700	1 700
Sony Corp.	8 600	8 600
Toshiba	1 800	1 800

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 avril) : 9,58-34 %  
New-York (23 avril) : 5,5116 %

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Cours du jour

100 \$ = 166,40  
100 £ = 166,40

100 ¥ = 166,40

100 DM = 166,40

100 Sfr = 166,40

100 Esc = 166,40

100 Lit = 166,40

100 Ptas = 166,40

100 Rp = 166,40

100 Tl = 166,40

100 U.S. = 166,40

100 Zl = 166,40

100 Bz = 166,40

100 C.R. = 166,40

100 C.F. = 166,40

100 C.L. = 166,40

100 C.M. = 166,40

100 C.N. = 166,40

100 C.O. = 166,40

100 C.P. = 166,40

100 C.R. = 166,40

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3818	3818	ICC	248	250 10
Amstel Associates	279 50	279 50	ICA	338	330
B.S.A.C.	158	158	Idemco	144	140
Bouygue	670	670	Imtech Hôpital	882	881
Bouygues	378 50	378 50	I.P.B.M.	101 80	101 80
Bouygues	220	220	Loisirs Invest.	283 50	283 50
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1080	1080	Locarim	90 80	90 80
Calsonic	400	400 50	Meca Com.	138 70	138 80
Cardi	670	666	Meca	150 10	150 10
C.E.G.E.P.	180	182	Pratiborg	84 90	84 90
C.F.P.I.	316	316	Publi-Report	365	365 10
C.N.I.M.	916	916	Razal	620	620
Codanor	280	280	Rhone-Alp. Ecu (P.F.)	298	298
Contram	628	628	S.H. Intergroup	178	178
Crédit	259 80	259 80	Select Invest (P.F.)	451	450
Daphin	488 10	488 10	Selco	130	115
Datmar	563	560	S.M.T. Gaspil	275	275
Demachy Worms Co.	350	350	Sepa	308 50	302
Dynaprene et Sca	258	258	STI	250	250
Dynaprene	1186	1186	Thomson H. Ecu	218 10	217 80
Devil	400	400	Udang	107 50	107 50
Dolac	140	140	Y. St-Laurent Group	756	760
Editions Balland	245	245			
Euro. Propulsion	340	340			
Fusor	128	128			
Francor	135 70	135 70			
G.F. Group (Int'l)	298	298			
Grand Uris	385	385			
Groupograph	248 80	248 80			
Group Origry	718	720			
Gutwill	1030	1046			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 avril 1991

Nombre de contrats : 58 791.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91
Dernier	106,72	106,68	106,08
Précédent	106,30	106,30	106,08

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
107	0,52	1,23	0,95	1,57

Options sur notionnel

Volume : 9 680.		(MATIF)	
COURS	Avril	Mai	Juin

## CAC 40 A TERME

Volume : 9 680.

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 785	1 785	1 785
Précédent	1 773	1 785	1 785

## CHANGES

Dollar : 5,88 ↓

A Paris, mercredi 24 avril, le dollar s'échangeait à 5,88 francs au cours des premiers échanges entre banques à Paris, contre 5,890 francs à la clôture des échanges interbancaires de mardi et 5,9420 FF au fixing du même jour. La devise américaine, qui avait fortement progressé au cours des dernières séances, a rétrogradé après les interventions des banques centrales, mardi en milieu de séance.

FRANCFORT 23 avril 24 avril  
Dollar (en DM) : 1,754 1,7435TOKYO 23 avril 24 avril  
Dollar (en yen) : 136,45 137,55

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (24 avril) : 9,58-34 %  
New-York (23 avril) : 5,5116 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)  
23 avril 23 avril  
Valeurs françaises : 116,20 116,30  
Valeurs étrangères : 112,80 112,80  
(SBF, base 100 : 31-12-91)  
Indice global CAC : 478,69 480,49  
Indice CAC 40 : 31-12-91  
Indice CAC 40 : 1 781,83NEW-YORK (Index Dow Jones)  
23 avril 23 avril  
Industriel : 2 927,71 2 930,45  
Londres (Index Financial Times)  
22 avril 23 avril  
100 valeurs : 2 498,80 2 503,80  
30 valeurs : 1 954,40 1 965,80  
Mines d'or : 142,50 143,50  
Fonds d'Etat : 84,84 84,90FRANCFORT  
23 avril 23 avril  
Dax : 1 571,91 1 597,05  
Nikkei Dow Jones : 26 491,57 26 330,21  
Indice global : 1 982,52 1 974,83

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

100 \$ = 166,40

100 £ = 166,40

100 ¥ = 166,40

100 DM = 166,40

100 Sfr = 166,40

100 Esc = 166,40

100 Lit = 166,40

100 Ptas = 166,40

100 Rp = 166,40

100 Tl = 166,40

100 U.S. = 166,40

100 Zl = 166,40



### Règlement mensuel

23/4[illegible]

Changeur N°.....		189	188	Magasin N°.....		Marché libre de 100		
C.C. D.P. ....								
Cote des Changes				COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/4
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/4		achat	vente			
Etats-Unis (1 unit) .....	6 942					Or fin (pds en barres) .....	68000	
Ecosse .....	6 981					Or fin (en lingots) .....	67850	
Allemagne (100 dm) .....	337 336					Napoléon (200) .....	404	
Belgique (100 F) .....	16 407					Pièce Fr (10 F) .....	386	
Pays-Bas (100 f) .....	299 480					Pièce Suisse (20 f) .....	389	
Italie (1000 lire) .....	4 571					Pièce Latine (20 f) .....	495	
Danemark (100 kr) .....	10 078		4 050	4 050		Souverain .....	2090	
Gde-Bretagne (1 £) .....	93 118					Pièce 20 dollars .....	1090	
Grèce (100 drachmes) .....	402 350					Pièce 10 dollars .....	877 50	
Suède (100 kr) .....	94 884					Pièce 5 dollars .....	2540	
Suisse (100 fr) .....	96 880					Pièce 50 pesos .....	411	
Norvège (100 kr) .....	4 020							
Autriche (100 sch) .....	5 477							
Espagne (100 pes) .....	3 832			3 680	3 680			
Portugal (100 esc) .....	5 124							
Canada (1 \$ can) .....	4 279							
Japon (100 yens) .....								

[illegible]

**PUBLICITÉ**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

nt - m : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : dessin







حکومتی اعلیٰ

38 • Jeudi 25 avril 1991 •

# Le Monde

Mauvais démarrage pour l'année 1991

## Le déficit du commerce extérieur a atteint 4,7 milliards de francs en mars

Le commerce extérieur de la France a accusé en mars un solde négatif de 4,7 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), contre 3,5 milliards en février (chiffres corrigés) et 3,7 milliards en janvier. L'année 1991 commence ainsi nettement plus mal que la précédente, puisque en moyenne, au cours des trois premiers mois, le déficit mensuel s'est établi à 4,6 milliards de francs contre 1,1 milliard au cours de la même période de 1990.

Alors que février avait été marqué aussi bien par une diminution des exportations que des importations, en mars les achats à l'étranger ont augmenté de 0,9 % (102 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières), tandis que les exportations ont diminué de 0,2 % (97,3 milliards). Sur un an, les ventes à l'étranger ont diminué de 2,3 % et les importations ont augmenté de 0,8 %.

Les échanges industriels, y compris le matériel militaire, ont été

lourdement déficitaires en mars : - 4,5 milliards de francs, contre - 1,8 milliard en février. La diminution de l'excédent du solde agroalimentaire se confirme : + 3,4 milliards de francs, contre + 3,8 milliards en février, et + 4 milliards en moyenne au cours de l'année 1990. Ces résultats décevants sont en partie compensés par la vente de treize Airbus en un mois, pour un montant de 3,4 milliards de francs. Dans les prochains mois, ces ventes devraient rester très soutenues. Le solde énergétique s'améliore légèrement : - 8 milliards de francs en mars, contre - 9,7 milliards en février.

Le déficit bilatéral avec l'Allemagne s'est élevé à 687 millions de francs, contre 521 millions en février et... plus de 3 milliards en moyenne l'an dernier. Le déficit avec la CEE dans son ensemble s'est creusé, à 1,5 milliard en mars, contre 761 millions de francs en février. Mais, là aussi, la tendance est bien meilleure que l'an dernier.

Signature du 200 000<sup>e</sup> crédit-formation à Chartres

## M. Michel Rocard se présente comme « le spécialiste des coups qui ne se voient pas »

A Chartres (Eure-et-Loir), mardi 23 avril, M. Michel Rocard a signé le 200 000<sup>e</sup> crédit-formation individualisé (CFI) en faveur d'une jeune fille, Sandrine, qui veut devenir aide-soignante. Commentant les succès rencontrés par ce dispositif nouveau, qui a atteint ses objectifs dix-huit mois après sa création, le premier ministre en a profité pour tirer une leçon politique de portée plus générale. « Je suis le spécialiste des coups qui ne se voient pas », a-t-il déclaré devant MM. Henri Nallet, garde des sceaux, et André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle.

« Je me lance dans des politiques que je crois très importantes et qui marchent bien », a poursuivi M. Rocard, mais il faut, paraît-il, du flamboyant et du violent, du conflit direct, incidents au Parlement pour qu'on juge qu'un gouvernement travaille bien. « Je préfère éviter tous ces gros coups de cymbale et travailler sur ce qui est long, progressif, mais qui marche bien », a-t-il encore ajouté.

Né de l'idée d'une « deuxième chance » offerte à tous ceux qui sortent du système scolaire sans qualification ni diplôme, le CFI, qui vient d'être décerné aux élèves, a rencontré son public. Les stagiaires, des jeunes filles à 70 %, sont âgées de vingt-deux ou vingt-trois ans et, pour la peine un tiers d'entre eux, « approchent le niveau d'un CAP ou d'un BEP ». Le programme laisse espérer qu'ils pourront s'insérer socialement et professionnellement, grâce à des capacités reconnues, validées par

l'éducation nationale. Mais cet « outil efficace » n'est pas encore parfait, selon M. Rocard, qui a souligné quelques difficultés sérieuses. Un quart des jeunes quittent le dispositif dans les trois mois, « parfois par refus d'une école bis, et ça veut dire qu'on a raté quelque chose ».

Un sur dix, parmi ceux qui sont sortis, bénéficie d'une qualification validée et 80 % des formations concernent le secteur tertiaire, sur-évalué. Surout, le rattrapage dure plus longtemps que prévu, la durée moyenne des stages étant de douze mois, contre une estimation initiale de huit mois.

Or, a expliqué le premier ministre en évoquant les contraintes budgétaires, il faudra « fermer les entrées » si les bénéficiaires s'attachent dans le système. Il s'est prononcé pour des aménagements, auxquels MM. Laignel et Soisson (ministre du travail) réfléchissent, et a repris à son compte l'expression de M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFTD, opposé à ce qu'il appelle « l'acharnement pédagogique ».

A. L.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Avec un grand P

DITES, M'sieur le Président Mimi, sans vouloir vous déranger, je sais que vous êtes très pris, là, en ce moment. Arafat, Shamir, Gorby, tout ça, mais faut que je vous dise - c'est pas pour cafter, hein - il arrive plus à la tenir, sa classe politique, ça pousse Rocky. Il est chahuté de partout, et il ose pas sévir.

Au lieu de flanquer à la porte son sous-ministre de la justice qui a eu le culot de lui suggérer de la prendre, la porte, il a joué les durs d'oreille : Pardon ? J'ai rien entendu. Moi, je te l'aurais fait passer immédiatement en conseil de discipline. Lui, il a préféré écraser, vu que c'est votre chou-chou, Kiejman, il est bien en cour. La votre.

Du coup, sur les bancs de la droite, là, aujourd'hui, ils se déchaînent, ils se houscoulent, ils réclament la fermeture de l'école sous prétexte qu'ils arrivent pas à suivre. On travaille pas. Les cours sur la santé, les caisses d'épargne et le mode de scrutin sont pas assurés.

En plus, question propriété, ça pue la peste. Ça sent le linge

sale, les affaires sont pas nettoyées.

Pas la peine de leur répondre : Puisque tu l'as dit, c'est toi-même. Ils sont pas propres sur eux non plus, on sait bien. Et ils n'ont qu'une idée, prendre la place de ceux qui trônent au premier rang. C'est des jaloux, des frustrés, des envieux, OK. N'empêche, ça la fout mal. Une vraie pétardière. Et vous savez d'où il vient, ce mot. Si vous voulez pas passer pour le roi Pétaud, faut intervenir. Et vite.

Allez, décidez-vous. C'est pas votre truc, d'accord. Vous aimez laisser le temps au temps. Seuf que, là, le temps, c'est de l'argent. L'argent qu'on se crève à amasser pour remplir les caisses de la nation. Et à voir la façon dont elle est représentée, franchement, ça donne envie de gerber.

Représentée et conduite. Par qui ? Par vous. Vous seul. Le Pouvoir avec un grand P, merci de Gaulle, dans ce pays, il n'y en a qu'un - et on vous l'a donné. Le pouvoir de diriger et de servir le peuple au mieux de ses intérêts. Alors, ou vous l'exercez ou vous nous le rendez.

La sécurité des prochains Jeux d'hiver

## Huit mille policiers, gendarmes et militaires surveilleront l'espace olympique d'Albertville

L'Etat et le Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO) ont signé, lundi 22 avril, la convention sur la sécurité des JO, qui fixe les modalités d'installation et d'intervention des forces de l'ordre. Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé que 8 000 policiers, gendarmes et militaires seront déployés dans l'espace olympique.

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Jamais des Jeux d'hiver n'avaient été organisés sur une aussi vaste étendue : 1 600 kilomètres carrés. Ni dans un aussi grand nombre de sites : seize, dont certains sont distants les uns des autres de plus de 100 kilomètres. La sécurité risquait d'être pour le moins périlleuse dans cette région où l'on attend 800 000 spectateurs et qui entendra, parallèlement aux activités sportives, continuer à faire tourner ses « usines à ski ».

Le COJO a demandé à l'Etat de ne pas transformer la vallée de la Tarentaise en un vaste camp retranché. « Nous voulons des Jeux impeccables et, pour cela, la sécurité sera un élément majeur. Mais il faut préserver l'esprit de convivialité et de fête de cette manifestation », souligne M. Michel Barnier, coprésident du COJO.

Les forces mobilisées au mois de février 1992 seront donc éclatées entre sept secteurs, pour éviter des déplacements difficiles le long de la RN 90, colonne vertébrale de tout le dispositif de circulation des Jeux. Le système informatique RAMSES, conçu pour Albertville à la demande de la police nationale, permettra de gérer efficacement les opérations de sécurité dans les points sensibles de l'espace olympique.

Chacune des sept zones déconcentrées du dispositif de sécurité disposera de tous les éléments nécessaires pour assurer les services de santé, le ravitaillement, la fourniture d'énergie. Les crêtes et les cols seront surveillés par la 2<sup>e</sup> division alpine afin d'intercepter d'éventuels communs des terroristes. « La grande peur des JO, c'est de laisser pénétrer un commando suicide qui pourrait faire irruption dans le dispositif olympique, comme à Munich », explique le lieutenant-colonel Clouet.

La convention Etat-COJO sur la sécurité des Jeux olympiques définit également les modalités de répartition du coût. Celui-ci s'élèvera à plus de 140 millions de francs, pris en charge essentiellement par l'Etat. Le Comité d'organisation ne versera qu'un montant forfaitaire de six millions de francs.

Mais il devra prendre en charge, outre la construction du PC opérationnel central d'Albertville et des sept PC déconcentrés, l'hébergement et la restauration de 4 200 hommes, soit une facture évaluée entre 30 et

40 millions de francs. « Un peu plus de un pour cent du budget du COJO sera consacré à la sécurité », observe le préfet Christian Proust, le responsable de la sécurité des Jeux. On ne pourra pas accuser l'Etat de vouloir mettre en péril le budget du COJO, en se fondant sur la facture que nous lui présentons. (1)

Dans l'entourage du président du COJO on souligne que la charte olympique confie au Comité la responsabilité de la sécurité à l'intérieur des enceintes sportives et du village des athlètes, soit une dépense de 65 millions de francs. « Le jeu de l'Etat consiste aujourd'hui à rappeler qu'il est le premier partenaire financier de l'organisation de la manifestation de 1992 », ajoute l'un des responsables du COJO.

Lors de la visite du ministre de l'Intérieur, un document distribué par la délégation interministérielle aux JO de 1992 soulignait effectivement que les Jeux d'Albertville vont coûter 11,5 milliards de francs, l'Etat assurant à lui seul plus du tiers de la facture globale des Jeux.

CLAUDE FRANCILLON

(1) Le budget du COJO s'élève à 3 935 millions de francs. Il pourrait être prochainement révisé à la hausse.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

URSS : « Triste Géorgie », par Thamar Naskidachvili ; « Une Eglise en renouveau », par Anita Davidenkoff ; « Ambiguïtés de l'Occident », par André Louis. 2

#### Grande-Bretagne

La pol-tax, fatale à M<sup>re</sup> Thatcher, va être abolie. 5

#### Le débat sur Berlin

Le chancelier Kohl propose que le gouvernement s'installe dans l'ancienne et future capitale. 5

Les travaux parlementaires

Les députés examinent le projet sur la protection des consommateurs. Les sénateurs se penchent sur la réforme du Code pénal. 10

#### Société

L'affaire Mecili « ensablée » par l'Algérie. Extension du choléra en Amérique latine. 12

#### La mort du cinéaste

Don Siegel

Un maître du « thriller ». 13

### EDUCATION • CAMPUS

Les lendemains amers des universitaires de l'Est • Université-entreprise : le déphasage. 15 et 16

### SECTION B

#### ARTS • SPECTACLES

Une exposition au centre Georges-Pompidou : la planète Breton • La fascination de l'objet : un entretien avec Marguerite Bonnet • De Picasso à Matisse, l'irréductible énigme de la peinture • L'influence des arts dits primitifs • Le surréalisme mis à nu par Dada • La sélection des spectacles et manifestations de la semaine. 17 à 26

### SECTION C

#### Les difficultés de l'informatique

Le capital de Bull pourrait être ouvert au groupe japonais NEC. 27

#### La fiscalité et l'environnement

Un rapport officiel propose des mesures à contre-courant des traditions. 30

#### L'assurance des grands contrats internationaux

La Coface a perdu 11,6 milliards de francs en 1990 dans ses activités pour le compte de l'Etat. 34

### Services

Abonnements ..... 14  
Annonces classées ..... 31 à 33  
Automobile ..... 36  
Carnet ..... 36  
Marchés financiers ..... 34-35  
Météorologie ..... 37  
Mots croisés ..... 38  
Radio-Télévision ..... 37

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1991 a été tiré à 484 799 exemplaires.

## Les affiches des lycéens de Quimper déplaisent aux fabricants de tabac

« La pub tue » : c'est le slogan vengeur lancé par deux cents affiches conçues par les élèves du lycée Breizhex de Quimper. Placardées depuis le 17 avril sur le mobilier urbain de la ville, ces affiches détonnent, qui adoptent le graphisme et les couleurs des grandes marques de cigarettes, montrent par exemple le chapeau des cigarettiers Camel réduit à l'état de squelette, le casque des Gauloises coiffant une tête de mort ou la danseuse des Gitanes dotée de pinces de crabe, tandis que les Marlboro laissent échapper de leur paquet des substances noires...

La campagne, réalisée avec l'aide d'une subvention de 50 000 francs accordée par la mairie socialiste, devrait rester quinze jours en place. Mais les fabricants de tabac s'en méfient. La société Philip Morris n'a pas apprécié le détournement dont sont victimes ses cigarettes Marlboro. Mardi 23 avril, un huissier est venu à la mairie de Quimper saisir l'affiche « pour constater l'atteinte portée aux droits » et entamer une action pour contrefaçon.

Les responsables de la SETA ont indiqué de leur côté qu'ils allaient lancer un référé contre les affiches, également pour contrefaçon. En dépit de ces attaques, la mairie de Quimper a fait procéder à un nouveau tirage de 200 affiches, au format réduit, afin de satisfaire les fréquentes demandes des collectionneurs.

Y.-M. L.

### EN BREF

Reprise de la discussion sur la réforme hospitalière. - La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé d'inscrire la suite de la discussion du projet de réforme hospitalière à l'ordre du jour de la séance du jeudi 25 avril. Le scrutin aurait lieu le mardi suivant selon la nouvelle procédure du vote personnel, sauf si le premier ministre décidait d'engager la responsabilité du gouvernement au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

Démission officielle de M<sup>re</sup> Marin-Moskovitz. - La suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement, M<sup>re</sup> Gilberte Marin-Moskovitz, a officiellement fait part, mardi 23 avril, dans une lettre au président de l'Assemblée nationale, de sa démission du mandat de député qu'elle exerçait depuis la nomination, en 1988, du maire de Belfort au poste de ministre de la Défense. Cette démission, annoncée la veille à Belfort, devrait permettre à l'ancien ministre de la Défense de se présenter devant les électeurs. Selon l'entourage de M. Chevènement, l'élection législative partielle pourrait avoir lieu les 2 et 9 juin. La démission de M<sup>re</sup> Marin-Moskovitz fait passer les effectifs du groupe socialiste de 274 à 273 membres.

Peine maximale requise contre deux des quatre parachutistes jugés pour meurtres et viols à Toulouse. - L'avocat général François Baxerre a requis la réduction criminelle à perpétuité contre les quatre jeunes parachutistes accusés du viol et du meurtre d'une fillette et de deux jeunes femmes ainsi que du meurtre d'un garde champêtre (le Monde daté des 17 et 20 avril). De surcroît, demandant aux jurés de prononcer « des peines extrêmes pour des crimes extrêmes », il a encore requis une période de sûreté de trente ans pour deux d'entre eux, Philippe Siauve et Thierry El Borgi.

CEP Communication et le groupe Expansion regroupent deux de leurs magazines. - CEP Communication (Havas) et le groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan-Schreiber ont annoncé le 24 avril leur décision de fusionner leurs deux mensuels. A pour Affaires économiques et l'Entreprise. Ce dernier titre a été d'abord publié par Ouest-France et l'Expansion, avant que ce dernier rachète les parts de son ancien partenaire. Le nouveau magazine résultant du regroupement des deux titres est baptisé l'Entreprise. Il est crédité d'une diffusion de plus de 80 000 exemplaires et d'une audience de 440 000 lec-

teurs, dont une majorité de chefs d'entreprise et de cadres des PME-PMI.

Deux nouveaux films au Festival de Cannes. - Prospero Book, de Peter Greenaway, inspiré de la Tempête, de Shakespeare, et Martina, de Werner Schroeter, avec Isabelle Huppert, complèteront la sélection officielle du Festival de Cannes qui se tiendra du 9 au 29 mai. Cette sélection comportera donc 24 films dont 20 en compétition (le Monde du 20 avril).

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 avril

#### Résistant

Changement de décor mercredi matin rue Vivienne. Après une journée de reprise, la baisse a fait sa réapparition. Sa réapparition, mais l'ouverture matinale, l'indice CAC 40 enregistré encore une mince avance (+ 0,02 %). Mais celle-ci, après s'être un court instant accrue (+ 0,15 %), devait s'effacer entièrement, et, aux alentours de 11 heures, le thermomètre de la Bourse était revenu dans le rouge (-0,14 %).

## LE MONDE diplomatique

Avril 1991

- UNION SOVIÉTIQUE : La Russie contre l'Union, par Jean-Marie Chauvier.
- ALLEMAGNE : Après l'unification, la chagrin, par André Gisselbrecht.
- PROCHE-ORIENT : Les embûches de la paix, par Claude Julien. - Un grand décalage, par Eric Rouleau. - Les Palestiniens dans le grand jeu, par Alain Gresh. - Les factures de la guerre, par Olivier De Laga et Frédéric F. Chirac. - Le jeu régional de la Turquie, par Sami Viner. - Au Pakistan, l'armée affirme son nationalisme, par A. Dastar et M. Levat.
- MAGHREB : Déchirements après la « nouvelle dédite arabe », par Zakya Daoud.
- MALI : Les convulsions et la chute d'une dictature, par Catherine Cognery-Vidrovitch.
- JAPON : Faiblesse d'un tigre économique, par Karoline Postel-Vinay.
- SANTÉ : Combattre le sida « au nom de la civilisation » ? par Meredith Tushnet et Annie Thibault-Monty.
- MÉDIAS : Guerre et mensonges, par John Berger.
- ART ET SOCIÉTÉ : Soudain les murs de Dakar fleurissent sous les fresques, par Jacques Eugénie.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

En vente chez votre marchand de journaux



Le Monde

# ARTS • SPECTACLES



André Breton photographé par Man Ray en 1930.

UNE EXPOSITION « LA BEAUTÉ SERA CONVULSIVE », AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## La planète Breton

DANS les milieux de l'art, à moins de naviguer encore dans les eaux du surréalisme, on n'aime guère André Breton. On lui reproche d'avoir défendu la pire des peintures, d'avoir pu s'émouvoir devant un merveilleux de pacotille, à une époque où l'art était l'objet de préoccupations autrement plus engageantes. Bref, d'avoir eu des coups de cœur pour Yvonne Le Toumelin, Laloy et quelques autres, et de ne pas s'être intéressé à ceux qui, parmi les grands de l'après-guerre, avaient fait le plongeon dans l'abstraction, justement en pratiquant l'écriture automatique, la méthode surréaliste par excellence.

Dans les milieux de l'art, comme ailleurs, on ne voit guère Breton qu'en chef de groupe intransigent, qui exclut, excommunie des forces révolutionnaires, au nom d'une ligne non moins révolutionnaire, onirique, érotique. D'où la question : à quoi bon consacrer tout le cinquième étage du Centre Pompidou à cette figure inactuelle, alors même qu'aucun anniversaire n'y obligeait ?

Et si cette image, d'ailleurs entretenue par les pseudo-défenseurs du poète, était injuste, partielle et plus que partielle ? Et si elle occultait un passé riche de commerce, dans tous les sens du mot d'ailleurs, avec l'art ? Et si les choix, les goûts de l'homme André Breton n'étaient pas exactement ceux du pape Breton ? Et si, en dépit de tous les malentendus, Breton était, y compris dans le domaine de l'art, où on le perçoit si mal, une figure essentielle qui aurait, dans sa quête éperdue de la vraie vie, ouvert largement des fenêtres jusque-là entrouvertes, et, par là, modifié effectivement notre façon de voir ?

L'exposition d'envergure qui salue Breton risque de surprendre. Préparée avec soin pendant plus de deux ans par Agnès de La Beaumelle et Isabelle

Monod-Fontaine, elle se propose d'« approcher le sens même du « projet » surréaliste, en partant des choix personnels de son artisan », et « tente de donner un regard qui choisit, « trouve », assemble, exalte ou critique ». Cela en réunissant, pour la première fois, les œuvres sur lesquelles André Breton s'est longuement penché, qu'il a acquises, retenues un temps, ou définitivement, dans son atelier de Montmartre.

Sait-on qu'André Breton n'a pas été seulement l'amateur des travaux de ses compagnons de route ? Et que, dans les années 20 et 30, s'il collectionnait et que, massivement Picabia, Ernst, Miro, Masson, Dali, ou Tanguy, dont il a souvent, d'ailleurs, élu le meilleur (même ses Dali sont supportables), il n'oubliait pas si facilement Derain, et peut-être même Matisse ? Mais ce n'est pas pour autant que l'exposition, qui suit scrupuleusement le « parcours esthétique d'André Breton », nous renvoie une image esthétique (autant dire aseptique, pour rassurer les derniers militants surréalistes) d'André Breton.

En fait, à force de documents, de manuscrits, il ne manque rien dans ce parcours qui n'appartienne à l'histoire du surréalisme. Celui-ci s'articule autour de grands textes : *Nadja*, les *Champs magnétiques*, *L'Amour fou*, rend compte des activités du chef de groupe, présente les manifestes, les expositions marquantes, en respectant autant que possible la disposition des pièces, les liaisons voulues entre les objets à fonction symbolique.

Pourtant, elle sort Breton de l'ornière dans laquelle le surréalisme et, avec lui, l'œil frais du découvreur ont fini par s'enfoncer. Ce qu'elle révèle, c'est un homme curieux, un esprit ouvert à toutes les formes d'art, à tous les styles (sa faiblesse ?), capable d'acheter, en 1923, non pas un Picasso et un Braque, mais vingt Picasso et Braque ; capable d'humour et

de trouver que, sans Miro, sans le Miro de la Danseuse espagnole fait simplement d'une plume, d'un bouchon et d'un chapeau, il manquerait effective-ment une plume au chapeau du surréalisme. Capable de « chasser » l'art primitif, de s'intéresser à celui des fous ou des naïfs, comme à l'art cultivé. Capable de saluer le génie des *Improvisations* qu'était Kandinsky et de déceler le talent de quelques jeunes comme Hantai, Degottex ou Judith Reigl, qui tous trois niaient les images.

Cet électisme de Breton, son attirance pour l'insolite, l'hétéroclite, et ces choses qui échappent au conformisme du bon goût, rendent évidemment la vie impossible à tout le monde. Mais pourquoi pas ? Et pourquoi ne pas partir à la découverte de la planète Breton, une vaste planète, à l'échelle humaine, où l'angoisse et l'humour (voir les salles pleines d'artistes jets grinçants, amusants, à faire envie aux artistes jeunes générations), comme dans la vie quotidienne, se croisent. Comme ils se croisent dans la magie de son atelier. Un atelier qui peut faire figure, tout à la fois, de contre-musée imaginaire, de grand cabinet de curiosités comme on les aimait au siècle des Lumières, et d'autre de chaman. Ce qui n'est d'ailleurs pas fondamentalement contradictoire, le savoir encyclopédique pouvant servir aussi le somnifère de la raison. En fait, cet atelier de Breton autour duquel tourne l'exposition, ne serait-il pas le grand œuvre du poète du « modèle intérieur », un intérieur modèle. Qu'il faut prendre le temps de visiter, et que les fouineurs aimeront.

GENEVÈVE BREERETTE

\* « La beauté sera convulsive. André Breton », Centre Georges-Pompidou. Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage (pour les horaires voir notre sélection arts page 25). Du 25 avril au 26 août. L'exposition sera présentée au centre Reina Sofia, à Madrid, du 2 octobre à la fin novembre.

\* Catalogue : ouvrage collectif. 500 pages, 200 photos couleurs, 500 photos noir et blanc, 420 F.

Pages 18 et 19 :

**La fascination de l'objet**

Un entretien avec Marguerite Bonnet.

**Témoignages**

Judith Reigl, Hervé Télémaque.

Pages 20 et 21 :

**L'irréductible énigme de la peinture**

De Picasso à Matta.

**L'atelier des tropismes**

L'influence des arts dits primitifs.

Page 22 :

**Le surréalisme mis à nu par Dada**

Le rôle des avant-gardes.

Pages 23 à 26 :

**La sélection de la semaine**

Cinéma, théâtre, musiques, arts, disques.

Notre prochain supplément « Arts et spectacles », consacré au Printemps de Bourges, paraîtra exceptionnellement, en raison du 1<sup>er</sup> Mai, dans l'édition du mardi 30 avril datée 2 mai.

سكزا ابن الاصل

سكنى من الالصل

## ARTS

UN ENTRETIEN

# André Breton,

Marguerite Bonnet, auteur de *André Breton. Naissance de l'aventure surréaliste*, 1988 (José Corti), responsable de l'édition des œuvres complètes d'André Breton dans « La Pléiade », répond à nos questions sur les activités d'André Breton collectionneur.

« Quand Breton a-t-il commencé à s'intéresser à l'art ?

— Il avait seize ou dix-sept ans. Il était encore au lycée et le jour où il était libre, le jeudi, il allait très régulièrement visiter les galeries et les musées, en particulier le Musée du Luxembourg pour y voir les tableaux de Gustave Moreau. Il allait aussi aux récitals poétiques, qui étaient très nombreux à l'époque. Tout cela en cachette de ses parents, qui n'avaient aucun intérêt pour ce qui pouvait toucher leur fils. Il habitait alors la banlieue, Pantin, ce qui ne lui facilitait pas la tâche.

— Qui étaient ses parents ?

— C'étaient des petits-bourgeois modestes. Le père était originaire d'une famille de paysans et d'artisans des Vosges. Il a fini par diriger une petite cristallerie à Pantin. Sa mère venait de Bretagne et avait exercé le métier de couturière.

— Gustave Moreau a-t-il eu, pour lui, autant d'importance qu'il le dit.

— Il a dit effectivement que sa découverte de Gustave Moreau « a conditionné pour toujours ma façon d'aimer ». Dans ses lettres de 1913 à son meilleur ami et condisciple, Théodore Fraenkel, il parle sans arrêt de son admiration « sans aucune restriction » pour *Salomé*, *Edipe* et *le Sphinx*. L'*Apparition* ; et de cette image de la femme-magicienne que donne le peintre. Je ne sais quel historien d'art a écrit qu'il avait découvert Moreau en 1956. C'est une erreur énorme. Dans cette fameuse correspondance, il nomme aussi avec éloges Bonnard, Vuillard, Roussel, les toiles avec les faunes... Le souvenir de Mallarmé.

— Il est déconcerté par les orientations plus modernistes de la peinture. Il doute de la sincérité des toiles cubistes et futuristes. Et devant Matisse, il se demande : oui ou non est-ce de la peinture ? Mais très vite, il a été capable de revoir ses jugements sombres en fréquentant les œuvres. Et, dès 1916, il va vers Chirico et Picasso. Le rôle d'Apollinaire n'a pas été négligeable. Breton allait chez lui, et, aux murs, il y avait des Chirico, des Picasso.

— Vous connaissez l'histoire du tableau de Chirico, *Le Cerveau de l'enfant*, qu'il a vu en vitrine, chez Paul Guillaume. Il était en autobus, et ça l'a tellement impressionné qu'il en est descendu précipitamment pour aller le voir. Il l'a acheté, un peu après. Il raconte aussi que quelques années plus tard, alors

qu'il l'avait prêté pour une exposition, la même chose est arrivée à Tanguy : il est sur la plate-forme de l'autobus, voit le tableau, descend, se précipite et le regarde.

— Breton a divorcé très tôt d'avec l'œuvre de Chirico...

— Oui. Mais le *Cerveau de l'enfant* a longtemps tenu la place d'honneur dans son atelier. Il l'a revendu très tardivement, en 1964, au musée de Stockholm, après que Chirico eut tenu des propos très acerbes contre le surréalisme. L'argent lui a permis de vivre tranquillement les dernières années de sa vie, et d'acheter une superbe statue : un guerrier uli.

— Breton ne se contentait pas de regarder l'art. Il s'est constitué une collection. Quelles ont été les premières œuvres qu'il a achetées ?

— La toute première œuvre, c'était l'année de son bac. Il avait eu un peu d'argent pour avoir réussi l'examen, et il s'est précipité pour acheter « un de ces *feüches d'Océanie ou de Guinée* », à la grande horreur de ses parents. Parmi ses premières acquisitions, il y a eu un dessin de Modigliani, qu'il avait rencontré à Montparnasse. Ce dessin a été détruit en 1920 ou 1921, par une femme jalouse qui s'est ruée dans sa chambre d'hôtel et a déchiré des lettres et des dessins.

— C'est, je pense, dès qu'il a eu des ressources à peu près régulières, c'est-à-dire à partir de 1921-1922, qu'il s'est mis à collectionner vraiment. Il travaillait chez Jacques Doucet. Il était marié avec Simone Kahn, qui, de son côté, avait quelques revenus. A ce moment-là leur situation était tout à fait correcte, et Breton a acheté des Max Ernst, des Picasso et des Braque (lors de la dernière vente Kahnweiler), des Masson, des Miro, un petit Klee, très joli, avec des poissons, et que j'ai vu bien souvent chez Simone. Celle-ci m'a dit un jour que lors du partage des tableaux, au moment de leur divorce, Breton avait accepté très volontiers qu'elle garde le Klee parce que ce n'était pas pour lui un peintre absolument selon son cœur. Mais il en reconnaissait toute la valeur.

— Lorsqu'il était le bibliothécaire de Jacques Doucet, il lui a conseillé d'acheter des œuvres importantes.

— C'est Breton qui a poussé Doucet à acquérir les *Demoiselles d'Avignon*. Doucet avait déjà des Picasso, mais c'étaient des petites toiles et surtout des dessins. Breton lui a fait remarquer qu'une collection comme la sienne se devait d'avoir une toile d'« importance historique » comme les *Demoiselles*. Il n'a pas cessé d'y revenir, jusqu'à ce que Doucet finisse par l'acheter à Picasso. Il y a une très belle lettre de Breton à Doucet de décembre 1924, dans laquelle il dit toute l'importance du tableau : une « image sacrée », « l'événement capital du début du vingtième siècle ». Et puis il lui a fait acheter, bien sûr, des Picasso, des Masson, des Max Ernst, mais aussi le *Cirque* de Seurat...



— Breton s'intéressait à Seurat ?

— Mais oui, il aimait Seurat. Comme il aimait beaucoup d'autres artistes auxquels on ne pense pas. Kandinsky par exemple. Breton n'avait pas sur l'art une attitude fermée, comme on essaie souvent de le faire croire. Prenez Braque, par exemple, dont il avait acheté, toujours à la vente Kahnweiler, un tableau de 1911 ou 1912. Même s'il s'en est détaché après, il ne l'a pas rejeté purement et simplement. Dans un texte de 1952, il dit qu'il aime beaucoup accrocher, le soir, un tableau en face de son lit pour voir au réveil comment il réagit, et que ceux qui dispensent les ondes les plus merveilleuses et les plus enrichissantes sont ces « beaux Braque blonds » de 1912.

— On dit aussi que Breton rejette Cézanne. Ce n'est pas si simple. En 1936, il a visité la grande exposition du peintre, à l'Orangerie. Il parle dans *L'Amour fou* de ces peintures à halo comme la *Maison du pendu* (en fait il se trompe, il s'agit de la *Maison abandonnée*), des *Joueurs* de 1892, du *Jeune homme à la tête de mort*, du *Meurtrier*. Il les a regardées de près.

— On risque d'être surpris à l'exposition, en

voyant les tableaux que Breton a collectionnés, ou auxquels il s'est intéressé. Beaucoup vont sortir des réserves.

— Des réserves ? C'est-à-dire de l'atelier de Montmartre où Breton a habité cinquante ans, et sur lequel Elisa, sa dernière femme, veille. Rien n'a bougé depuis la mort de Breton ?

— Apparemment, pas beaucoup. Elisa a gardé les choses telles qu'elles étaient. J'en ai vu des quantités. Des masques mexicains, des objets océaniques, des poupées hopis, des sculptures esquimaux qui sont magifiques. Quant aux tableaux, faute de place, beaucoup n'étaient pas accrochés aux murs.

— Vous savez ce que Lévi-Strauss dit à propos du rapport de Breton aux arts primitifs : qu'il trouvait toujours à désigner la pièce de la plus haute qualité, qu'il ne se trompait jamais, qu'il avait un flair extraordinaire. Il l'avait remarqué lorsqu'ils étaient à New-York, pendant la guerre, et qu'ils allaient ensemble fouiner dans une sorte de marché aux puces où on trouvait, pour une somme dérisoire, tous ces objets indiens que le public méprisait.

JUDITH REIGL

## Au-delà du surréalisme

En 1954, le peintre Judith Reigl expose dans la galerie d'André Breton, *A l'Etoile scellée* :

« C'est Hantai qui a amené Breton chez moi, en 1954, en me présentant comme « une femme qui, accomplissant le surréalisme, va au-delà ». Je voulais en effet pousser l'automatisme à bout, dépasser Matta, dont la peinture de la fin des années 30, où il y a comme de grands météores, m'a vraiment influencée, plus que celle de Max Ernst. Je voulais aller plus loin, descendre au-delà des rêves, jusqu'à ce fond de l'inconscient où il y a le geste, le rythme fondamental, c'est-à-dire la respiration même, la respiration à fond. Là où la peinture existe en tant que pulsion, pulsation élémentaire. Je m'étais fabriqué un outil, une tringle à rideau courbée, et je le passais dans une matière colorée encore humide. Si c'était mauvais, j'effaçais et je recommençais tout. Je fais la même chose aujourd'hui : effacer, recommencer, ça c'est ma vie.

— Breton, curieusement, préférait le côté figuratif d'une peinture plus ancienne, une toile avec des chevaux, de 1950 (et non de 1953, comme l'indique la légende de sa reproduction dans *Le surréalisme et la peinture*). Cette toile, je ne la renie pas, je l'aime beaucoup, mais pour lui c'était le chef-d'œuvre des chefs-d'œuvre. Il m'a écrit de belles choses à son sujet : elle lui faisait « l'effet d'un *Signe solennel* », il n'aurait jamais cru que cette parole de Lautréamont — le tableau avait pour titre *Ils ont soif insatiable de l'infini* — « pût trouver image à sa hauteur ». Et il m'a proposé d'exposer à l'Etoile scellée. J'ai d'abord dit non. J'étais troublée... Je ne voulais pas mettre l'accent sur cette toile.

— A l'époque, je parlais de « désintégration organique des signes, objets et symboles extérieurs ». Je pourrais dire, plus simplement, aujourd'hui, qu'il me paraissait essentiel d'aller vers la non-figuration, momentanément peut-être. La preuve, c'est que j'y suis revenue à deux reprises depuis. Pour Breton, c'était là où le bât blessait : où il y avait ce dépourtement total et brutal, ça fonctionnait moins bien.

— Je ne connaissais pas, alors, pas plus qu'Hantai d'ailleurs, la peinture américaine. Mais je savais qu'on pouvait aller plus loin que le surréalisme, avec cette écriture automatique psychique-physique, qui demandait les grands formats, où le corps entier participe. C'est ça l'important, c'est ça qui permet cette respiration, ce geste, ce rythme fondamental. La différence d'avec l'écriture automatique d'André Masson, pour qui c'était comme un jeu, est là. Depuis, j'ai découvert que Facchetti avait fait une exposition de Pollock en 1952. En fait, je ne suis pas arrivée à Pollock, je suis arrivée au fond d'où vient aussi Pollock, d'où vient Kline, d'où viennent les expressionnistes abstraits.

— Juste après mon exposition à l'Etoile scellée, j'ai cessé toute relation avec Breton. Il m'a pourtant recommandée à un collectionneur. Breton était un homme absolument non conventionnel, ce qui est rarissime dans nos sociétés où il y a tant de vernis, tant de façons de paraître. Malgré toutes ses erreurs, je le respecte profondément. Il était très chaleureux, extrêmement poli, extrêmement simple. Il pouvait être aussi extrêmement brutal. Non, en fait, ça n'était pas tellement lui qui était brutal, mais plutôt son entourage dans lequel, à cette époque-là, il s'est fondu, je ne sais comment.

G. B.

## BIBLIOGRAPHIE

EN 1957, sollicité par le Club français du livre, André Breton entreprit de composer, organisé autour de la quête de la magie de l'art, un livre qui soit à la fois l'exposé de ses convictions et l'album de ses préférences. Faute de temps, la première partie du projet avait été seule remplie, l'illustration demeurant fort en deçà des espérances de l'auteur. Elles sont accomplies, désormais, grâce au zèle d'éditeurs décidés à suivre à la lettre les suggestions du texte. Il ne manque pas une référence, pas une œuvre, pas un exemple de ceux qu'exigeait la démonstration de Breton.

Ses thèses sont moins séduisantes que les chatoyantes reproductions des œuvres qu'elles citent. La définition de la magie par Breton, son apologie un peu longue de l'ésotérisme, les préférences tranchantes qu'il énumère, tout cela peut laisser passablement sceptique. Faut-il vraiment préférer Gustave Moreau à tous ses contemporains et tenir Gauguin pour un Grand Initié, lui qui n'a cessé de peindre la mort des religions ? On en doute. Mieux valent les résurrections d'artistes étranges dont Breton parseme son livre,

baroques ténébreux, imaginatifs médiévaux, primitifs pleins d'audace. Mieux vaut l'apologie finale de la peinture surréaliste, que le style, très éloquent, défend avec infiniment de conviction.

Je vois, j'imagine met en pratique, si l'on peut dire, les principes exposés dans *Art magique*. S'improvisant dessinateur, pratiquant le collage et l'assemblage chers à ses peintres favoris, le poète se fait artiste à son tour. Le livre rassemble le plus grand nombre des objets et croquis qu'il a exécutés, souvent pour les offrir. La méthode est celle du surréalisme tel que Max Ernst l'a développée : réunions d'objets incongrus, débris, cailloux aux formes étranges, gravures, images anciennes et photographies superposées, frottages de crayon et de pastel, décalques. Il passe dans ces œuvres des reminiscences abondantes et très clairement reconnaissables : Ernst, évidemment, Tanguy, Miro, Klee et Picasso servent tour à tour.

C'est du reste là le principal mérite de ces reliquaires intimes : ils révèlent mieux qu'aucune théorie les préférences de leur auteur, qui pastiche ceux qu'il admire. Dans l'exécution, dans l'invention même, il

maginair





سكذمان الاجمل

ARTS

DE PICASSO

# L'irréductible énigme

Comme il a refait notre histoire de la littérature, André Breton a tenté la même opération dans le domaine des arts en renonçant à tout critère formel. Y est-il parvenu ? Une chose est certaine : sa contribution à l'élargissement des champs de la modernité.

**L'** n'y a aucun nom, dans l'art de notre siècle, qui cristallise autour de lui autant de choses importantes et autant de banalités. Les jugements de Breton ne sont pas toujours faciles à supporter, et ce parce qu'ils débordent l'esthétique. C'est ce qui les rend fascinants. Il est sûr que la gymnastique de groupe des dernières années et les découvertes forcées de spécialités magiques sans cesse nouvelles ont jeté sur le surréalisme un jour trouble. L'activité de l'après-guerre vous a un air de lifting désespéré, visant à conserver intact le minois de l'Amour fou. Enfin, dans la version augmentée que Breton donne, peu avant sa mort, du *Surréalisme et la peinture* claironne un autisme fracassant, au point de remettre en question, et de façon tragi-comique, la continuité d'un parcours qui se voulait révolutionnaire. Il suffit de prendre les textes sur Yahné Le Toumelin, Laloy, ou la phrase : « Enfin Jean Benoît nous rend le grand cérémonial. » Le geste premier du surréalisme, qui consistait à vivre l'inconnu avec la force d'une épiphanie, s'est dégradé là jusqu'à n'être plus qu'un tic, une figure de rhétorique prononcée du bout des lèvres.

Mais en fait, après qu'il eut rejeté presque tout ce qui était vraiment lié à lui, comment reprocher à Breton de n'avoir plus guère rencontré qu'imitateurs et simulateurs ? Cette cohérente et somptueuse faillite recèle la définition la plus pointue de ce que Breton pouvait obtenir dans les années 20 et 30. Il s'agissait alors de mettre hors circuit son goût propre et sa propre historicité, le projet surréaliste vivant du commerce avec tout ce qui était irréductiblement étranger. Échappant brutalement aux arguties normatives et dogmatiques, Breton s'est sans aucun doute rangé parmi les esprits incontournables de

notre temps. Sa manière de s'entourer de tableaux jamais vus, d'art exotique, de mettre en scène dans son atelier une magie objective et de la décrire, de se rebeller contre les contraintes sociales et politiques, tout cela a fait de lui plus qu'un collectionneur de génie. Tout ce qui s'est ainsi trouvé rassemblé et lié à son nom représente un projet unique. La façon dont, dans ses grands textes (*Nadja* ou *L'Amour fou*, pour ne citer qu'eux), il ne se contente pas de produire de l'imaginaire, mais arrache à la causalité tangible des éléments documentés de vie concrète, définit précisément ce qu'il entendait espérer d'une peinture surréaliste. Il se projetait, ainsi que ses amis, dans des territoires psychiques étrangers. Cela fait apparaître comme bien accessoires les excommunications et les découvertes forcées qui ont tant irrité et choqué.

A quand et à quoi remonte chez Breton la critique d'art ? A part deux petits textes, il faut attendre les mois qui suivent la rédaction du *Manifeste surréaliste*. C'est surprenant. Mais ensuite, à partir de 1925, paraissent dans la *Révolution surréaliste* les grands essais qui mettent les peintres définitivement au rang qui leur revient, à côté des écrivains du groupe. A un moment, il est clair que Breton fait tout pour intégrer Picasso à l'art surréaliste. Le prestige du peintre constituait assurément la meilleure garantie. Mais, au-delà du calcul tactique, il est intéressant de voir comment Breton motive l'appel à Picasso. Lorsqu'on jette un coup d'œil dans ces textes, on remarque que cette manœuvre de recrutement com-

mence par un débat sur le cubisme, où tous les jugements suscités jusque-là par celui-ci sont balayés d'un coup. Dans la résistance que Picasso manifeste à rendre la réalité, Breton voit l'expression d'un doute ontologique visant l'objet même. On retrouve là le principe surréaliste fondamental du « peu de réalité », qui est censé résumer toutes les certitudes étiées par l'empirisme. Dans ce que la démarche de Picasso a d'imprévisible (car au début des années 20 on ne saurait plus parler chez lui d'évolution graduelle ni de revivals logiquement motivables), Breton découvre un modèle d'une nouveauté historique totale. Jamais aucun artiste n'avait ainsi cassé, de façon aussi imprévisible, la phénoménologie de l'esprit et, du même coup, l'idée d'une culture eurocentrique régie par une causalité nécessaire. Breton évoque la découverte de cette ouverture absolue en des termes images qui, depuis la rencontre passionnée avec les univers hétéroclites d'un Lautréamont et d'un Chirico, se sont ancrés dans le subconscient du surréalisme : nul ne sait ce qu'il y a « au bout de cet angissant voyage ». La critique du positivisme sous-jacente au *Manifeste surréaliste* reste le point de départ. Raison et savoir se trouvent relativisés, au sens où Chateaubriand, doutant des certitudes des Lumières, décrivait toute herméneutique comme un chemin de plus menant vers l'obscurité : « Vient une autre inscription, une autre figure, une autre inscription qui met cette vérité à néant : on ne fait que changer de nuit. »

Le grand geste de Breton en direction de Picasso,

paradoxalement, prive de son fondement le projet positif de l'avant-garde. L'optimisme expérimental, qui s'était propagé comme un feu de brousse tout autour du cubisme, n'avait pas vu que ce qu'on croyait être un codage logique dans le cubisme de Picasso, tout comme les « problèmes » posés par ses imitateurs par analogie avec des fictions arithmétiques, était incapable d'exorciser l'expression dissonante et magique des *Demoiselles d'Avignon*. Ce n'est pas un hasard si Breton publie ce tableau. C'est lui qui va le chercher dans l'atelier du peintre et le fait acheter par Doucet. Vu aujourd'hui, ce geste marque la véritable fondation de l'esthétique de Breton. En allant chercher cette toile ancienne, laissée en chantier et qui n'avait joué quasi aucun rôle dans la réception de Picasso, Breton renouvelle le choc qu'avait, peu avant, provoqué sa rencontre avec les tableaux métaphysiques de Chirico et avec les collages de Max Ernst. Ce qu'il pressentait d'incommensurable rejoint son propre manquement des images linguistiques. Les *Champs magnétiques* et *Poisson soluble* fulgurent déjà des étincelles provoquées par le court-circuit de tableaux étrangers les uns aux autres et que rien n'isole plus. D'une sémantique absente jaillit la nouvelle lumière du surréalisme.

C'est de cette interprétation de Picasso qu'il faut partir. Le regard simultané sur le peintre des *Demoiselles d'Avignon* et sur celui qui a pratiqué le cubisme analytique dessine nettement ce qui devait d'emblée caractériser

PACIFIQUE, AFRIQUE,

## L'atelier

Comme pour nombre de ses contemporains, l'influence des arts dits primitifs fut déterminante chez André Breton. Les pièces qu'il avait rassemblées dans son atelier en témoignent. Pourtant, les objets en provenance du continent africain furent longtemps bannis de son panthéon artistique au profit de ceux venus du Pacifique.

**E**N 1929, pour la revue belge *Variétés*, André Breton et Paul Eluard, se voulant topographes d'un nouvel imaginaire, dressent la carte de leurs terres d'élection : le monde au temps des surréalistes. Englouties Athènes, Rome et Jérusalem, gommées des Amériques indiennes les Etats-Unis ; de la France ne subsiste que Paris. Plus vaste encore que le continent africain, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réunies, et par-delà, s'étend l'immense Russie, celle des soviets et des chamans sibériens. Démesurément agrandis, à l'échelle de l'irrésistible attraction qu'ils exercent sur eux, quelques îlots et archipels des mers du Sud.

Aux confins orientaux de la Polynésie, l'île de Pâques. Hors des conventions de la géographie, son contour reproduit un idéogramme des anciens Pascuans ; l'un de ceux gravés dans l'ivoire d'un poisson-tablette qui appartient à Breton. De l'île de Pâques, aussi, provient pour lui l'effigie inaugurale - « le premier objet que j'ai possédé » - acquise lors des errances parisiennes de Pâques 1913 et qui, plus tard, souffle à Nadja : « Je t'aime, je t'aime. »

Plus à l'ouest, après que Tahiti, l'une des îles de la misérable Société coloniale, et la Nouvelle-Calédonie se sont abîmées, d'autres terres en vue : la Nouvelle-Bretagne, « le triomphe du volatil, ou comme on dit encore, du subtil sur l'épais ». A son nord-est, sur la péninsule de la Gazelle, « une roseraie de masques sulka » : longs cônes en sparterie de filaments de moelle végétale, teints le plus souvent d'un rose vif. L'un d'entre eux, aperçu rue Fontaine, fait s'écrier à Nadja : « Tiens, Chimène !... » Un autre encore, celui, « d'une somptuosité sans égale, qu'on découvre au

musée de Chicago (...) couronné d'un vaste parasol au sommet duquel se tient, en attitude spectrale, une mante religieuse de deux mètres, en moelle de sureau rose comme le reste du masque ». Et Breton d'affirmer : « Qui ne s'est pas trouvé en présence de cet objet ignore jusqu'où peut aller le sublime poétique. »

Dans la première livraison de 1926 de la *Révolution surréaliste*, « Scène rituelle-Nouvelle-Bretagne », une photographie de l'installation dans un musée d'ethnographie, probablement celui de Leipzig, de quelques masques des Baining. Trois mannequins exhibent des heaumes à carcasse de rotang sur laquelle est tendue l'étoffe d'écorces battues puis peintes de blanc, de noir et, dit-on, du sang des initiés qui se sont tailladé la langue avec une lame d'osier tranchant. Et, sous les yeux en cercles concentriques de ces vungvung, s'allonge un mince cylindre, « la trompe des papillons ».

Parmi d'autres sites élus de la Mélanésie, la Nouvelle-Irlande qui, avec l'ancienne, celle des lacs enluminés du *Livre de Kells*, par les réseaux arachnéens que tisse son art malanggan, entretient de saisissantes affinités. Ici, « l'homme en est encore à se chercher dans les entrailles de la nature et se démêle incomplètement du serpent et de l'oiseau ».

Du Grand Nord à la Terre de Feu, l'Amérique du rêve appelait à sa conquête ; autant de places fortes, autant de trophées. Si l'on s'en tient au septentrion : en Alaska, entre Yukon et Kuskokwim, les masques inuit et athabascans ; le long des fjords et des sounds de la Colombie-Britannique, ceux, à métamorphose, des Indiens Kwakiutl. Pour les premiers et sur mille d'autres disposés sur l'un des murs de l'atelier, tel « le cygne conduisant au chasseur la baleine blanche au printemps » l'innu du saumon : simultanément le poisson et un demi-visage humain. Ce que révèle ce masque, ce qu'ainsi il démasque : sous l'animalité, une humanité première. Pour les seconds, le Corbeau du rituel d'hiver : un simulacre dont le porteur va progressivement tirer les ficelles. Par le jeu de volets articulés et de pièces mobiles s'ouvre le bec gigantesque et se dévoile ce qui auparavant était dissimulé sous l'apparence de l'oiseau : là aussi, une face humaine, ici épiphanie d'une entité dévorante, l'ogresse Hamshamtes.



ELISA BRETON

Séjour à Hanoi, 1946. C'est à travers cette île, et ses artistes, qu'André Breton a découvert, pendant la guerre, certains aspects de l'Afrique qu'il n'avait pas vus.



## A MATTA

# de la peinture



Breton et « l'Amour fou ». Une photographie de Rôgi André prévue pour illustrer un texte de la revue *le Minotaure*.

le surréalisme : un pluralisme des styles, des écritures et des obsessions. Il y a oscillation constante entre une « écriture automatique » émotionnelle et la documentation vériste d'images oniriques. S'inscrivent dans cette antinomie : Masson, Mimi Ray, Magritte, Tanguy, Dalí et, plus tard, Matta. Or ce principe dialectique lui-même, ce « sabotage en règle », personne, à part Picasso, ne le réalise plus délibérément et plus radicalement que Duchamp et Max Ernst. Mais c'est de la géniale inquiétude de Max Ernst que Breton pouvait se réclamer au premier chef : « Guidé par l'immense peur qu'ainsi il a été le premier à faire apparaître, Max Ernst a dans ses premières toiles accepté de courir la grande aventure : chacune d'elle dépend du minimum de l'autre... »

La non-déductibilité des images, la soudaineté avec laquelle elles surgissent, voilà ce qui garantit leur force. La

notion centrale de « *beauté convulsive* » traitée dans le roman de Breton « *l'horreur énorme* » de Schopenhauer, à laquelle se rattache Nietzsche et « *qui saisit l'homme quand soudain il se perd dans les modes de connaissance du phénomène, tandis que le principe de raison suffisante, sous l'une quelconque de ses formes, semble souffrir une exception* ». C'est comme un coup de couteau dans l'existence : presque tous les membres du mouvement surréaliste ont souscrit à de telles réassurances auprès d'une illumination profane, car pour eux l'authenticité n'est pas liée à la continuité de la réinvention des modèles historiques ou de styles évoluant génétiquement, mais à l'expérience de la discontinuité, le vécu existentiel déterminant donc par son intensité celle de l'apport en connaissances nouvelles. Dans toutes les biographies d'artistes surréalistes, nous trouvons ces moments où l'ent-

(c) 1999

comment Max Ernst a décrit son invention du collage et du frottage, ou bien encore la façade carrément violente dont Miro met fin, en 1934, à l'univers d'images de dont Miró met fin. Tout cela peut se saisir au plus près dans les catégories de l'esthétique de Breton. Lequel devient le véritable commanditaire de tableaux violents et sublimés. Il ne faut pas s'étonner que sa définition du tableau surréaliste, privilégiant le principe de surprise et d'inépuisable énigme, renonce largement à tout critère formel et à la recherche de constantes. Breton ne fournit à moi et à la recherche de constantes. Car, à ses yeux, le plus près aucun concept stylistique. Car, à ses yeux, la cohésion du groupe se fonde sur la mise en scène d'un dialogue entre les œuvres.

La meilleure illustration en est son célèbre incipit : « L'œil existe à l'état sauvage. » Un élément d'isolation entre tableaux et procédés. Le principe de plaisir surréa-

liste ne peut se réaliser que dans le tableau qui trace la frontière la plus marquée possible par rapport à ce qu'on a vu jusque-là. Les rares concepts généraux offerts par les écrits de Breton — écriture automatique, images oniriques, biomorphisme — caractérisent des démarches plutôt symboliques et largement personnelles. Cela correspond à la poétique à laquelle s'était d'abord tenu le surréalisme littéraire. On retrouve l'écho de cette discontinuité dans l'expression la plus radicale est le refus de l'écriture narrative et par là même causalement ancrée dans les conventions sociales. Cette esthétique, pour laquelle Breton trouve dans ses textes des équivalents langagiers inoubliables, fonctionne à merveille à l'époque héroïque de la peinture surréaliste. Des tableaux stupéfiants viennent lui donner raison. L'interprétation qu'il en donne demeure aussi incontestée jusqu'au début des années 30. Mais peu à peu cette recherche de la surprise se révèle être une aporie. Il intervient trop de superlativité dans le surréalisme, et trop d'esprit de clocher.

Le premier à manifester sa résistance est Aragon. « *avant qu'il ne nous malme* ». L'analyse limpide que contient un texte comme « La peinture au défi » (1930) tente de délimiter l'expression et le langage de la peinture surréaliste. Contre ce que l'écriture automatique a fait continger, et contre une combinatoire indéfinie de rétrogradus, il s'agit de *dégager* des lois structurales. Aragon réintroduit comme une instance la notion de genre qui définit la « personnalité du choïx », sur le modèle des mécanismes réguliers chez Max Ernst son recours à l'art naïf infuse des formes et des contenus. Cela revient à définir la forme et le contenu. Les activités de groupe.

La notion de choix fonctionne ici comme limite mise dans les œuvres à une « mauvaise infinité » (Adorno). L'exigence d'une « personnalité du choix » apparaît comme le correctif nécessaire à la disponibilité surréaliste. Rétroactivement, à une époque où tout semble pouvoir se former de tout, on la consommation culturelle nous transmet à plus en plus en zappes blases, cette discipline négatrice paraît être la seule possibilité pour rendre vivable la fascinante anthropologie de la liberté esquissée par Breton.

**WERNER SPIES**  
(Max Ernst)

(Historien d'art, spécialiste, notamment, de Max Ernst.)

# CARAÏBES

# des tropismes

Ces mécaniques qui mettent au jour, dans la duplicité de la représentation, l'en-deçà du visible, qui explorent les contiguïtés fragiles du réel avec l'imaginaire, parce qu'il en ignorait délibérément les ressorts sociologiques, ne pouvaient que conforter André Breton dans la croyance poétique à la vérité des mythes et des rêves que, par effraction, l'art et le rite font surgir.

Bien que le bannissement de l'art africain de la culture surréaliste n'ait été formellement prononcé que vingt ans après, ne doit-on pas voir dans les dimensions très modestes qui, sur la planisphère de 1929, sont accordées à l'Afrique les signes d'un renouveau, la marque du reniement ? Auparavant, dans les dernières années de la Grande Guerre, Breton, par ses dernières années de l'Apollinaire, au sein duquel les zélés de l'art nègre sont nombreux. Ainsi, par exemple, deux de ses premiers poèmes seront-ils déclamés, en novembre 1917, à la galerie de Paul Guillaume, au milieu de luisantes mais austères figures des Babouins, de masques élégants, socles de marbre, de Paboulis ; tous objets de grande classe, de premier ordre et de haute époque, comme aime, avec emphase, le garant leur promoteur. Lequel l'ait aussi de Dérain et de Chirico dont on sait l'admiration qu'alors leur portait Breton. De plus, dans l'atelier où s'installe rue Fontaine en 1922 figureront assez tôt des masques du Gabon, de la Côte-d'Ivoire et de la Guinée.

Mais, entre 1926 et 1929, à l'enseignement de la Galerie Surréaliste où de nombreux « objets sauvages » auront exposés, aucun ne semble provenir de l'Afrique. La rupture est confirmée. Les Pahouins et Bouaque. La rupture est confirmée. Les Pahouins et Bouaque. La rupture est confirmée. Les Pahouins et Bouaque.

structure assignée à l'être physique – visage, corps – la fécondité, les travaux domestiques, les bêtes à cornes : de l'autre s'exprime le plus grand effort immémorial (...) pour ne pas s'en tenir à l'écorce et remonter à la sève, et les thèmes sont aériens, les plus chargés de spiritualité que je sache et les plus poignants aussi. Ici, les arborescences polychromes des fougères géantes des Nouvelles-Hébrides, là, les trivialités rustiques du Soudan, se haussant de la gîte pour acquiescer, sous le baume des antiques, une noblesse d'artifice.

Cependant, le fossé apparaît trop profondément creusé pour ne souffrir, on s'en doute, que de pâles exceptions. Breton reprend l'épithète baudelaire : *la Superbe Afrique* », et ce qui n'était là que lopins fertiles, mamelles pleines de la grande déserte guinéenne soudain, sous une éclatante Fécondité : « Dans le du Trocadéro, en une éclatante Fécondité : » Dans le sillage de cette statue, l'œil moderne embrassant peu à peu la diversité sans fin des objets d'origine dite « sauvage » et leur complexe déploiement sur le plan lyrique » et leur consociation des ressources incomparables de la qui prit conscience des ressources incomparables de la vision primitive et s'éprit (jusqu'à vouloir par impossible la faire stienne) de cette vision.

La réplique en pied de cette déité des rivières du Sud n'est pourtant pas le seul objet africain qui, rue Fontaine, ait survécu à l'exécution. Il en est d'autres, tels ce masque-carquoï exécuté en cuir d'antilope, cet ancien bambarras et cet étrange fourneau anthropomorphe en laiton d'une pipe camerounaise dont la reproduction, par ailleurs, introduit dans l'Art magique. Dans la mise en page de ce livre comme dans l'atelier, cet objet à figuration quelque peu démoniaque voisine avec une représentation en métal du « diable » eshu de la macumba du Brésil. Ce rapprochement n'est certainement pas fortuit et il convie à la saisie d'autres syncretismes. En effet, dans l'atelier de nouveau, quel-ques peintures de Wifredo Lam, contemporaines de son séjour en Haïti, font écho aux « cartes magiques » du peintre-prêtre du vaudou Hector Hyppolite, décou-vert par Breton à Pori-au-Prince en 1945. Sous les vertes par Breton à Pori-au-Prince en 1945. Sous les mêmes têtes, Ogoun Ferraille, sont illustrées, dans l'édition de 1965 du *Surréalisme et la peinture*, deux œuvres de ces artistes. Si la proximité n'est pas de facture, elle traduit néanmoins la référence à une source lointaine mais partagée, le panthéon des oris-sala yorubas du golfe du Bénin où Ogoun, comme

dans les hounfos des Caraïbes, est le dieu du fer,  
des artisans, des artistes et des magiciens.

La carte n'est pas le territoire. Par ce qu'elle omet, réduit et accroît, elle définit des présences, accorde des privilèges. Projetée en transparence sur les murs de l'atelier, elle manifeste une hiérarchie; non pas celle des conformismes du bon goût, mais la seule qui soit acceptable, « selon la plus ou moins grande force de suggestion, elle-même tributaire, dans dernier ressort, du pouvoir d'invention poétique ». Dans le foisonnement et l'exubérance d'un cabinet qui est

moins celui de curiosités disparates, cumulées dans l'exercice d'un éclectisme sans frein, que celui de singularités qui se sont imposées dans la fulgurance de leur rencontre, l'œil, une fois levée l'emprise des fascinations successives, affronte l'ensemble du pandémonium. Il perçoit, dans l'insolite des confrontations, la cohérence poétique de cette configuration : un cadastre à l'échelle de la planète.

**JEAN-LOUIS PAUDRAT**

(Maître de conférences à l'Université de Paris, coauteur de  
un africain, éd. Citadelles.)

**MILAN KUNDERA**

## Rencontre légendaire

Depuis plusieurs années, Milan Kundera observe de près André Breton sous un angle singulier, celui de sa découverte du monde caraïbe. Il en témoigne ici :

« En 1941, partant pour l'émigration américaine, André Breton s'arrête à la Martinique ; pendant quelques jours, il est interné par l'administration vichyste, puis relâché. En sa promenade dans le Port-de-France, il découvre dans une mercerie une petite revue locale, *Tropiques*. Il en est ébloui. A ce moment sinistre de sa vie, elle lui apparaît comme la lumière de la poésie et du courage. Rapidement, il fait connaissance avec l'équipe de rédaction, quelques jeunes gens entre vingt et trente ans, regroupés autour d'Almécé Césaire, et passe tout son temps avec eux. Plaisir et encouragement pour Breton, inspiration esthétique et inoubliable fascination pour les Martiniquais.

» Quelques années plus tard, en 1945, Breton, brièvement, s'arrêta à Port-au-Prince, en Haïti, où il donna une conférence. Tous les intellectuels de l'île sont là, parmi eux, les très jeunes écrivains Jacques Stephen Alexis et René Depestre. Ils l'écoutent, assis, aussi plus tôt. Leur revue le *Ruch* quelques années plus oui, c'était alors le grand temps (encore une revue ! oui, c'était alors le grand temps des revues, temps qu'il n'existe plus) consacrer un numéro spécial à Breton ; le numéro est saisi, mais interdite.

» Pour les Haïtiens, la rencontre fut aussi fugitive qu'inoubliable : j'ai dit rencontre ; pas fréquentation ; pas amitié ; même pas alliance ; rencontre, c'est à dire éternelle ; éclair ; hasard. Alexis a alors vingt-trois ans, Depeste dix-neuf, ils ne sont informés du surréalisme que très superficiellement, ne sachant rien, par exemple, de sa situation politique (la rupture à l'intérieur du mouvement) ; intellectuellement aussi avides que vierges, ils sont séduits par Breton, par son attitude de révolte, par la liberté d'imagination que prône son esthétisme.

» Alexis et Depestre fondent en 1946 le Parti communiste haïtien et écrivent une littérature d'orientation révolutionnaire; on la pratiquait alors dans le monde entier et, partout, elle se trouvait sous l'influence obligée de la Russie et de son réalisme socialiste. Or, pour les Haïtiens, le maître n'est pas Gorki, mais Breton. Ils ne parlent pas du réalisme socialiste; leur devise, c'est la littérature « du merveilleux ». Bientôt, Alexis et Depestre sont forcés d'émigrer. Puis, en 1961, Alexis revient en Haïti avec l'intention de continuer le combat. Il est arrêté, torturé, tué. Il a trente-neuf ans.

(Extrait du texte *Beau comme une rencontre multiple*, pour la revue *l'Infini*.)

هكذا من الامل

22 Le Monde • Jeudi 25 avril 1991 •

## ARTS

AVANT-GARDES

# Le surréalisme mis à nu par Dada

**Le surréalisme passe trop souvent pour la continuation du mouvement Dada. C'est oublier une différence fondamentale: Dada met à mort les « beaux-arts » que le surréalisme, à l'inverse, cherche à renouveler par le recours à l'inconscient.**

La confusion systématiquement entretenue entre le mouvement Dada et le surréalisme n'aura été possible qu'en raison du chevauchement de divers événements et rencontres survenus entre 1920, date de l'arrivée de Tristan Tzara appelé à Paris par Breton et Picabia, et 1924, année de la publication, à quelques mois d'intervalle, des *Sept Manifestes Dada* et *Lampistries* de Tzara puis du *Manifeste du surréalisme* de Breton. L'un des paradoxes des mouvements d'avant-garde de ce siècle tient au fait qu'ils furent souvent lancés par des écrivains: Marinetti créa le futurisme italien, Khlebnikov l'avenisme russe, Tristan Tzara le mouvement Dada, André Breton le surréalisme.

Dans le même temps, la revendication des avant-gardes consistait à refuser une conception de la culture la plupart du temps véhiculée et fixée d'abord par la littérature. Et en effet, au sein du mouvement Dada, l'audace vint d'abord des peintres, ou fut spontanée et simultanée, riche en effets réciproques, chez les plasticiens comme chez les écrivains, au point que les œuvres se fondent: chez Arp lui-même, essentiellement connu pour son œuvre plastique, et Picabia, auquel on doit quelques recueils de poèmes d'une qualité rare, dont on peut affirmer sans risquer de se tromper qu'ils n'ont toujours pas été seulement lus. A Berlin, au sein du groupe Dada, Hausmann se partageait entre les photomontages, les collages et une activité d'écriture importante.

A Zurich, les artistes représentés par la galerie et la revue berlinoises « Der Sturm », ainsi que Kandinsky, Arp, Van Rees, Segal, étaient familiers aux dadaïstes et avaient non seulement conféré aux écrivains la liberté de pratiques poétiques hardies (telles que les poèmes bruitistes, simultanés, statiques de Richard Huelsenbeck, les poèmes phonétiques abstraits de Hugo Ball, les poèmes négres de Tzara), mais aussi imprimé pour une part leur orientation théorique aux manifestes Dadas de Zurich (Tzara, Serner) et Berlin (Huelsenbeck). C'est précisément sur le plan de cette collusion entre les écrivains et les peintres ou entre les disciplines elles-mêmes qu'il faut, au-delà de divergences plus ou moins anecdotiques, relever une incompatibilité majeure entre Dada et le surréalisme.

Les attitudes de Tzara et de Breton sont à cet égard fondamentalement différentes; leurs choix respectifs en 1921 sont déterminants. Si le premier célèbre les photomontages de Man Ray, le second publie son premier texte de critique d'art en exposant Max Ernst. L'écart tient entre, d'une part, l'enthousiasme de Tzara devant la découverte de photomontages qui lui permettent de fustiger la peinture – fût-elle la plus contemporaine – comme une pratique usée et de mettre en avant la virtuosité de Man Ray à arracher aux matériaux (lumière, papier) des propriétés nouvelles; et, d'autre part, l'engouement de Breton pour les métaphores poétiques de Max Ernst, dignes de Lautréamont. Dans les peintures et collages de Max Ernst, le



Breton a participé, un temps, aux activités de Dada à Paris. Ci-dessous, l'affiche pour la revue le Coeur à Barbe.



littérateur reconnaît comme sien le mécanisme de production du sens (« Atteindre deux réalités distantes et de leur rapprochement tirer une étincelle »).

Un tel amalgame entre peinture et littérature – évacuant toute réflexion plastique autonome, et qui asservit l'art pictural pur à l'anecdote littéraire, – s'il est à la base de la formation de la constellation surréaliste, n'en constitue pas moins un contre-sens organique aux yeux des dadaïstes, une proposition plastique ne leur semblant guère appelée à recouper une problématique littéraire. Sur ce point, Tzara (ses notes sur l'art parues dans les premiers numéros zurichois de la revue *Dada*) est un théoricien porté à exalter les travaux de ses amis non s'il y retrouve sa propre sensibilité, mais s'il y voit surgir pure création, accomplissement autonome hors références.

Ainsi, en préface aux *Champs délicieux*, album de photomontages de Man Ray, Tzara donne-t-il un texte mordant et inquiet sur la peinture moderne; il insiste non seulement sur l'importance de la découverte de la matière, mais sur sa beauté en tant que produit « physico-chimique ». Le procédé, en effet, induit un champ entier d'expérimentations nouvelles. Le photomontage révèle un pan supplémentaire de possibilités plastiques

non picturales. Il enregistre également l'apparition d'un matériau pur, d'une énergie: la lumière.

Pour Tzara, l'attitude Dada devait engendrer l'élan créateur avant même qu'il n'emprunte une discipline préalable, reflet d'un ordre de la culture et de ses valeurs reçues. Dada est plus qu'une catégorie esthétique, qu'une nouvelle manière d'art poétique ou pictural, ce que fut peut-être en fin de compte le surréalisme. Le dadaïste, lui, ne saurait se laisser enfermer dans le « métier » artistique, il explore au-delà des disciplines des procédés créateurs inédits.

Dès lors, Tzara refusait la notion d'art moderne pour ce qu'elle charrie d'histoire et d'évolution, et se penchait sur les procédés de création, qui doivent être radicalement repensés. Les Dadas ne sont plus des « artistes » mais, comme le proclament les Bertinotti, des ingénieurs ou des monteurs. On ne s'étonne donc guère du retentissement des conceptions de Tzara auprès d'écrivains contemporains tels que William Burroughs, et l'on se souvient de ce dialogue entre Brion Gysin, l'inventeur du cut-up, et Tzara, qui avait conçu des poèmes en mélangeant dans un chapeau des articles découpés: « Pourquoi toi et tes amis refont-ils ce que nous avons fait il y a quarante ans? – Parce que vous ne l'avez pas assez bien fait, parce que la vraie signification du problème n'a pas été explorée. Les méthodes de Dada sont valables tant que les structures économiques et sociales demeurent les mêmes. Ce que nous opérons, c'est un système de coupure à l'intérieur du système, pour brouiller le fonctionnement des médias. »

Si l'œuvre de Marcel Duchamp n'a cessé de passionner d'innombrables chercheurs, celle-ci s'éclaire aussi à la lumière de son rôle dans l'histoire de l'art moderne et contemporain. Duchamp ne peut pas être annexé au surréalisme. L'auteur du *Nu descendant un escalier*, dont on doit se rappeler qu'il fit partie de la première génération à s'opposer à l'orthodoxie d'un certain cubisme, est un aîné pour Tzara et Breton, le

troisième homme, qui, dans cette trinité, a su préserver, via les États-Unis, sa liberté et sa singularité. Il y a peut-être d'autant moins lieu de s'étonner de l'extraordinaire retentissement de Duchamp dans l'art contemporain que celui-ci est à l'origine de la création, en 1920, de la célèbre collection de « La Société anonyme » pour Katherine Dreier. L'exposition de cet ensemble prototype déclencha à terme la création du premier musée d'art moderne au monde, celui de New-York en 1929.

Le parallèle entre les années 20 et notre regard sur l'art du siècle s'impose d'autant plus que Duchamp est certainement celui qui, en raison de son influence sur John Cage, Rauschenberg, Johns, Warhol a porté Dada au loin. Qu'il s'agisse de *Walkaround Time*, ballet créé en 1968 par Merce Cunningham à partir du *Grand Verre*, ou de créations (*Meta-Marcel*, *Window Show*, 1976; *Bicycle Wheel*, 1983) de Shigeo Kubota récemment exposées à Venise. Et Fluxus réunit Dada et Duchamp dans un même rapport de filiation dont se trouve exclu le surréalisme. Notons en outre le manifeste de George Maciunas, cet alter ego de Tzara, *Neo Dada in Music, Theater, Poetry, Art* (1962). On peut en dire autant des situationnistes, chez lesquels il y a quantité de références à Dada et, « à travers toute leur activité, un permanent éloges » (Debord).

John Cage influence autant notre regard sur Tzara que Tzara connaît l'œuvre de Cage, tant il est vrai que le moment présent et le passé se mêlent pour le « regard ». Les artistes que nous redécouvrons aujourd'hui, occultés après soixante-dix ans de surréalisme français, sont ceux que Duchamp, dès la première heure, achetait pour Miss Dreier: Brancusi, Buchheister, Van Doesburg, Malevitch, Moholy-Nagy, Mondrian, Pevsner, Popova, Poungy, Schwitters, entre autres.

Ainsi Schwitters, intégré par Tzara au sein de Dada malgré le refus du Club Dada, est délibérément ignoré par un surréalisme dont les conceptions par trop littéraires empêchent de reconnaître un nombre d'artistes importants, présents à Paris durant les années 20, tels Van Doesburg ou Mondrian, alliés potentiels dans la grande lutte d'avant-garde.

C'est dans un tel contexte qu'il faut analyser l'incompréhension à laquelle se heurte Tzara lorsqu'il donne aux artistes russes de Mondrianisme sa pièce à jouer: *Cœur à gaz*, dans les décors de Sonia Delaunay, au moment où Breton, victime de son interprétation nihiliste de Dada, croit devoir, à l'imitation de Duchamp, cesser d'écrire et de publier sa revue. Cette interprétation de Dada était suicidaire et évidemment menaçante pour Breton, qui en vint à s'opposer par la violence physique à cette représentation et à négliger tout l'intérêt que présentaient, ce même soir, les décors réalisés par Van Doesburg pour des danses de Lizica Codreanu. L'ensemble apportait sur bien des plans un ressort nouveau résolument international au prétendu essoufflement des manifestations Dadas, généralement avancé par Breton pour justifier son désir d'en finir avec Dada.

En 1946, Moholy-Nagy, directeur du nouveau Bauhaus de Chicago, notait dans son ouvrage *Vision in Motion*: « La nouvelle forme de communication, ce ne sont pas les surréalistes qui l'ont inventée mais plutôt les dadaïstes et James Joyce mieux encore. (...) Un poème dadaïste révèle plus de fraîcheur que la littérature surréaliste. Dada est plus poétique et plus riche par ses potentialités et ses perceptions enthousiasmantes. En comparaison, un poème d'Eliot est une fantaisie raisonnée, un feu d'artifice d'images sorties du dictionnaire et non l'éruption de la vie embrassant l'intellect et l'émotion. Si l'on excepte ses tentatives de simulation d'écriture psychotique, on voit mal pourquoi Eliot est appelé surréaliste. C'est un poète aimable et mélodieux mais plutôt conservateur en regard des accomplissements dadaïstes dans le domaine d'un langage pluridimensionnel. »

MARC DACHY

(Auteur du Journal du Mouvement Dada, éd. Skira, 1989. Vient de paraître un ensemble d'écrits de Kurt Schwitters, Mœz, éd. Champ Libre/Leborel, 1990).

### VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 2 heures.

DINERS		RIVE DROITE	
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, valons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.	<b>ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS</b> , CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER. CARTE 300 F. LE SOIR • Menu de la mer • 120 F TTC. jusqu'à 22 h 30.	
<b>TY COZ</b> 35, rue Saint-Georges, 9 <sup>e</sup> 48-78-42-95/34.61	<b>F/Dim. Lundi soir</b>	<b>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE</b> FORFAIT THEATRE, 300 F à 430 F. Service soigné jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.	
<b>AU PETIT RICHEL</b> 47-70-68-68/70-80-50 13, rue Le Peletier, 9 <sup>e</sup>	<b>F/Dim.</b>		
<b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-80-01-11 6, pl. Marchal-Juin, 17 <sup>e</sup> Fermé sam. midi et dim.		Cette maison a du succès et elle le mérite: avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.	
RIVE GAUCHE			
<b>NOS ANTIMES LES GAIOLIS</b> 46-33-66-87 et 66-12 38, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 <sup>e</sup>	<b>Climatisé</b>	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu à 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîners midi et soir.	
<b>LE MAHARAJAH</b> GRILLE D'OR de la gastronomie indienne 43-54-26-07		<b>DÉCOUVREZ... L'INDE...</b> au 72, bd Saint-Germain, 5 <sup>e</sup> , M <sup>o</sup> Maubert, 7 <sup>e</sup> , M <sup>o</sup> T. NON-STOP de 12 heures à 23 h 30, ven., sam., ouvert jusqu'à 1 h, CADRE LUXUEUX.	
<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup>	43-26-44-91 F, lundi	<b>SPECIALITÉS INDIENNES</b> . « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Cassini-Millau).	
<b>RESTAURANT THOUVIEUX</b> 47-45-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>		Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. See jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. see continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	
SOUPERS APRÈS MINUIT			
LES GRANDES MARCHES			
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir. DÉCOR • Brasserie de luxe • T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-40-32.			

## CINÉMA

### « Comme dans un bois »

Selon son propre témoignage, Breton fut grand amateur de cinéma surtout dans sa jeunesse, avant la naissance formelle du surréalisme. Il était alors friand de feuilletons dans l'esprit des *Fantômes de Faubourg*.

Le surréalisme devait par ailleurs donner naissance à fort peu de films et son influence rester limitée par rapport à ses effets dans le domaine de la littérature et des arts plastiques. Les titres les plus célèbres restent *Un chien andalou* en 1928 et *L'Age d'or* en 1930 (à la projection duquel les Camelots du roi déclenchèrent une mémorable émeute), réalisés par Luis Bunuel, avec la complicité de Salvador Dalí. *La Coquille* et le *Clergyman* (1927) de Germaine Dulac sur un scénario d'Antonin Artaud, et *Etoile de mer* (1928) de Man Ray, d'après un poème de Desnos relèvent plutôt de l'esprit dadaïste, tout comme *Anemic Cinema* (1925) de Marcel Duchamp.

Les surréalistes ont, en revanche, souvent pris fait et cause pour des films qu'ils estimaient proches de leurs préoccupations. Ainsi de *Nosferatu* de Murnau, de *La Sorcellerie* à travers les âges de Christensen, de *Peter Ibbotson* de Henry Hathaway ou des films des Marx Brothers. Tous ces titres figurent parmi les trente-cinq œuvres présentées par le Centre Georges-Pompidou dans le cadre d'une rétrospective baptisée « Comme dans un bois ».

J.-M. F.

\* Du 26 avril au 3 juin au studio 5 (cinéma français). Séances à 14h30, 17h30, 20h30. Tél.: 42-77-12-33.











## LA SELECTION DE LA SEMAINE

## DISQUES

## Classique

**Schubert**  
Rosamunde  
Anne Sofie von Otter (mezzo),  
chœurs Ernst Swell,  
Orchestra de chambre d'Europe,  
Claudio Abbado (direction).

Dernière tentative du musicien de la Belle Meunière pour approcher l'opéra - genre qu'il ne devait jamais totalement apprivoiser - musique de scène pour une pièce écrite en cinq jours et représentée trois fois, Rosamunde est célébrée pour une ouverture qui ne lui était pas destinée, mais que Schubert avait composée trois ans plus tôt pour l'opéra *la Harpe enchantée* et qu'il utilisa ici, pressé par le temps.

Après un *Ferrabras* déjà magnifié par les chambristes d'Europe (et les magnifiques chœurs Schoenberg), Abbado s'y est pris à deux fois pour cette *Rosamunde* aux trois quarts oubliée, émergeant d'abord l'inévitable ouverture, pour la compléter trois ans plus tard par l'ensemble des morceaux. Interludes, ballets, chœurs de bergers et de chasseurs, lied orchestral, l'ensemble, singulièrement hétérogène, apparaît comme un catalogue des grandes réussites schubertiennes : bonheur de l'orchestration pour les vents (on pense souvent à l'*Octave*), mélange du pittoresque et du mystique (Bruckner est antécédent), imbrication de solides mélodies populaires et des idiosyncrasies les plus marquées du génie schubertien. Le thème du troisième acte sera repris par le musicien dans son *Quatuor en la mineur* et dans le *Troisième Impromptu pour piano*. Claudio Abbado interprète cette *Rosamunde* en finesse, dans l'esprit viennois de la musique de chambre. Avec un très léger parfum italien.

1 CD Deutsche Grammophon 431 665-2.

## Musique de chambre française

Œuvres de Saint-Saëns, Poulenc, Milhaud, Roussel, d'Indy, Tansman, Franck, Pascal Rogé (violin), Catherine Cantin (flûte), Maurice Bourque (hautbois), Michel Portal (clarinette), Armand Volz (basson), André Caumon (cor).

Un florilège de raretés, qui commence sur les chapeaux de roue avec le *Caprice sur des airs danois et russes* de Saint-Saëns, d'une solennité pince-sans-rire et d'une virtuosité de roué. D'Indy, dans *Sarabande et menuet*, commence gravement par un contrepoint d'école quelque peu dissonant, pour déboucher sur un trio modern style. Roussel louché vers Ravel dans son *Diversissement op. 6*, quand il ne se laisse pas aller déjà au machinisme de ses futures symphonies. Tansman a dû beaucoup écouter Stravinsky avant de se mettre à sa *Danse de la sorcière*. Français voudrait être Darius dans les caricatures de son *Heure du dîner*. Poulenc, dans son *Élégie pour cor et piano*, compose à peu près comme Fauré, mais en 1957 (bravo à Caumon dans les mélismes compliqués de cet hommage posthume au corniste britannique Dennis Brain). Milhaud, enfin, est polytonal, concis, moderne, dans la belle *Sonate pour flûte, hautbois, clarinette et piano* qu'il compose à vingt-six ans.

Le programme ne constitue peut-être pas, au total, la fine fleur de notre musique de chambre nationale. Mais il est interprété par les meilleurs chambristes français, tous engagés dans des carrières de solistes.

1 CD Decca 425-861-2.

## Nono

*Fragmente-Stille, An Diotima; e Hay que caminha a sognando*  
Quatuor Arditi

Dans la série que les disques Montaigne consacrent désormais au répertoire de notre siècle, celui-ci apparaît d'abord comme l'un des plus inaccessibles : *An Diotima*, pour quatuor à cordes, regarde forcément à ce titre du côté de l'abstraction; *e Hay que caminha a sognando*, l'ultime œuvre de Nono (millésimée 1989) crée cette année-là à Paris dans le cadre du Festival d'automne, réduit l'effectif à deux violons et pousse plus loin encore le dépouillement. Mais pour le compositeur italien, dans sa dernière période de création, le volume sonore comme l'importance numérique des troupes qu'il mobilise, n'est qu'un faux-semblant. Pro-mette, qui réunit toute une armée d'écouteurs, exige une écoute inventive et

fine, une sorte d'amplification intérieure de la part de l'auditeur.

Le *Quatuor*, à l'inverse, n'est minimaliste qu'apparement. Créé à la fin des années 70, dédié au Quatuor LaSalle, il sait à ce point solliciter l'attention que la matière sonore qui le compose - de microscopiques parcelles, toutes chargées de reflets et de vibrations - change d'échelle et illumine l'oreille comme une immense constellation.

Du pianissimo au piano, avec quelques fortissimos aussi rares que fulgurants, le duo (joué ici par Irvine Arditi et David Alencman, second violon de la formation) est finalement une œuvre aussi ample, charnelle et concrète qu'un pas de deux. Musique de l'infinimental, mais si dramatisée!

1 CD Disques Montaigne.

A. Lo.

## Jazz

## François Tusques

*Free Jazz*

Le free jazz, au début, c'est une illumination, un vœu (libérez le jazz!), un intitulé. C'est le titre d'un double quartet historique d'Ornette Coleman et Eric Dolphy. Tien! Si l'on republiait aujourd'hui ce que ce disque a inspiré d'idéologie gratuite? Ce serait émouvant, donc instructif. *Free Jazz*, toujours, est le titre d'un disque de François Tusques qui se lance, en 1965, sans filet dans l'aventure. Au sonnet du mal, avec lui, se posant de talc avant d'agripper les trappes : Bernard Vitet (qui n'a pas lâché le morceau), Michel Portal (on connaît), Charles Saudrais (sonnant très juste dans ce qui ne lui ressemblait pas) et Bob Guéri qui plus tard devait se donner la mort (étrange don). La demi-surprise, parce qu'on a en la bon goût, la prudence psychique et la fidélité historique de garder le contact avec cette époque, c'est ceci : ça sonne, c'est bourré d'idées, rien d'évident dans le geste qui les inspire, la vie est à réinventer. Elle ne le sera pas, mais on n'est pas passé loin. Ce disque le montre.

1 CD, In Situ, Adès, 590039.

## Abbey Lincoln

*The World Is Falling Down*

Chanteuse, mais est-elle chanteuse? Depuis la *Freedom Now Suite* avec Max Roach dont elle partageait alors la vie, Abbey Lincoln dit à sa façon l'existence et la douleur du monde. D'une voix de femme blesée; avec une gravité qui semble une plainte; en laissant se défer

les mots qui portent. Le blues aurait pu s'engouffrer dans cette voie. Il ne l'a pas fait. On retiendra la ballade qui a des airs d'une première chanson, *First Song*, et la délicatesse qu'apporte Alain Jean-Marie (piano) à la mettre en scène.

1 CD, Verve, 843. A78-2, distribué par Polygram.

## Jackie Mc Lean

*Dynasty*

En un sens, il convient de s'adapter. Trois cents saxophonistes aujourd'hui jouent mieux que bien. D'un autre côté, pas un d'entre eux pour effacer ou caresser, boucler ou prolonger. Parker, Coltrane, Rollins ou Ornette. Bien. On ne va pas jérémyer ou nialiser. On va essayer d'identifier ce qui peut faire sens ou aïe, goût ou couleur. Par exemple ce disque, *Dynasty*, où au type - qui n'avait pas l'envergure des quatre autres mais, tout de même, qui avait juste ce grain de sel qui fait qu'on pouvait, un instant de folie sans illusion, le préférer - jone en pleine maturité, solidement encadré, avec des bonheurs d'expression et de communication qui laissent croire que l'esprit du jazz ne s'est pas perdu. Ce qui est vrai : mais on a besoin de vérifications comme Jackie Mc Lean.

1 CD, Tritelka 181-2, distribué par Média 7.

F. M.

## Rock

## La Mano Negra

*King of Bongo*

La Mano Negra est devenue en deux ans le premier groupe de rock français. Il suffit de les avoir vus sur scène produire libéralement décibels et calories pour savoir pourquoi. En revanche, l'écoute de leurs disques permet à peine de le deviner, et ce n'est pas la sortie de *King of Bongo* qui y changera quoi que ce soit.

Avec leurs deux premiers albums, Manu Chao et ses camarades avaient tourné les difficultés (textes polyglottes et approximatifs, inspirations fondroyantes mais éphémères) à la manière des prestidigitateurs : sur *Patchanka* et *Pala's Fever*, la Mano allait si vite qu'on n'y voyait avec un peu de bonne volonté que du feu. Titres très courts, enchaînements malins, ils s'en sortaient avec le bénéfice du doute. *King of Bongo* est un disque «normal», les morceaux sont menés à leur terme, la production (scurée par le groupe dans un soci musicien d'indé-

pendance) a pris du poids, reste un malaise quant à la substance.

Écrits pour l'essentiel dans un anglais hésitant, ces quatorze titres restent à l'état d'ébauche ou ébauchent une idée jusqu'à ce qu'elle craque. On se console, à peine, avec les deux chansons en français (*le Bruit du frigo* et *M-O-C-A-N*), qui donnent des envies de musette alternant, de guinguettes où l'on pogote au bord de l'eau.

Manque de temps ou manque d'inspiration, on enregistre les deux, *King of Bongo* est un disque en manque, privé de tout ce qui fait le charme de la Mano, jusqu'à un joyeux désordre des deux premiers albums. Le premier groupe de France doit toujours son premier grand disque.

Virgin 30840.

## Simple Minds

*Real Life*

La «vraie vie»? Arrivé à ce niveau de lieux communs sophistiqués, «Au niveau du vécu» aurait mieux convenu. On voudrait, parce qu'ils ont de bonnes têtes et des intentions pures, conclure une trêve avec Simple Minds. Les écouter dire ce qu'ils ont à dire. Mais comme à chaque fois, on est obligé de leur demander de ne pas nous buser dans les oreilles comme ça, de ne pas faire les malins et d'arrêter de s'en croquer.

*Real Life* se veut à l'échelle humaine, un retour à la simplicité après les éruptions planétaires de *Street Fighting Years*, le précédent album. Mais Jim Kerr ne sait plus chanter, seulement déclamer comme un pasteur pendant carême. Au bout de deux couplets chuchotés, il faut que toutes les chambres d'écho de l'enfer se déchaînent pour indiquer que l'on est enfin arrivé au passage significatif. Les mélodies, comme de grosses vagues de dessins animés, enflent et s'écrasent, les finesses des arrangements se dévalent quatre mesures à l'avance. C'est la vraie vie, c'est l'ennui.

Virgin CDV 2660.

## Linton Kwesi Johnson

*Things on Time*

Voici une histoire de parole : Linton Kwesi Johnson est d'abord un poète. Jamaïcain vivant en Angleterre, il a choisi il y a une douzaine d'années (c'est-à-dire au temps de la vague punk) de dire ses textes sur des musiques reggae plutôt que de les publier. C'est-à-dire qu'il flirtait avec les tendances les plus pointues du reggae, le *deh* et le *toasting*, celles qui devaient participer de la naissance du rap.

*Things on Time* est un retour après une absence un peu mystérieuse, pendant laquelle Linton Kwesi Johnson, pour les raisons indiquées ci-dessus, a acquis une aura de précurseur, d'autant que ses disques, dont le superbe *Bas Culture*, ont été réédités récemment par Island. Et voilà que LKJ repart en sens inverse : la musique de *Things on Time* va chahuter les racines de la culture afro-caribéenne, le reggae fait un tour chez les ancêtres et cousins, calypso et tout.

Produit par Dennis Bovell, *Things on Time* démontre que le producteur, comme tout avant-gardiste qui se respecte, est aussi un amoureux des traditions : les arrangements évitent les sauteries pour produire un bouillonnement imprévisible et chaleureux fait de rythmiques reggae, de calypso, de violon, d'accordéon ou de flûte.

Du coup, les textes de Linton Kwesi Johnson, toujours radicaux, toujours en créole jamaïcain (mais entre l'écoute et le livret, les anglophones sauront à peu près de quoi il retourne) prennent un peu de distance, comme s'ils étaient énoncés par un vieux sage qui contemple la folie du monde à l'ombre d'une cabane, sur une plage de Jamaïque, sans trop se préoccuper de se faire entendre, avec le souci premier d'avoir raison.

WMD/FNAC Music 692111.

## Dinosaur Jr

*Green Mind*

Depuis les aventures de Jane's Addiction ou de Sonic Youth, l'indépendance est bien balisée. Après les classes sur le schéma alternatif, l'artiste (groupe bruyant) à base de guitares électriques maltraitées est accueilli respectueusement au sein d'une multinationale qui lui fait vendre des centaines de milliers de disques de par le monde. Voici cette semaine Dinosaur Jr, que les seconds de l'underground universitaire américain connaissent depuis quelques années et que les autres découvriront à l'occasion de ce troisième album.

Après diverses tribulations, les effectifs de Dinosaur Jr se résument à la seule personne de J. Mascis, voix brisée et guitares désarticulées qui fait à peu près tout sur *Green Mind*. Le résultat est brillant, inquiétant et émouvant. La méthode est voisine de celles des Pixies, c'est à dire la reconstruction, le réarrangement inventif et respectueux iconoclaste des éléments du rock. S'ajoutent ici une fragilité, une filère qui infectent la sauvagerie de la musique et la transformation en inquiétude, en douleur.

Blanco Y Negro/WEA 9031-73448-2.

J. S.

musiscène présente

carole  
**fredericks**  
jean-jacques  
**goldman**  
avec  
**RTL**  
michael  
**jones**

**en concert à Paris du 4 au 9 juin**  
au Vélodrome Jacques Anquetil (Bois de Vincennes)

Locations : Virgin Mégastore, FNAC, 3615 RTL, et par tél. au 40.09.95.12

du 24 mai au 24 juin  
Locations : 3615 RTL, en 01.51.51.51